01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 1

vert
Le mensuel
qui annonce la couleur

numéro 10
(nouvelle série)
747e épisode de la saga originelle...
Novembre 2006
1 euro

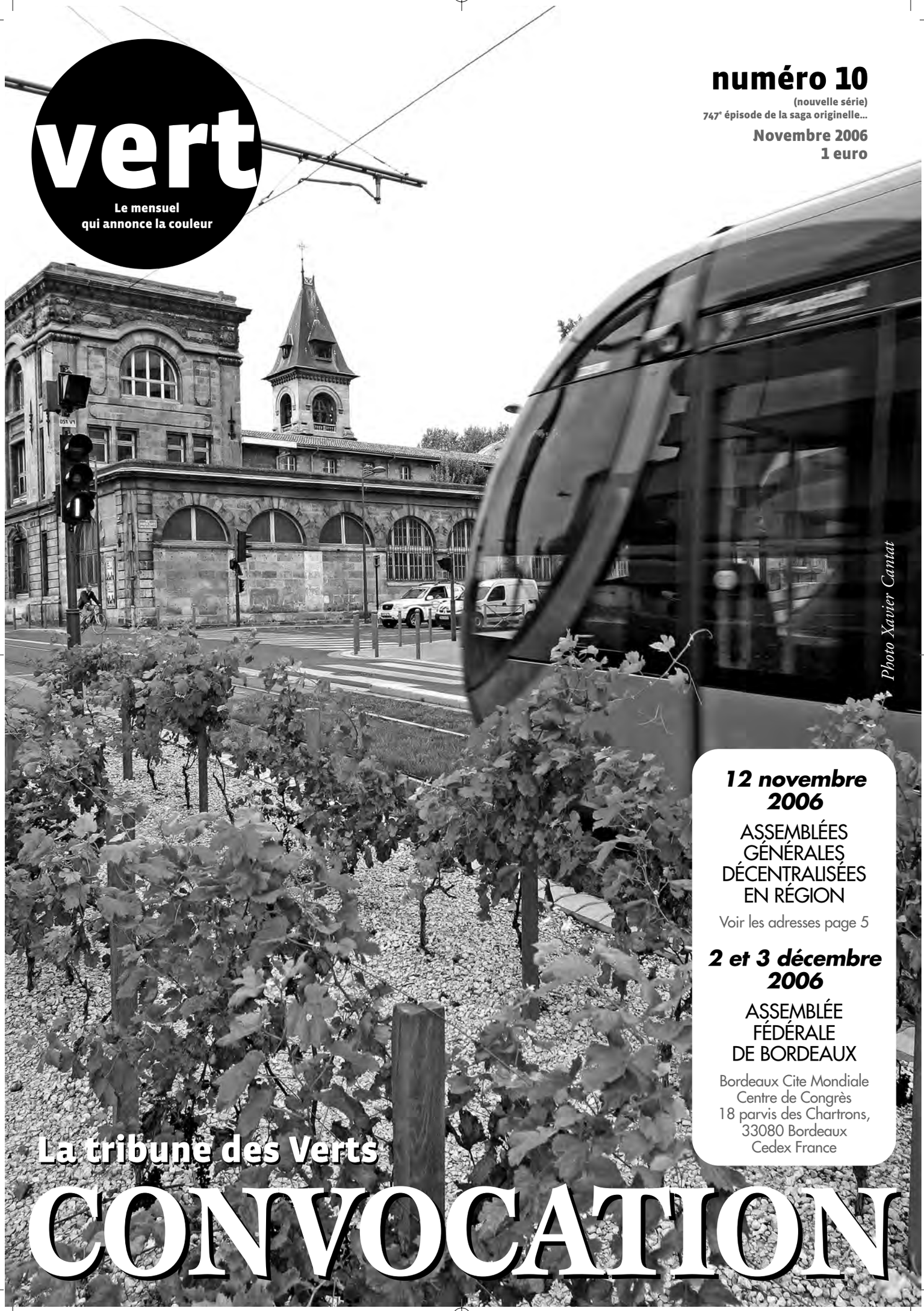


Photo Xavier Cantat

12 novembre 2006

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DÉCENTRALISÉES EN RÉGION

Voir les adresses page 5

2 et 3 décembre 2006

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE BORDEAUX

Bordeaux Cite Mondiale
Centre de Congrès
18 parvis des Chartrons,
33080 Bordeaux
Cedex France

La tribune des Verts

CONVOCATION

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 2

BONNE LECTURE…

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Une AG pour construire et mûrir 3
Ordres du jour 4
Bienvenue à Bordeaux 5
Les Verts, comment ça marche ?. 6
Appel à candidature. 7
Bilan du Collège exécutif 9

8 MOTIONS D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

A EP ! Ecologie populaire
Une énergie nouvelle pour l'ouverture et la transformation 17
B Urgence Ecolo
Remettre l'écologie au cœur des Verts 21
C Verts et forts, forever !
Prim'Vert, l'autonomie et le contrat 27
D Audaces ! "Un autre monde est possible mais il est dans celui ci"(Eluard) 31
E Ouvrir, réformer rassembler les Verts 37
F Pour des Verts utiles… à la démocratie écologique conviviale. 43
G L'écologie : l'espoir en actes pour des Verts autonomes, radicaux et ouverts 47
H Alter Ekolo, l'écologie politique mobilisée
Imposer l'écologie de transformation en jouant sur les alliances à gauche 51

19 MOTIONS PONCTUELLES THÉMATIQUES

1 L'abolition des châtiments corporels en France : un impératif pour les droits des enfants 57
2 Appel à référendum pour la refondation des Verts. 58
3 L'arc-en-ciel aux législatives 2007 59
4 L'autonomie contractuelle : mode d'emploi 2007 60
5 Les conditions d'une participation des Verts à un gouvernement de gauche 61
6 Démocratie pratique, pratique(s) de la démocratie 62
7 Contre les idéologies de « guerre des civilisations » 64
8 Le double endiguement du capitalisme 65
9 Liberté, Laïcité, Diversité ! 66
10 Oui au rassemblement des écologistes 68
11 Pour une participation structurelle des responsables régionaux aux CNIR 70
12 Pour le mandat unique, maintenant ! 71
13 Introduction des scrutins préférentiels dans nos pratiques
Du référendum au préférendum 72
14 Si l'actualité la rendait souhaitable : une primaire pour désigner le candidat unique de la gauche et des écologistes au premier tour de la présidentielle et des législatives 73
15 Réformer enfin notre fonctionnement interne 74
16 Vertes réformes : Pour un parti politique plus utile 75
17 Les valeurs clé des Verts (première partie) 76
18 Les valeurs clé des Verts (seconde partie) 77
19 Energie 2007 78

4 CONTRIBUTIONS AU DÉBAT

• Qu'est-ce que la zone d'écologie populaire ? 80
• La bulle 81
• Encore un coup pour rien ? 82
• Quelques éléments sur la période 83

Je m'abonne

vert 9

Mensuel (et suppléments) édité par les Verts
Abonnement individuel : ❑ un an : 20 euros
Tarif spécial adhérent des Verts : ❑ un an : 15 euros
Abonnement institutionnel : ❑ un an : 60 euros
Chômeurs, étudiants…: ❑ un an : 10 euros
Abonnement de soutien : ❑ un an : à partir de 50 euros

Les nom, prénom et adresse de nos abonné-e-s sont communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec Vert, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les infos pourront faire l'objet d'un droit d'accès et de rectificatif dans le cadre légal.

Nom . . . . . Prénom . . . . .
N°, rue . . . . . .
Code postal . . . . . Ville . . . . .
Tél. . . . . Fax . . . . .

Coupon à renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal (exclusivement) à Vert, service abonnements, BP 90, 75961 Paris Cedex 20 - Tél. 01 43 66 16 05, fax 01 43 66 78 60.

❑ **Je choisis de m'abonner par prélèvement automatique**
Je recevrai sous peu un courrier.

Les textes signés engagent leurs auteurs.

Je rejoins les Verts

vert 9

Nom . . . . . Prénom . . . . .
N°, rue . . . . . .
Code postal . . . . . Ville . . . . .
Tél. . . . . Fax . . . . .
Profession . . . . . .

Coupon à renvoyer (ne pas envoyer d'argent, vous recevrez sous peu un courrier) à : les Verts, service adhésions, 247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. 01 53 19 53 19, courriel [adhesions@lesverts.fr].

L'OURS Rédaction : 247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Téléphone 01 53 19 53 19, fax 01 53 19 03 93, courriel [vertcontact@lesverts.fr], internet [http://www.lesverts.fr] • Directeur de publication : Yann Wehrling • Directeurs de rédaction : Sergio Coronado et Cécile Duflot • Rédactrice en chef : Géraldine Boÿer • Secrétariat de rédaction, mise en page : GB • Imprimerie : Presse Pluriel, Paris, Tél. 01 43 66 71 53 • Tirage : 12 500 ex. • CPPAP n° 0108 P11487 - ISSN 0298-8089 • Comité de rédaction : Luc Bastard, Luc Blanchard, Dominique Deboise, Manuel Domergue, Fanny Carmagnat • Ont aussi collaboré à ce numéro : Aldo Battaglia, Géraldine Journeux, Muriel Lebacon, Serge Marolleau, Cyril Ondet, Toufik Zarrougui

Numéro 10 (nouvelle série)
novembre 2006
747e épisode de la saga originelle…

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 3

UNE AG POUR DÉBATTRE

UNE AG POUR CONSTRUIRE ET MÛRIR

Vous trouverez dans ce numéro de la *Tribune des Verts* la convocation à notre Assemblée générale nationale.

Rendez-vous traditionnel de notre parti, il nous reviendra de définir nos orientations générales pour les deux prochaines années.

La prochaine mandature aura la tâche de mener à bien nos campagnes électorales nationales au cours du premier semestre 2007 (présidentielle fin avril et début mai ; législatives en juin), puis les très nombreuses campagnes des élections municipales du premier semestre 2008.

À côté de cette mission principale, il nous faudra aussi poursuivre notre action nationale pour faire entendre et renforcer nos idées dans ce qu'elles ont de plus riche. Notre projet est singulier. Seuls les Verts déploient une vision à long terme déclinée par étape sur le court et le moyen terme. Souvent en rupture avec bien des idées dominantes, nous faire entendre nous demande plus de courage et de détermination que n'importe quel autre parti.

Enfin, sans l'oublier car nous le souhaitons tous, nous aurons à apporter de nouvelles améliorations à notre fonctionnement interne, afin d'être mieux à même de promouvoir nos idées.

Sur ces 3 chantiers, vous pourrez lire des propositions et des orientations dans les motions ponctuelles et les motions d'orientations qui sont soumises à votre lecture et votre appréciation. Il vous reviendra de vous prononcer sur chacun de ses textes lors d'un vote le 12 novembre prochain dans votre Assemblée générale nationale décentralisée (voir le lieu dans ce numéro).

Ces moments sont des temps forts de notre parti. Ils doivent nous permettre de montrer à tous combien nous sommes capables de débattre sereinement de nos orientations. Il ne me semble pas nécessaire de rappeler à chacun que nous devons tout faire pour que l'image que nous avons donnée de nous lors de précédentes Assemblées générales ne se reproduise pas cette année. Les élections législatives et présidentielles sont très proches, et de leur issue dépend l'avenir des idées pour lesquelles nous nous battons collectivement. De leur issue dépendra également le devenir de notre parti pour les 5 prochaines années.

Même si les commentaires extérieurs sur le nombre important de motions d'orientation aura tendance à dire l'inverse, il ne tient qu'à nous de démontrer collectivement que de cette forte volonté de débat émergeront construction et maturité.

Que cette Assemblée générale soit utile à nos campagnes présidentielles et législatives ! Qu'elle leur donne élan et dynamique !

Bons débats !

YANN WEHRLING
secrétaire national

ERRATUM

Ci-dessous, adresse des AG PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR (page 4)

"PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR, 12 et 19 novembre 2006":

Centre des Congrès
14 boulevard Carnot
13100 Aix en Provence

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 4

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE 2006

ORDRES DU JOUR

ASSEMBLÉE DÉCENTRALISÉE (AD) EN RÉGION

Dimanche 12 novembre 2006

9h-10h : ..... Accueil – vérification des mandats
10h-13h : ..... Présentation des motions d'orientation et débat
14h30 : ..... Vote des motions d'orientation – constitution des listes de délégué-e-s
15h-15h15 : ..... Présentation des listes de délégué-e-s à l'Assemblée fédérale
15h15 : ..... Vote sur les listes de délégué-e-s
15h30 : ..... Présentation des motions ponctuelles et vote
18h : ..... Clôture de l'Assemblée générale décentralisée

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE (AF) DE BORDEAUX

Samedi 2 décembre 2006

9h : ..... Accueil – vérification et validation des délégations
10h-14h : ..... Réunion des délégués par motions puis déjeuner
14h-15h15 : ..... Séance d'ouverture
Accueil par les Verts d'Aquitaine
Rapport d'activité du Collège exécutif, présenté par le Secrétaire national
Présentation des résultats des AG décentralisées
Rapport financier proposé par le Trésorier et les Commissaires financiers
15h : ..... Heure limite de dépôt des éventuelles motions de synthèse
Heure limite de dépôt des candidatures au Conseil statutaire et aux postes de Commissaires financiers.
15h15 : ..... Présentation des motions d'orientation et/ou synthèses et débat
16h30 : ..... Vote (éventuel) sur les motions de synthèse
17h : ..... PAUSE
17h30 : ..... Présentation des candidatures au Conseil statutaire et aux postes de Commissaires financiers
Votes

Dimanche 3 décembre 2006

9h30 : ..... Heure limite de dépôt des listes au 1/4 national du CNIR
Débat de politique générale
10h : ..... Présentation des listes au 1/4 national du Cnir
Votes
12h30 : ..... Proclamation des résultats, réunion du Collège des 21
13h : ..... Clôture de l'Assemblée fédérale

Les adresses des Assemblées décentralisées

-ALSACE
Cercle Saint-Martin
rue du Maréchal Joffre
68000 Colmar

-AQUITAINE
Auberge de jeunesse
8 rue Chiquito de Cambo
64200 Biarritz
tel. 08 71 17 40 47
fax 05 56 79 11 24
por. 06 33 71 28 63

-AUVERGNE
Clermont-Ferrand
Salle Bien-Assis
rue Bien-Assis
(prés du cimetière)

-BASSE-NORMANDIE
Salle des Fetes
Segrie Fontaine
Tél.Bruno Bertolli :
06 87 85 24 00

-BOURGOGNE
Salle du Prieuré
Saint-Martin
Bd Maréchal Leclerc
71 400 Autun
(Saint Pantaléon)

-BRETAGNE
Le domaine Crénihulel
56480 Silfiac
02 97 27 64 22

-CENTRE
Auberge du Ciran
45 240 Ménestreau en Vilette
02 38 76 96 02

-CHAMPAGNE ARDENNE
Salle municipale
de la Mairie Annexe
de la Neuvillette
Avenue Nationale
La Neuvillette, Reims

-CORSE
Aiacciu (Ajaccio)
Résidence Les Amandiers
bt A1 rdc
avenue Biancamaria
20000 Ajaccio

-FRANCHE-COMTÉ
Salle Battant,
48 rue Battant
25000 Besançon

-HAUTE-NORMANDIE
Ecole Marius Groult
36 rue Paul Eluard
(quartier belle étoile)
Montivilliers (76)

-ILE DE FRANCE
PACI (Palais des Arts et des Congrès)
25 av Victor Cresson
92130
Issy-les-Moulineaux

-LANGUEDOC ROUSSILLON
Salle Rabelais
Esplanade Charles de Gaulle
27, boulevard Sarail
34 000 Montpellier

-LIMOUSIN
Maison des associations
Route de la Souterraine
23400 Bourganeuf

LORRAINE,
Centre socioculturel Hartmann
59 avenue du Général de Gaulle
54340 Pompey

-NORD PAS DE CALAIS
Espace communal
Mouchonnières
Rue Jude Blanckaert
59113 Seclin

-PAYS DE LA LOIRE
Centre d'Accueil du Lac de Maine
Lac de Maine, Angers

-PICARDIE
Mairie de Montdidier

-POITOU CHARENTES
Salle municipale
79500 Saint-Léger-de-la-Martinière

-RHÔNE-ALPES
Centre social de Malissol,
place de la Ferme
à Vienne (38).

-SAVOIE
Salle Edelweiss
Centre de de secours
73290
LA MOTTE-SERVOLEX

-RÉUNION
TOUR DE MIR
36 ter route du Moufia
(au coin de la rue du Béarn)
97490 Sainte-Clotilde

GUADELOUPE
36 rue Achile René Boisneuf Place Gerty Archimède
97111 Morne à l'eau

GUYANE
Kourou sur le camp
éco touristique
"Cariacou"

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 5

BIENVENUE EN AQUITAINE

BIENVENUE À BORDEAUX

En Aquitaine

L'Aquitaine est connue et appréciée pour son patrimoine écologique exceptionnel (Parc naturel des Landes de Gascogne, Golfe de Gasconne, Parc national des Pyrénées, côte landaise …) ; elle s'illustre malheureusement aussi par des projets relevant d'une autre époque, d'une politique productiviste et énergivore (autoroutes Bordeaux-Pau et trans-Navarraise, contournement autoroutier de Bordeaux, usine bioéthanol à base de maïs du Lacq, laser MegaJoule, barrage de Charlas…). L'Aquitaine souffre également de déséquilibres territoriaux croissants. D'un côté se développent des territoires « d'excellence » économique, où la densité de population ne cesse de croître (Libourne-Bordeaux-Arcachon, côte Basque), mettant en danger les espaces naturels protégés. De l'autre côté coexistent des territoires, ruraux et urbains (quartiers en relégation), en décrochement où s'accumulent les handicaps (désertification, vieillissement, chômage).
L'Aquitaine, à l'image de notre pays, est donc confrontée à une triple urgence environnementale, sociale et démocratique. Avec un enjeu majeur de société : à savoir que les inégalités écologiques s'ajoutent toujours aux inégalités socio-économiques.

Le congrès à Bordeaux

Après avoir organisé la soirée nationale de Soutien des Faucheurs Volontaires d'OGM et les États Généreux des Banlieues au printemps dernier, les verts Aquitaine reçoivent l'Assemblée Fédérale des Verts cette fin d'automne.
Le choix de Bordeaux, ville d'accueil du Congrès 2006, étape importante de la vie de notre parti, à la veille d'échéances électorales majeures, qui doivent marquer un tournant politique dans notre pays, n'est pas anodin. C'est dans cette ville, qu'une liste verte, autonome, a dépassé la barre de 10% des suffrages au premier tour de municipales partielles le 8 octobre dernier. Par ailleurs, Bordeaux, le pays de Jacques Ellul (1912-1994), précurseur de l'écologie politique, père de la célèbre et très juste formule : « Penser globalement, agir localement » est aussi celui de son ami d'enfance Bernard Charbonneau (1910-1996) auteur d'une autre maxime tout aussi pertinente : « On ne peut poursuivre un développement infini dans un monde fini ».
Les 2 et 3 décembre, nous débattrons et nous opterons pour des orientations politiques et pour une équipe d'animation qui conduiront les Verts pour les 2 ans à venir. Le Congrès de Bordeaux doit être aussi, et surtout, un moment fort d'affirmation de l'écologie politique comme seul projet capable à répondre aux défis de notre époque.
Puissent ces 2 jours participer à la prospérité des Verts, à les faire grandir et que le débat soit serein, convivial et constructif.
Au plaisir de vous voir à Bordeaux.

CLÉMENT ROSSIGNOL
président des Verts Aquitaine

Nous sommes très fiers et heureux d'accueillir le congrès dans notre région.
Il arrive à un moment très particulier de la vie des Verts, à un moment où notre pays est confronté à une double urgence écologique et sociale, et où les citoyens doutent de la capacité des partis politiques à réellement changer l'ordre des choses.
Un congrès c'est un moment de débats, d'échanges et de choix sur des orientations de fond.
Le nombre et la pluralité des motions en présence prouvent la richesse et la diversité de notre parti.
Mais ce congrès se doit d'être un congrès d'apaisement, d'ouverture qui posera les bases solides pour faire grandir les Verts.
Nous avons l'obligation de le réussir, à la veille de campagnes électorales qui doivent tous nous mobiliser.
Des choix stratégiques seront abordés et tranchés sereinement.
Si notre projet politique est singulier, il doit aussi s'adresser à l'ensemble de la société.
Que ce congrès soit celui de la concrétisation et de la maturité.

NOËL MAMÈRE
député de la Gironde

L'AF CÔTÉ PRATIQUE

Cité mondiale du Vin

L'Assemblée Fédérale des Verts, se tiendra du 1er au 3 décembre à la Cité Mondiale du Vin, Parvis des Chartrons, à Bordeaux. Organisée par les Verts Aquitaine, vous serez accueillis à partir du vendredi 1er décembre en fin d'après-midi.
La Cité Mondiale est située au cœur du quartier historique de Bordeaux en bord de Garonne, à deux pas du Grand Théâtre et de la place des Quinconces - où se situe la fameuse colonne des Girondins. La Citée est située à 40mm de marche de la gare ou à 20mm en tramway, évidemment des bicyclettes seront en location.

Hébergement

Afin de diminuer l'avance financière faite par les déléguéEs, les frais d'hébergement, 2 nuitées et 2 petits-déjeuners, sont pris en charge par les Verts - aucune avance ne sera nécessaire. Cependant les frais de transport et de restauration seront, comme à l'accoutumée, avancés par les délégués.

Programme convivial

- Dîner de spécialités du Sud-Ouest, le samedi soir, dans un salon panoramique de la Cité Mondiale, une des meilleures vues sur le Vieux Bordeaux et sur les rives de la Garonne …
- Dégustations de vins biologiques de producteurs locaux.

Pour toute information complémentaire :
Contact : Fabrice Floch
Tel 08 71 17 40 47 (prix d'un appel local) - Fax 05 56 79 11 24
– (insu)portable 06 33 71 28 63
Mel : congres2006@lesverts.fr
Site : www. congres2006.lesverts.fr

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 6

STATUTS

LES VERTS, COMMENT ÇA MARCHE ?

12 NOVEMBRE 2006 : ASSEMBLÉE DÉCENTRALISÉE

2 ET 3 DÉCEMBRE : ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Voilà revenu le temps des choix sur l'orientation politiques du mouvement, ses stratégies et tactiques électorales, le temps du renouvellement de nos instances internes…

L'Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale (AG) ordinaire des Verts est l'instance souveraine du mouvement où se décide son orientation politique. Le Conseil national interrégional (CNIR) et le Collège exécutif (CE) doivent appliquer ses décisions. L'AG ordinaire se réunit une fois tous les deux ans et se déroule en deux phases : une première phase, dite "Assemblée décentralisée", rassemble – cette année, le 12 novembre –, sous forme d'une assemblée par région, l'ensemble des adhérent-e-s en droit de voter, le même jour, sur le même ordre du jour. La seconde phase est le rassemblement, en un lieu unique – en l'occurrence à Bordeaux, les 2 et 3 décembre –, d'une assemblée dite "Assemblée fédérale", composée de délégué-e-s désigné-e-s lors de la première phase décentralisée. L'Assemblée fédérale élit la part renouvelable des membres du Conseil statutaire (CS), les Commissaires financiers et les adhérent-e-s représentant la part nationale du CNIR.

Le Conseil national interrégional

Le Conseil national interrégional (CNIR) est élu pour deux ans. Il est composé de 120 membres titulaires (et de 120 membres suppléants). Trois quarts d'entre eux sont élus par les Assemblées générales régionales, un quart par l'Assemblée fédérale. Le CNIR est l'instance dirigeante de la structure nationale des Verts entre deux Assemblées générales, dont il applique les décisions.

Le Collège exécutif

Le Conseil national interrégional – qui s'est réuni les 16 et 17 septembre derniers – a défini le nombre de membres du prochain Collège exécutif – 15 personnes cette année contre 13 avant – et défini leurs fonctions. Un appel à candidature au CE est lancé dans cette *Tribune des Verts* (cf. pages 8 et 9). Les membres des Verts peuvent proposer leur candidature avec une profession de foi qui devra être accompagnée de cinq signatures de soutien d'adhérent-e-s (si elles sont adressées au Secrétariat national avant le 17 novembre, à midi, ces professions de foi seront envoyées aux membres désignés du nouveau CNIR avec le document de convocation).

Le Collège des 21

Au cours de l'Assemblée fédérale, les représentant-e-s des motions d'orientations désignent, à la proportionnelle de leur score au premier tour de l'AG décentralisée, un "Collège des représentants" de 21 personnes issues du CNIR (dit le Collège des 21), chargées d'élaborer des propositions de composition de CE. Le CNIR des 16 et 17 décembre votera ces propositions de façon contradictoire et, après chaque vote, éliminera la proposition qui recevra le moins de choix – c'est ce que l'on appelle le principe des "chaises musicales". Il n'a que cette fonction.

Le Conseil statutaire

Le Conseil statutaire se compose de huit membres renouvelés par moitié tous les deux ans par l'Assemblée fédérale au scrutin uninominal majoritaire (pour être membre du CS, il faut être membre des Verts depuis au moins deux ans et ne détenir aucun autre mandat interne dans la structure nationale du mouvement). L'AG de Bordeaux élira donc deux femmes et deux hommes.

Les commissaires financiers

L'Assemblée fédérale de Bordeaux élit, parmi les adhérent-e-s, deux commissaires financiers dont le rôle est le contrôle financier des Verts. Ceux-ci présentent un rapport spécial à l'AG.

Enfin, quelques chiffres

Le calcul du nombre de délégué-e-s, qui seront élus lors de l'Assemblée générale décentralisée du 12 novembre pour représenter les Verts à l'Assemblée fédérale de Bordeaux les 2 et 3 décembre a été réalisé à partir du "Nombre Vert", calculé en fonction du nombre d'adhérent-e-s à jour de cotisation le 10 septembre 2006. Précision : ce sont bien les Assemblées générales régionales – et pas les Assemblées générales décentralisées ! – qui élisent les trois quart du CNIR (90 membres), le quart restant étant élu à l'Assemblée fédérale (30 membres).

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 7

APPEL À CANDIDATURE

Pour être publiées dans un document de séance, les candidatures devront être envoyées avant le 20 novembre, à 12h, par courriel à [congres2006@lesverts.fr] ou par écrit à : les Verts Aquitaine, 13 rue du Chai des Farines, 33000 Bordeaux.
De leur côté, pour être publiées avec la convocation du CNIR des 16 et 17 décembre, les candidatures au CE devront être envoyées au Secrétariat national, par courriel, à [cnir@lesverts.fr] ou par écrit avant le 17 novembre, à midi.

COMMISSAIRES FINANCIERS

APPEL À CANDIDATURE A LA FONCTION DE COMMISSAIRE FINANCIER (CF)

Rapport du Commissaire Financier

Le rôle du Commissaire Financier, non précisé dans les statuts, a été clarifié lors du Congrès de Reims. Il s'agit d'assurer le respect du dispositif de contrôle interne du Parti.
Quels sont les objectifs de contrôle interne et en quoi consiste ce dispositif ?
Pour protéger les intérêts du Parti, il faut assurer :
- La conformité aux lois et aux règlements : la non-conformité peut conduire, par exemple, à la perte d'un financement public ou d'un temps de parole à la télévision lors d'une campagne électorale.
- La bonne gestion financière fondée sur le processus de prévision des engagements de dépense et de recettes.
- La production et la diffusion des informations financières fiables, permettant d'éviter, de déceler et de corriger des erreurs et des omissions.

L'objectif des travaux du commissaire est d'examiner le fonctionnement et d'émettre des avis et des suggestions pour l'améliorer. En raison des déficits prévus, les retards dans les reversements des élus ont été examinés. Un travail important a été réalisé par plusieurs trésoriers régionaux. D'autres régions ont commencé des travaux qui sont à compléter, notamment pour les informations concernant les élus départementaux et des élus des villes. Les problèmes mis en évidence n'ont pas été tous résolus.
Une résolution votée par le CNIR, qui requiert l'attestation préalable des trésoriers et secrétaires régionaux, et le cas échéant du trésorier national, a permis de renforcer le processus de recouvrement.
Un problème particulier s'est posé au sujet d'un contentieux avec un ancien membre de la direction. Un projet de rapport, fondé sur les éléments obtenus auprès de la direction régionale concernée, a été déposé au Secrétariat National en Septembre.

M. YOGANANTHAN
commissaire financier

COMMISSION NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE RÉSOLUTION DES CONFLITS

APPEL À CANDIDATURES À LA COMMISSION NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE RÉSOLUTION DES CONFLITS (CNPRC)

Le CNIR des 16 et 17 septembre dernier a lancé un appel à candidatures pour la CNPRC pour que cette commission puisse rapidement commencer à travailler.
La CNPRC a été créée fin 2004 pour mettre en œuvre des méthodes non-violentes de résolution des conflits entre Verts et diffuser la formation et l'information sur ces méthodes à l'intérieur du parti. C'est une innovation importante, cohérente avec nos valeurs fondamentales, intégrée dans notre règlement intérieur. A coté du Conseil Statutaire qui est un « juge » il y a désormais la CNPRC qui est un « médiateur ».
La CNPRC peut être saisie par tout Vert d'un conflit ou d'un risque de conflit interne de quelque niveau que ce soit, de quelque domaine que ce soit qui porte en lui le risque d'une atteinte aux intérêts collectifs des Verts. Quand le conflit a un caractère local la commission régionale de prévention des conflits concernée doit en avoir été préalablement saisie.
La CNPRC, après étude du conflit, propose une modalité non-violente de prévention ou de résolution qui, pour être mise en œuvre, demande l'accord des parties. La CNPRC œuvre à cet accord. La CNPRC n'a pas de pouvoir coercitif, ce qui est logique avec sa nature ; elle dispose par contre d'un important pouvoir d'information.

La CNPRC fait un rapport annuel sur la conflictualité chez les Verts. Elle propose aussi des plans de formation pour les Verts ; elle peut proposer une motion au CNIR par l'intermédiaire du CE.
C'est le CNIR qui désigne , les 12 membres de la CNPRC, 6 femmes, 6 hommes pour des mandats de 4 ans ; 6 des 12 premiers élus verront leur mandat ramené à deux ans pour permettre une rotation tous les deux ans. Tout adhérent Vert ayant au moins 3 ans d'ancienneté peut déposer sa candidature au Secrétariat National des Verts. Le statut de membre de la CNPRC est incompatible avec tout mandat national interne des Verts, mais pas avec un mandat interne régional ou infra. Deux membres de la CNPRC ont ainsi été élus Patrice Pollet et Guillaine Jeannot-Pagès.
Il reste encore 10 membres de la CNPRC à élire, 5 hommes et 5 femmes.
Le CE appelle tous les adhérents Verts intéressés par la résolution non-violente des conflits à faire acte de candidature à un prochain CNIR (prochain CNIR : 28-29 octobre 2006)
Envoyer CV et lettre de candidature à Murielle Le Baccon, email : cnir@lesverts.fr
Pour tout renseignement complémentaire sur la CNPRC, contacter Patrice Pollet : patricehelio.pollet@laposte.net

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 8

APPEL À CANDIDATURE

CONSEIL STATUTAIRE

APPEL À CANDIDATURE AU CONSEIL STATUTAIRE (CS)

Lors de l'assemblée fédérale de Bordeaux devront être élus deux femmes et deux hommes pour un mandat de 4 années et 1 homme pour deux ans.
Les candidatures peuvent être adressées au plus tard le 20 novembre, à midi, pour publication ou être déposées sur les lieux de l'Assemblée fédérale, à Bordeaux.

Il convient, par ailleurs de préciser que les candidats devront impérativement disposer de la disponibilité nécessaire pour assurer l'instruction des dossiers, participer à une séance mensuelle de délibéré et assister à chaque CNIR.
Le Conseil statutaire ne peut comporter plus de deux membres issus de la même région.(Les régions Pays de Loire, Aquitaine, Loraine, Midi Pyrénées ont déjà un poste).
Pour être membre du Conseil statutaire, il faut être adhérent des Verts depuis au moins deux ans.

CONSEIL NATIONAL INTERRÉGIONAL

BUREAU DU CNIR (BDC)

Bilan de mandature du Bureau du Cnir (2005-2006)

Elu au CNIR de mars 2005, les membres du Bureau ont constaté que le Bureau n'avait pas d'installation en terme de localisation (pièce), de logistique (téléphone, micro…) Depuis, la direction du parti, malgré les relances successives du Bureau, n'a pas pris la décision d'affecter un local fermé. En dépit de cette situation difficile pour la gestion quotidienne et la préparation des CNIR, le Bureau a impulsé des réformes pour améliorer la vie parlementaire des cniriens.
Le Bureau a engagé une réforme de la gestion u CNIR a deux niveaux :

Le fonctionnement

Les présidences de séance ont été tenues par un membre du CE assisté d'un ou deux membres du Bureau du CNIR. Ce dispositif a montré ses limites. Il conviendrait à l'avenir que la présidence soit assurée par le Bureau.
Un secrétariat de séance a été créé pour compléter la logistique-assistance apportée pour la gestion du travail de séance (débats, projection des motions et des amendements,…) .
Les textes ont être numérotés pour éviter que les cniriens perdent du temps au moment du travail sur les motions et cherchent les alinéas ou les fins de phrases quant elles sont projetées sur l'écran.
La gestion des amendements rédigés par les cniriens, a été améliorée en liaison avec l'un-e des deux secrétaires de séance (mise à disposition d'un photocopieur-imprimante et d'un rétro-projecteur). Le débat a été facilité par la projection sur écran des textes discutés en séance.
Il faudra prévoir à terme une modernisation du dispositif en créant un serveur pour gérer les amendements pour les projeter directement sur écran de salle dès qu'ils seront identifiés par le Président de séance. Celui aura la liste des amendements et décidera de la projection de l'amendement.

L'information aux cniriens

Une modification des modalités de dépôt des textes a été votée par le CNIR sur proposition du Bureau. Les motions diverses doivent désormais avoir l'avis favorable de la Commission à laquelle son thème se rattache. Les motions d'urgence sont aujourd'hui des déclarations concernant une actualité nouvelle.
Un guide d'information des cniriens a été créé. Il est sur le site. Ce guide constitue une boite-ressources (organisation du Cnir, gestion des textes, modalités de vote, rôle du Bureau..).
Toutes les décisions votées par le Cnir sont disponibles sur le site.
Le trombinoscope est aussi disponible sur le site.
Une liste de discussion a été ouverte pour permettre aux cniriens de préparer ensemble leurs textes et de les diffuser.
Une modification des modalités de fonctionnement du Bureau est indispensable pour permettre une meilleure coordination avec les commissions et les cniriens.

ALBERT PEIRANO, LAURENCE GUEDET
FRANCK CONTAT ET NICOLE SERIS

COLLÈGE EXÉCUTIF

APPEL À CANDIDATURE AU COLLÈGE EXÉCUTIF (CE)

Le Conseil national interrégional des Verts, réuni à Paris les 16 & 17 septembre, a ratifié la Composition du Collège exécutif 2007-2008 suivante :

- Un-e secrétaire national-e
- Un-e Secrétaire national adjoint-e à l'organisation du parti, à l'organisation du siège, et à la réforme interne
- Deux porte-parole également en charge de la communication externe
- Un-e trésorier-e national-e également en charge des adhésions
- Un-e délégué-e aux élections, aux élus & aux institutions
- Un-e délégué-e à la communication interne et à la formation
- Un-e délégué-e aux régions
- Un-e délégué à l'énergie et aux transports
- Un-e délégué-é aux campagnes & actions, aux Journées d'été et aux commissions
- Un-e délégué-é aux questions européennes
- Un-e délégué-é aux questions internationales, aux DOM-TOM et à l'altermondialisation
- Un-e délégué-é à l'environnement, la santé, la mer, l'agriculture
- Un-e délégué-é à la culture, à la jeunesse, aux libertés, à l'éducation.
- Un-e délégué-é aux questions économiques et sociales.

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 9

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

Il a été demandé 2 500 signes de bilan à chaque membre du Collège exécutif. Certain-e-s ont* « un peu dépassé »** ***et fourni des textes* « un peu plus longs »*, d'où un effet de disproportion entre les papiers [NDLR].

Danielle Auroi

Déléguée à l'Europe et aux politiques régionales

C'est le bilan d'un nouveau poste du Collège exécutif que je vous présente ici. Ce poste pour des européens convaincus comme Les Verts, se justifiait d'autant plus qu en 2003, s'était crée à Rome, le Parti Vert Européen, premier parti de son espèce dans l'Union européenne.
Ma tache a donc été de mettre en place, en un peu moins de 2 ans , les articulations nécessaires entre plusieurs instances nationales et européennes en complémentarité avec les taches nationales et les implications internationales et alter mondialistes en charge d'autres membres du CE.
Cette mise en réseau s'est faite dans un contexte politique extrêmement chargé, commençant par la gestion de la campagne sur le Traité constitutionnel européen. Moment particulièrement difficile puisque si dans sa majorité le parti s'était prononcé par référendum pour un oui à ce TCE, une forte minorité du parti a fait publiquement campagne contre ce projet de traité. Difficile donc de rendre notre ligne politique lisible à l'extérieur .J'ai eu le soucis de faire parvenir à tous des outils pédagogiques sur l'Europe et ses enjeux. Au bout du compte, notre parti ne s'est pas déchiré sur ce difficile épisode et nous pouvons tous ensemble aujourd'hui travailler à la relance d'un processus européen tel que nous Verts désirons le porter. C'est cette question qui animera principalement le 2 ème congrès du Parti Vert Européen qui se tiendra à Genève dans quelques jours.
Ce le premier dossier élaboré avec l'aide de « SINOPLE », structure qui assure l'interface entre le travail des eurodéputés verts français et le parti.
Peu à peu nous améliorons cette interface et actuellement, avec le responsable de Sinople, j'assiste tous les mois à la coordination des eurodéputés ce qui permet de connaître les sujets prioritaires pour eux . Les notes de Sinople liées aux dossiers d'actualité de l'Union européenne en sont la trace la plus évidente.
Articuler le travail entre le parti, le groupe des Verts au parlement européen , le parti vert européen m'a paru demander d'abord une connaissance et une prise en charge collective des ces sujets. Aussi j'ai tenu à avoir un moment Europe à chaque CNIR pour permettre à nos représentants à tous de s'emparer systématiquement des dossiers européens , d'en débattre et de voter systématiquement toutes les résolutions que nos délégués au PVE devaient porter. Ainsi, pour la première fois, c'est le CNIR qui a élu ces délégués et non le CE comme précédemment. C'est ainsi que nous avons porté au conseil de Kiev la proposition d'une Europe sans OGM en plein champ et à celui d'Helsinki la proposition d'un forum européen sur la santé…
Permettre une telle interface avec le parti vert européen demandant , à mon sens, un travail encore plus partagé, j'ai pu obtenir la création d 'une commission Europe .Ses premiers actes ont étés de participer activement à la rédaction de la partie Europe du programme pour les législatives de 2007 et de rédiger les amendements qui ont paru nécessaires à la charte du parti vert européen et au texte « le futur de l'Europe » qui sera au cœur des débats du congrès.
Je pense donc avoir permis au sujet Europe de prendre la place qu'il mérite dans nos réflexions. Je crois que d'avoir systématiser des ateliers et des plénières sur ce thème aux journées d'été a fait partie des actions que j'ai pu mener à bien.
Certes la tache n'est pas achevée mais il me semble que les thématiques européennes sont désormais bien en place dans notre fonctionnement.

Anne-Marie Billiottet

Déléguée au programme, aux commissions et aux Journées d'été

Des 3 attributions qui me furent dévolues au sein de ce Collège Exécutif, celles de centraliser, suivre et impulser le travail de co-élaboration de notre projet 2007 fut incontestablement la plus lourde
En mars 2005 ont été mis en place de nombreux « chantiers de l' écologie politique », pilotés par des groupes associant membres du CE, du CNIR et des commissions. Chacun d'eux permit d'affiner et d'actualiser notre programme de 2004 et surtout de confronter nos propositions aux attentes de nos partenaires associatifs, syndicaux et professionnels au cours de rencontres (en particulier aux JE de Grenoble) et de conventions (7 de janvier à juin).
Processus dont les étapes ont pu être suivies en interne à travers les rapports de ces groupes aux CNIR de mars et juin, les ateliers et plénières des JE et le journal «Vert » d'avril dernier
Le document final contient nos propositions pour la prochaine mandature et au-delà (c'est un projet et pas seulement un programme), déclinées autour des exigences suivantes: mettre l'écologie au cœur des politiques publiques, assurer l'égalité de droits entre tout-e-s sur tout le territoire, aller vers une société de pleine activité et de revenu décent pour tout-e-s et changer de République.
Mais, afin de rendre opérationnelles nos propositions, ce travail de concertation a également abouti à la confection d'une douzaine de propositions de lois sur des thèmes divers, tels que l'énergie, le handicap, la santé, la coopération solidaire ou l'agriculture biologique
C'est donc avec une besace bien remplie que nous aborderons les discussions avec nos partenaires politiques et c'est à l'aune de son contenu que nous devrons étudier la possibilité d'un éventuel accord
- Le deuxième volet de ma délégation touchait à l'organisation des journées d'été.
La responsabilité du suivi de ses étapes et de la confection du budget qui m'incombait a été alourdie par la décision, prise l'an dernier, de ne plus confier l'organisation générale des JE à une salariée du siège, mais à un ou des salarié-e-s extérieur-e-s, basé-e-s à Paris et (ou) en région. La difficulté de la surveillance de l'équilibre du budget et de la cohérence de l'ensemble en est accrue
Mais, de l'avis de tous, Grenoble et Coutances furent des succès et n'ont jamais drainé autant de monde!
-Enfin, les commissions, enfant pauvre de mon activité : je n'ai pu qu'assurer quelques réunions et faire voter au CNIR un ajustement de leur nombre à leurs compétences ainsi que des dispositions financières facilitant leur fonctionnement.

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 10

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

Michel Bock

Délégué à l'économie et au social

Au terme de mon mandat au Collège exécutif délégué à l'économie et au social, l me semble naturel de livrer au mouvement mon bilan pour ces deux dernières années.
Nous avons engagé le chantier 'économie et social' pour notre programme que j'ai animé en compagnie de Pascal Canfin. Cet exercice n'airait pu aller à son terme sans l'engagement important de la commission économie animée d'abord par Bernard Guibert, puis par Pascal Canfin et Luc Bastard et aussi avec l'éclairage parlementaire de Martine Billard.
Nous avons égalent dans le cadre de la co-élaboration rencontré les syndicats (CGT, CFDT, UNSA, CFTC, SUD…).
Deux conventions, l'une sur l'économie social et solidaire à Nantes animée par Jean Philippe Magnen et une autre à Lille sur les services publics animée par Pascal Canfin et Claude Coquelle, et naturellement les deux plénières aux journées d'été sur la sécurité professionnelle et sur les précarités ont nourri notre projet.
Contre les attaques frontales du gouvernement, nous avons été présents dans les mouvements sociaux en participant dès le début au collectif pour le développement et la défense des services publics qui s'est constitué à Guéret. Pierrette Bidon (Creuse) et Jean Yves Le Turdu (Charente) ont participé et porté les propositions des Verts dans le collectif.
Nous avons été également présents dans les manifestations nationales et régionales pour la défense des 35 heures, partie prenante dans la lutte importante et unitaire contre le CPE avec les jeunes Verts et Fac Verte .
Au niveau européen avec l'aide de Sinople nous sommes mobilisés pour le retraitde la directive Bolkenstein et nous participons au réseau européen sur les services publics.
Ce bilan a été surtout collectif et j'espère qui ne sera qu'une étape d'une démarche qui sera poursuivi par le prochain CE et auquel l'ensemble des Verts donnera collectivement sens.

Sergio Coronado

Porte-parole national, communication externe

Une fois l'élection passée, on se rend vite à l'évidence : la parole des Verts est portée autant par nos parlementaires, nos anciens ministres, parfois même nos anciens porte-parole que par les porte-parole en fonction.
Le fonctionnement médiatique de la politique a une logique inverse à celle affichée par Verts : elle privilégie la reconnaissance institutionnelle et la légitimité électorale, la durée dans le paysage politique est un atout.
Et puis, porte-parole, ce sont d'abord les figures imposées. Les communiqués que les Verts voudraient longs et argumentés comme un programme de gouvernement, et que les journalistes ne reprennent pas car ils les préfèrent courts, clairs et concrets, en phase avec un suivi précis et quotidien de l'actualité ; la présence dans les manifestations et les délégations, la participation aux émissions radiophoniques, télévisuelles, et puis des contacts réguliers avec la presse. C'est à la fois souple et chronophage.
Ce volet, je l'ai rempli, avec le sentiment qu'il faudrait faire mieux. Les invitations à la télé ne sont pas légion, mais ont existé : deux fois le journal de 13h de *France 2* pour le débat, plusieurs fois "C'est dans l'air", *Canal+, France 3* et *M6* aussi, et puis heureusement que le câble existe

Au contact de Noël Mamère, j'avais compris les contraintes, le temps court, la nécessité de formule pour faire passer une idée, la rapidité dans la réaction, la disponibilité dont il faut faire preuve avec les journalistes pour ne pas être maltraité. J'avais au départ un peu de chance car rien ne prépare à devenir porte-parole des Verts. Une fois élu, c'est la débrouille. Depuis le congrès Reims, nous ne sommes que deux. L'organisation thématique qui prévalait n'est plus, la coordinatrice des porte-parole non plus, on est tenu de savoir réagir sur tout et c'est impossible.
On est souvent seul à devoir formuler une réaction sur une situation imprévue, sur laquelle rien n'a été écrit dans le programme, et qui fait débat. J'ai considéré que mon obligation était de réagir, en essayant de tenir compte de nos principes et de notre orientation, du travail des commissions. Pratiquer la politique de l'autruche, pour éviter les critiques, n'a jamais été mon attitude. Et il y a aussi Vert, notre publication, dont les porte-parole sont devenus les responsables.
On se perfectionne avec le temps, on anticipe, mais on ne rattrape pas l'essentiel : ce ne sont jamais des porte-parole qui font exister vraiment le mouvement, c'est son orientation, sa pratique militante, en phase avec une société sans cesse en mouvement, avec des attentes et des revendications.
Pour un bilan plus détaillé, voir le site des Verts.

Cécile Duflot

Porte-parole national, communication externe

Porter la parole, mission à la fois tellement vaste et si subtile. J'ai été élue porte-parole en janvier 2005, un mois après l'Assemblée générale, dans un contexte politique particulier pour les Verts : une « synthèse » votée à 92 % et, pour la première fois dans l'histoire des Verts, seulement deux porte-parole. Porte-parole, mais aussi membre du Collège exécutif, car il y a en fait deux mandats : celui, de porter la parole du parti, à l'extérieur, et de répondre aux sollicitations diverses, celui aussi, au même titre que 12 autres personnes, de participer à l'exécutif et de contribuer à prendre des décisions qui engagent notre mouvement.
Mes premiers pas de porte-parole ont été à Lorient, pour « accueillir » et repeindre un bateau de soja OGM, poussée littéralement devant les cameras par les copains Verts. Ce saut dans le grand bain, sans formation particulière, m'a permis d'apprendre vite à répondre aux exigences des médias. Ma fonction m'a ensuite conduite partout en France, pour soutenir les militants ayant arrêtés des convois de déchets nucléaires, aux rencontres des élus régionaux Verts, des procès OGM aux manifs contre le CPE.
J'ai toujours voulu respecter infiniment, dans mon expression publique, les positions adoptées par les Verts. J'ai eu cette conscience, que je sais que beaucoup partagent, d'avoir été élue pour assumer ce rôle particulier, en notre nom à tous, de porter un message collectif. Rôle qui se joue dans un univers médiatique et politique complexe, plus habitué aux figures évidentes de notre parti. C'est très gratifiant la plupart du temps, parfois complexe – autant que nous le sommes –, parfois plus difficile lorsque la militante doit s'oublier un

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 11

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

peu mais c'est cette règle qui nous permet d'être compris comme exprimant une volonté collective.
Le quotidien des porte-parole, c'est aussi d'écrire des communiqués : annonce d'une prise de position ou réaction à un événement, rappel des positions Vertes. Cela nécessite de s'appuyer sur tout le travail déjà réalisé par les Verts, de s'adapter, d'être réactif et parfois inventif, de trouver les formules et les images qui intéresseront les journalistes et qui parleront à l'ensemble des citoyens.
J'ai souvent constaté, grâce à cela, notre richesse collective. J'ai le souvenir, par exemple, du Clémenceau sur lequel nos spécialistes Verts de la question des déchets et des questions maritimes m'ont permis d'exprimer une position claire et originale, à la fois sur le scandale de la situation et surtout sur les propositions concrètes que nous avions pour résoudre le problème de la déconstruction des navires pollués.
Après mon premier mandat au Collège exécutif, chargée de l'organisation interne, où l'on se prend parfois à douter de l'utilité de son rôle, ces deux dernières années, tournées vers l'extérieur, m'ont permis de recevoir expériences et témoignages. Cela a renforcé ce devoir qui est aussi un plaisir : ne pas décevoir celles et ceux qui, n'ayant pas le temps ou l'envie de s'engager, placent pourtant leur confiance et leur espoir dans les idées que nous portons, veulent croire que nous pouvons changer la vie.
C'est pour elles, pour eux, avec elles et avec eux que nous devons continuer, petits matins après petits matins.

Patrick Farbiaz

Délégué à l'international, à l'altermondialisation et à l'Outre-mer

Bilan de la délégation alter inter outre mer
1. A l'international :
• Suivi des rencontres avec les partis Verts et démocratiques; communiqués communs avec de nombreux partis, au total plus d'une centaine de rencontres
• Création du secteur des Verts français à l'Etranger : motion votée au CNIR de novembre 2005 visant l'organisation d'un secteur des Verts français à l'étranger, suite aux élections en Asie et en Europe, entrée de 2 membres des Verts dans l'Assemblée des français à l'étranger, création d'une section des élus français de l'étranger et d'une liste de discussion
• Animation du Groupe de travail GT8 : Production d'une proposition de loi sur la coopération solidaire, co-élaborée avec les ONG françaises et de migrants de coopération, organisation de la convention verte sur l'aide publique au développement
• Amérique Latine ; Organisation de la Conférence internationale des partis Verts pour la libération d'Ingrid Bétancourt ; :participation au forum mondial de l'eau avec réunion des militants boliviens, argentins, urugayens et lancement d'une campane internationale :contre Suez ; Organisation d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale avec Evo Morales rencontré en Boliuvie durant sa campagne présidentielle
• Moyen-Orient: Rédaction d'une brochure de formation « les Verts et le Conflit israélo palestinien » à la demande de l'Association France Palestine Solidarité; Réglement de l'affaire Ginette Skandrani ; Réception au CE et au CNIR de la délégué générale de la Palestine ; Rapport au CNIR sr la situaton au Moyen orient ; organisation de deux colloques sur le Kurdistan
• Afrique : Organisation de la pleinière sur l'Afrique aux journées d'été ; suivi de l'action au Togo ; intervention à Lomé en tant que représentant des Verts , suivi côte d'Ivoire, RDC ; campagne pour la libération de Claude Yabanda, communiqués commun avec l'opposition tchadienne, la fédération des partis verts africains
• Asie : Rencontre clandestine avec les Verts Chinois à Shangaï et à Pékin ; rencontre avec les ONG d'environnements chinoises
• A l'interne des Verts: gestion du Fonds de solidarité internationale avec attribution de subventions aux Verts de la RDC, du Burkina, de la Colombie; participation régulière au bureau de la Commission transnationale ; Intervention dans une formation à l'internationale de la région Ile de France
2. Altermondialisation :
• Organisation d'une Convention Verte sur la mondialisation en lien avec la Commission économie et la Commission transnationale ; Participation à l'ensemble des assemblées préparatoires des forums sociaux européens d'Athènes. Organisation et animation à Athènes d'un atelier pour la création d'un Forum Social de l'écologie ; Représentation des Verts au Forum social Mondial à Bamako et à Caracas ; .
3. Secteur Outre mer :
Réunions régulières du secteur outre mer réunissant les représentants des fédérations Guadeloupe, Guyane, Réunion et des militants de l'outre mer en métropole à chaque CNIR ; organisation d'ateliers outre mer aux Journées d'été ; élaboration de la partie outre mer du programme. Rencontre avec les Verts à la Réunion et à Mayotte en mai 2005 ; aide à la constitution du Forum Social de Mayotte; rapport sur l'environnement à Mayotte, création d'un site internet des Verts Mayotte ; Constitution du Comité pour la démocratie en Polynésie; communiqué commun avec les verts Néo-Calédonie ; Interventions en soutien à l'action des Verts Guyane (défense des maisons squattés, soutien à la lutte contre la mine d'or de Cambior).
4. Paix et désarmement :
Proposition de loi sur la non violence et l'Intervention civile de paix en coélaboration avec le MAN , organisation d'un Forum sur la Défense à Coutances.

Mireille Ferri

Secrétaire nationale adjointe déléguée aux élections, aux élus et aux institutions

L'essentiel de l'activité liée à la fonction « élections, élus, institutions » s'est centré sur la préparation des négociations avec les partenaires politiques en vue de la définition d'un accord électoral, volet indissociable de l'accord programmatique également en cours de négociation. Ces deux démarches simultanées et parallèles fondent en effet le projet d'accord politique global que le CE devait préfigurer avant validation par l'Assemblée Fédérale prochaine.
Comme j'ai déjà pu l'exposer devant le CNIR, les négociations électorales sont actuellement interrompues, aucune base d'accord satisfaisante n'ayant pu être dégagée avant l'été.
La délégation de négociation a rencontré nos différents partenaires politiques. Avec le Parti Communiste, il a été clairement posé que nous ne pourrions envisager d'accord électoral pour les élections législatives puisque ce parti souhaite uniquement s'allier au sein d'un regroupement proche des comités du 29 mai. Le PRG souhaitait une négociation à trois PRG/PS/Verts…mais a conclu un

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 12

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

accord bilatéral avec le PS avant l'été. Nous continuons d'avancer avec Régions et Peuples Solidaires.
Le point dur a été la négociation avec le PS ; les propositions des deux partis ne convergent aucunement à ce jour : ni d'un point de vue quantitatif puisque nos interlocuteurs nous proposent au mieux une vingtaine de circonscriptions ; ni d'un point de vue qualitatif puisque quasiment aucune des circonscriptions où nous revendiquons une candidature verte (implantation locale particulière, forte visibilité du/de la candidatE potentielLE, lutte locale forte…) n'a pu être retenue par notre partenaire.
La négociation programmatique est en cours avec le PS. Elle a également avancé avec le PRG sur quelques points. Elle se situe dans un dialogue par ailleurs assez permanent avec RPS.
Pour préparer et tenir les divers rendez-vous politiques, nous avons travaillé avec le CE d'une part mais aussi avec la Commission Permanente électorale. Composée de façon proportionnelle sur la base des résultats de l'Assemblée Fédérale de 2004, elle est constituée de 21 membres auxquels se rajoutent 4 membres du CE ; elle est pilotée par la SNA chargée des élections. Ses réunions ont permis de dégager le vivier des 60 circonscriptions gagnables que nous avons présentées au PS comme base d'accord. Cette « sélection » a été effectuée sur la base de l'analyse des résultats des différentes élections depuis 1997, complétée par les commentaires et informations diverses collectées auprès des instances régionales. Nous avons ainsi travaillé avec chaque région lors des Journées d'Eté de 2005 et de 2006, ainsi qu'au cours de diverses réunions nationales où les secrétaires régionaux et responsables aux élections étaient conviés aux côtés des membres de la CPE.
La Délégation de négociation, composée de 9 membres et sur la même base proportionnelle a préparé et participé à toutes les rencontres dans son format intégral ou partiel, mais toujours respectant la représentation de toutes les sensibilités.
Concernant le suivi des élus, le travail effectué s'est majoritairement porté sur le suivi des travaux des élus régionaux et la participation désormais aux CA de l'ARF, plus rarement des élus des Conseils Généraux avec une intervention conjointe auprès de l'ADF, et d'une coordination avec la FEE dont le CA s'est renouvelé et diversifié lors de sa dernière Assemblée Générale. Une préparation de conventions municipales est en cours, suite aux premiers échanges lors des JE de Grenoble et en lien avec les structures d'élus Verts des grandes villes.

Maud Lelièvre

Membre du collège exécutif déléguée à la communication interne, à la formation et à l'accueil des adhérents de janvier 2004 à juin 2006

Penser à l'avenir. Communiquer vert.

Dès le début du mandat j'ai choisi de donner la priorité aux outils électroniques. Gérer les Verts, c'est aussi donner l'exemple en diminuant le coût financier et environnemental d'une institution.
Avec la précieuse collaboration des salariés et des militants intéressés par les nouvelles technologies, nous avons modernisé en douceur le site internet des Verts.
En créant un espace privé, accessible par un mot de passe aux adhérents, nous avons pu mettre en ligne en temps réel, des tracts, des outils de campagne, ou simplement un partage d'information. Le site a progressivement évolué pour donner une image plus moderne, plus dynamique des Verts, pour être plus accueillant et simple à utiliser.
Donner plus de moyens aussi au niveau local était aussi un objectif : aujourd'hui chaque structure, commission, groupe local, même courant peut créer, de façon sûre et sous le nom de domaine des Verts un liste de discussion ou d'information.
La plus grande réussite reste sans doute la création et l'utilisation régulière de Vert Electro. Vert Contact dans son ancienne formule, si cher aux adhérents avait vécu. Nos moyens financiers ne permettaient pas d'en faire une publication régulière. Vert Electro a rempli son rôle, y compris dans les périodes plus difficiles de recomptage et autres aléas de la campagne interne.
Préparer l'avenir en accueillant et formant des cadres et des adhérents était également une des missions qui ont été les miennes. Dans la poursuite du programme que j'avais initié sous le précédemment mandat j'ai organisé de nouvelles sessions de formation destinés aux adhérents. Si les élus peuvent bénéficier facilement de formation, c'est prioritairement pour les autres militants qu'il faut travailler. Chacun doit pouvoir y avoir accès pour accompagner son militantisme et aider à son accès vers d'autres responsabilités internes et externes si il le souhaite.
Poursuivre ce travail de mise en cohérence et de communication interne est une priorité, dans un parti dont les moyens humains et techniques restent limités. Il faut espérer que la campagne présidentielle permettra dans la durée de créer des outils efficaces, simples à utiliser par les adhérents et renforcement notre efficacité pour que nos moyens militants, notre temps soient sur le terrain, au service de la promotion de nos idées.
Je ne peux que regretter de ne pas avoir pu poursuivre la mise en œuvre de ces projets.

Dominique Normand

Déléguée aux questions de société, libertés, culture, éducation et jeunesse

La délégation pour laquelle j'ai été mandatée sur ces deux années recouvre un domaine très (trop ?) vaste. J'ai considéré cette fonction comme devant s'inscrire à l'interne dans un travail d'équipe, quelle que soit l'instance concernée, et à l'externe comme un levier de la co-élaboration.
Je me suis efforcée d'assurer la présence et l'implication des Verts auprès de nos divers partenaires sur tous les champs relevant de cette délégation, en fonction de l'actualité, des priorités politiques et des sollicitations, tout en m'impliquant également dans ce qui relevait de l'ensemble du CE (présence, voire implication directe, lors de manifestations à caractère national, participation aux négociations programmatiques et électorales…). J'ai eu parfois le sentiment d'œuvrer pour l'obtention d'une microscopique goutte d'eau, si on s'en tient aux effets réels – je citerais pour exemple les efforts entrepris en concertation avec le collectif concerné pour mettre en avant la nécessaire ratification par la France de la charte internationale pour les droits des migrants (pétition lancée auprès des élus, conférence de presse avec peu de retombées médiatiques malgré la présence de nombre de nos parlementaires…) – tout en sachant que ces pas de fourmis font partie d'un tout et permettent d'avancer dans un contexte politique particulièrement difficile.

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 13

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

Stéphane Poli

Délégué à l'environnement, à la santé, aux transports, à l'agriculture et à la mer

Environnement, santé, agriculture, transports, mer… sans oublier l'énergie et l'aménagement du territoire !!! Cet inventaire à la Prévert montre l'étendue de la délégation dont j'ai eu la (lourde) charge pendant deux ans. Si les premiers mois furent synonymes d'enthousiasme, les problèmes organisationnels récurrents (pas de salarié « environnement », problèmes de mise à jour des fichiers, documentation périmée…) m'ont rendu la tache difficile… D'autant plus difficile que nous avons dû faire face à une véritable politique de régression de la part des gouvernements Raffarin et Villepin…

Le suivi de l'actualité a été particulièrement chargé, tout comme le calendrier parlementaire ! (Energie, Charte de l'environnement, OGM… cette liste n'est pas exhaustive !). Quand l'occasion s'est présentée, j'ai pu réaliser quelques bons coups médiatiques, entre autres ; « Les Verts se baignent dans la Seine » dans le cadre de la journée mondiale de l'eau (mars 2005, titre du journal de 20h sur FR2 !) et « Hommage aux victimes du nucléaire » à l'occasion des 20 ans de Tchernobyl (avril 2006, passage sur TF1, journal de 13h)

Trois campagnes ont été mises en œuvre au niveau national :

• le projet européen Reach sur la réglementation des substances chimiques (en collaboration avec Marie Anne Isler, députée européenne, et Sinople)

• notre opposition au nucléaire avec notamment deux grands rassemblements à Bar le Duc contre le site de Bure et à Cherbourg contre l'EPR. La forte mobilisation des Verts a contribué au succès de ces deux évènements. Le choix symbolique du département de la Manche (Coutances) pour les journées d'été de 2006 s'est inscrit dans cette démarche et a été un succès…

• la lutte contre le changement climatique, campagne lancée par le Parti Vert Européen et suivie conjointement avec Danièle Auroi, déléguée à l'Europe.

Sur le plan international, j'ai eu l'honneur de représenter les Verts français au forum des énergies alternatives organisé par les écologistes russes à l'occasion du contre-G8 de Saint Petersbourg…

Pour la préparation du projet de 2007, j'ai dû animer 4 groupes de travail (sur les 9 qu'il y avait au départ) ! : énergie / transports, agriculture, protection de la nature et santé. Je ne reviendrai pas non plus sur les débats et plénières auxquels j'ai eu l'occasion de participer ou d'animer. Dans le cadre des négociations pour 2007, les nombreuses séances auxquelles j'ai assisté avec la « vieille gauche productiviste » m'ont montré à quel point ses positions étaient fort éloignées des nôtres…

Ces deux années passées ont été l'occasion de tisser des liens privilégiés avec les acteurs du monde associatif et syndical. J'insiste particulièrement sur ce point : pour la très grande majorité d'entre eux, les Verts demeurent un interlocuteur privilégié. Leur attente est très grande à notre égard, alors ne les décevons pas…

En « interne », force est de constater que les groupes de travail programmatiques ont été, en ce qui me concerne, grands consommateurs d'énergie et de temps (chaque mandature a ses impératifs), mais ils ont permis de réaliser un document programmatique dont nous pouvons être fiers, et de créer du lien à différents niveaux. J'ai ainsi pu constater qu'il était tout à fait possible – mais en doutais-je ? – de travailler en équipe sur des sujets de fond et avec un objectif commun, sans qu'interfèrent d'autres considérations. Je tiens d'ailleurs à remercier ici toutes celles et tous ceux avec qui j'ai ainsi pu travailler de façon constructive et qui ont contribué à faire avancer débats et idées au sein de notre parti, dans l'intérêt collectif.

Malgré un certain épuisement, et des difficultés à concilier ce mandat avec vie personnelle et implications locales, je garderais – pour ces raisons ainsi que pour la variété et la richesse des rencontres et échanges en externe – le souvenir d'une expérience forte qui me permettra sans doute d'être plus efficiente pour le parti à d'autres niveaux.

Yann Wehrling

Secrétaire national

Pour commencer ce bilan, j'ai envie de vous faire part d'une anecdote qui l'introduira avec le sourire : j'ai parcouru toutes les régions, à l'invitation de groupes locaux, d'associations, ou d'instances régionales. Invariablement, au moment de se quitter, les gens me disaient avec un air peiné : « bon courage ! ». J'en souriais, mais à l'évidence, cela me prouvait que l'image de nos sphères nationales était sacrément dégradée, assimilée à un terrible panier de crabes. C'est largement la raison pour laquelle je crois que l'apaisement que notre parti a connu depuis deux ans est fondamental. Il doit être poursuivi car il préfigure une maturité sans laquelle aucun développement de notre parti et de nos idées ne sera possible. C'est apaisé et unis que nous affronterons les échéances politiques de 2007 et 2008 et que nous créerons l'écoute pour le projet des Verts.

Cet apaisement – le nombre de motions déposées pour cette AG en témoigne – n'est malheureusement pas un acquis. De fait, notre fonctionnement, très objectivement, ne favorise pas l'unité, l'action et la prise de décision. L'énergie de chacun, aussi forte soit-elle, s'érode progressivement par les grains de sable politiques et structurels placés dans notre organisation. Néanmoins ce constat, partagé maintenant plus largement, pourra permettre enfin une réforme des structures nationales, au courant de l'année 2007. Malgré cela, j'ai pu agir, et dans l'intérêt de tous. Au regard du mandat donné à Reims et compte tenu du fonctionnement structurel complexe de notre parti, le bilan que je peux présenter remplit les objectifs que je m'étais fixés dont voici quelques exemples : l'apaisement qui a libéré les énergies pour parler de nos idées, l'amélioration de la communication interne et externe, l'organisation des conventions, les initiatives publiques de tous ordres dans un nombre inégalé par le passé, le lancement d'une campagne d'adhésion, un fonctionnement plus efficace du siège national, etc…

Je n'oublie pas ma part d'auto-critique et la critique collective des militants, indispensables pour avancer. Pour cela, je vous donne rendez-vous sur un blog (http://parler-verts.typepad.fr/) créé tout spécialement pour débattre avec tous les militants, pour détailler mon bilan, pour échanger et répondre aux questions, sans tabous, et aussi pour esquisser un programme d'action pour les deux prochaines années.

Je suis sûr que notre parti saura, à l'issue de cette AG, garder stabilité et continuité !

01_14-intro-AG06.qxp 12/10/06 15:29 Page 14

2004-2006

BILAN DU COLLÈGE EXÉCUTIF

Toufik Zarrougui

Trésorier national, adhésions

Il y a quelque chose de surréaliste pour un trésorier de faire son propre bilan. D'autant plus que l'ordre alphabétique ne favorise guère l'attention après la lecture, je suppose assidue, des 12 bilans précédents.

Le bilan, le moins personnel est sans doute celui du trésorier, tant il est vrai que le budget qu'il gère est avant tout un budget débattu et voté par l'ensemble du parti.

Que lui reste-t-il alors ?

Tenir un discours empreint d'une profonde réflexion sur les finances, en jonglant entre la minimisation des coûts et l'optimisation des résultats ?

Pas très captivant…

Choisir la facilité : présenter une colonne débit, une colonne crédit pour arriver bien évidemment à un bilan équilibré !

Puisqu'il faut sacrifier à la liste des points marquants :

présentation plus pédagogique, découpage par grande famille, suivi analytique pour plus de lisibilité, nouvelle gestion des adhésions avec les régions, migration informatique progressive, concertations régulières avec les trésoriers, secrétaires régionaux, la commission finance, prise en compte de dépenses exceptionnelles, provisions , réintégration de régions dans la consolidation (Vienne, PACA)

Cette liste pourrait continuer, mais comme beaucoup d'analystes financiers d'aujourd'hui, j'ai envie de m'attacher à d'autres éléments.

Ceux qui font la richesse d'une organisation et qui ne sont pas toujours inscrites au bilan.

La continuité

Ma démarche s'est toujours inscrite dans la continuité, il n' y a eu ni rupture, ni big bang, ni remises en cause trop facile des prédécesseurs.

En ce sens, j'ai suivi l'héritage les trésoriers précédents : Aline Archimbault et Dominique Isselé (pour ne citer que les deux que j'ai connus).

La confiance

Un climat de confiance et de responsabilité était présent dès la préparation du budget au sein du CE, et par les votes successifs du Cnir.

L'équipe

Confiance est aussi due à l'équipe comptabilité et adhésion.

A commencer, et ce n'était pas évident, les relations entre un nouveau trésorier national et un ancien, métamorphosé en directeur financier.

Le pari était audacieux, il aurait pu échouer. La greffe a fonctionné, aidée plus particulièrement par Nathalie Rozen et Géraldine Journeux.

Voilà pourquoi, le bilan d'un trésorier ne peut pas être un bilan personnel.

Ce sens du collectif nous l'avons maintenu et accentué, à la veille d'échéances électorales importantes, où tous les moyens ont été mise en œuvre pour minimiser le risque, mais aussi, pourquoi pas, maximiser les gains… politiques et financiers !

Attribution du nombre de membres du Conseil national interrégional (3/4 régional)
Délégué-e-s calculé-e-s sur le nombre d'adhérents à jour au 10/09/2006

RÉGION	ADHÉRENTS	CNIRIENS	DÉLÉGUÉS
Alsace	205	2	14
Aquitaine	409	4	27
Auvergne	152	2	11
Basse-Normandie	180	2	12
Bourgogne	159	2	11
Bretagne	327	4	22
Centre	312	3	21
Champagne	69	1	5
Corse	36	1	3
Franche-Comté	221	3	15
Haute-Normandie	140	2	10
Ile-de-France	2 017	20	127
Languedoc	477	5	31
Limousin	84	1	6
Lorraine	98	1	7
Midi-Pyrénées	373	4	24
Nord-Pas-de-Calais	458	5	30
Pays de la Loire	619	6	40
Picardie	106	1	8
Poitou-Charentes	226	3	15
PACA	740	7	47
Rhône-Alpes	643	7	41
Savoie	89	1	7
Réunion	23	1	2
Guadeloupe	22	1	2
Guyane	18	1	2
Totaux	**8 203**	**90**	**540**

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 15

8

ORIENTATIONS POSSIBLES…

A EP ! ECOLOGIE POPULAIRE UNE ÉNERGIE NOUVELLE POUR L'OUVERTURE ET LA TRANSFORMATION 17

B URGENCE ECOLO REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS 21

C VERTS ET FORTS, FOREVER ! PRIM'VERT, L'AUTONOMIE ET LE CONTRAT 27

D AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI"(ELUARD) 31

E OUVRIR, RÉFORMER RASSEMBLER LES VERTS 37

F POUR DES VERTS UTILES... À LA DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE CONVIVIALE. 43

G L'ÉCOLOGIE : L'ESPOIR EN ACTES POUR DES VERTS AUTONOMES, RADICAUX ET OUVERTS 47

H ALTER EKOLO, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MOBILISÉE IMPOSER L'ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN JOUANT SUR LES ALLIANCES À GAUCHE 51

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 16

EN VENTE À LA LIBRAIRIE ÉCODIF

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Agendas et calendriers

- *Agenda de l'environnement 2007*,
  Emmanuelle Figueras et Christel Leca,
  Delachaux et Niestlé, 16,95 ¤
- *Agenda utile pour un développement durable*,
  Yann Arthus-Bertrand, Ed. de la Martinière, 15 ¤
- *Corto Maltese*, Calendrier 2007,
  12 dessins de Hugo Pratt, 12,50 ¤
- *L'agenda du jardinier bio* 2007,
  muret, bassin et autres aménagements écologiques,
  Terre Vivante, 160 p., 12 ¤
- *Montagnes du monde*, Agenda 2007,
  Jean-Marc Porte, Arthaud, 15 ¤
- *Terre sauvage*, Agenda 2007,
  Parcs nationaux de France,
  Milan, 15

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 17

A
EP ! ECOLOGIE POPULAIRE UNE ÉNERGIE NOUVELLE POUR L'OUVERTURE ET LA TRANSFORMATION

L'écologie politique a dépassé le stade du témoignage, des dénonciations et de la mise en alerte. Faire entendre nos réponses suppose de cesser de voguer au gré des opportunités électorales et de construire un outil efficace, ouvert et militant, au service d'une stratégie de transformation.

Un constat alarmant

Les Verts ont raté trois rendez-vous majeurs avec les classes populaires et la jeunesse, lors du référendum du 29 mai sur le TCE, de la révolte des banlieues et du printemps anti-CPE. Ils n'ont pas su en tirer les leçons. Inaudible, incapable de créer un rapport de forces avec le PS faute d'ancrage dans la société, notre parti navigue à vue, tenté par une alliance politique avec des environnementalistes de droite, qui précipiterait une dérive centriste observable à l'échelle européenne. Il est urgent de réorienter notre stratégie et notre action, en affirmant le choix de l'écologie populaire.

La France connaît aujourd'hui une triple crise : crise sociale durable, crise du modèle républicain d'intégration, crise institutionnelle et de la représentation qui produisent l'exaspération et la fragilisation de la société, mais aussi son désir de se défendre et de s'emparer des questions qui la concernent.

Si la politique s'éloigne des citoyens, c'est le fait d'un système politique aux institutions fermées. Il n'y a pas un désintérêt pour le politique, le débat citoyen lors du référendum et les mobilisations autour de RESF en sont la preuve.

Au niveau international, l'hyperpuissance américaine prétend apporter la démocratie et le développement par la guerre en mettant en œuvre la doctrine du choc des civilisations. Afghanistan, Irak, Palestine et Liban : autant d'échecs pour une politique qui développe un apartheid social entre zones riches et pauvres, au Nord et au Sud.

Les crises environnementales, liées à l'exploitation sans limites des ressources de la planète, atteignent désormais un seuil de non-retour : changement climatique, hausse du prix de l'énergie, destruction de la biodiversité catastrophique pour l'existence même de l'humanité... Les premières victimes sont les classes populaires : ouvriers victimes de l'amiante, quartiers et zones rurales soumis aux pollutions et au bruit, aux risques naturels et industriels, aux maladies (cancer, saturnismes…) à la mal bouffe, pays du Sud dont les ressources sont pillées par les sociétés multinationales et transformés en poubelle du Nord... Crises sociales, avec aggravation du chômage et de la précarité, et crises environnementales sont les deux faces d'une même réalité nourrissant l'émergence de mouvements sociaux et d'un mouvement altermondialiste, expressions de la résistance au capitalisme.

Il est temps de relever ces défis et d'influencer durablement les politiques publiques, au-delà des domaines perçus comme nos champs de compétence privilégiés : nucléaire, énergies renouvelables, transports, biodiversité…

Réorienter l'écologie : vers l'écologie populaire

Le risque d'une dérive social-libérale, voire centriste, est présent, lié à nos stratégies d'alliances, mais aussi à la sociologie de notre parti et de notre électorat, constitué de classes moyennes à fort capital culturel.

Parce que la transformation sociale ne se fera qu'avec la participation des classes populaires, nous proposons de faire de la réappropriation de la politique par celles et ceux qui en sont le plus éloigné-e-s un axe déterminant.

Faire le choix de l'écologie populaire, c'est :

- opter pour le dépassement du capitalisme par la reconversion de la production dans un sens non productiviste, la relocalisation de l'activité, la redistribution des richesses et du temps, la maîtrise collective des biens communs, la transformation des rapports au travail.
- prioriser la lutte contre la pauvreté et la précarité (sécurisation des parcours) et pour la justice sociale et environnementale
- faire décroître l'empreinte écologique, grâce à la division par quatre de la consommation de l'énergie
- lutter contre toutes les discriminations et se battre pour l'égalité effective des droits. L'émancipation des populations discriminées ne peut se faire qu'avec leur participation, en inventant un nouveau vivre-ensemble respectueux de la liberté de conscience et de la diversité des individus, de leurs histoires, de leurs cultures
- lutter pour les droits des femmes, contre le temps partiel imposé et pour une loi cadre contre les violences
- lutter contre les relents du colonialisme en France et au niveau international (Françafrique, recolonisation du monde sous hégémonie US), notamment par les principes et les méthodes de la non-violence et l'intervention civile de paix
- s'investir dans le mouvement altermondialiste en s'inscrivant dans le cadre des forums sociaux ; comme alter-européen en demandant que le Parlement européen élu en en 2009 soit constituant

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 18

AEP ! ECOLOGIE POPULAIRE UNE ÉNERGIE NOUVELLE POUR L'OUVERTURE ET LA TRANSFORMATION

- développer des sphères d'autonomie déjà émergentes de l'économie sociale et solidaire
- démocratiser les institutions politiques (mandat unique, proportionnelle, vote des résidents étrangers, parité, représentativité sociologique…) ; développer les outils de démocratie participative.

Pour rééquilibrer la gauche : regrouper l'écologie de transformation, faire émerger une gauche anti-libérale, anti-productiviste, anti-discrimination

Les Verts ne doivent plus se comporter en forteresse assiégée. Nous proposons une démarche qui fixe comme priorité de regrouper l'ensemble des partisans de l'écologie de transformation : Verts, Alternatifs, altermondialistes, objecteurs de croissance, militant-e-s de l'éducation populaire, de banlieues, régionalistes … Avec les environnementalistes des actions ponctuelles sont possibles, mais nous refusons toute alliance politique avec les « écologistes de droite ».
Les résultats du TCE comme les mobilisations contre le CPE ont montré l'existence d'une majorité antilibérale à gauche, et dans l'électorat vert, qui cherche un débouché politique.
Nous devons porter nos positions écologistes, anti-productivistes et anti-discrimination cœur de la gauche anti-libérale, notamment dans les Collectifs unitaires et les FSL. C'est l'une des conditions pour faire ainsi bouger les lignes à gauche, la rééquilibrer et pour sortir d'un tête-à-tête avec le PS.

Battre la droite en 2007 / 2008 et consolider le camp de l'écologie altermondialiste

Dans l'immédiat la priorité est de battre une droite sécuritaire, ultra-libérale, qui avec Sarkozy s'alignera sur la politique extérieure de Bush. Pour cela, confronté à une gauche où se mêlent social-libéralisme et productivisme, l'écologie politique doit faire entendre sa voix dans l'élection présidentielle et se faire l'écho des aspirations altermondialistes.

José Bové, soutenu par les Verts aurait pu en être le meilleur porte-parole.
D'ailleurs si sa candidature se réalisait, sous peine de se retrouver en dehors de la réalité, les Verts devraient poser démocratiquement la question du maintien de leur stratégie présidentielle.

Nous ne voulons pas d'une gauche plurielle II, soumise au PS. Pour éviter cette impasse, des conditions sont nécessaires. Il faut obtenir des engagements clairs sur des points clés, notamment sur la sortie du nucléaire, la proportionnelle, les lois sécuritaires et liberticides, les OGM, les salaires, la régularisation des sans papiers, le droit de vote et d'éligibilité des étrangers et la 6ème République. Ces exigences traduisent les urgences environnementales, sociales et démocratiques et la volonté de rompre avec les logiques libérales et productivistes. A défaut, nous refuserons de participer à un gouvernement.

Entre 1997 et 2002, le PS a refusé la mise en place de la proportionnelle. Alors qu'aujourd'hui, le PS préfère nous donner des strapontins au gouvernement, nous pensons que le poids de l'écologie politique dans la société doit se traduire par un groupe parlementaire vert.
Notre volonté de battre la droite doit s'accompagner d'une lisibilité et une crédibilité politiques fortes auprès de notre électorat.

Ainsi, nous proposerons la création de Comités citoyens de suivi de l'action gouvernementale qui permettront de s'assurer du respect des engagements pris.

Au lendemain des législatives, les Verts proposeront des rencontres décentralisées puis nationales de l'écologie et de la démocratie locale permettant la construction de convergences solidaires avec de nombreuses forces sociales.

Cette nouvelle stratégie rendra notre action plus cohérente et donc plus crédible. Elle nous aidera à mener des listes autonomes ouvertes lors des prochaines élections municipales qui seront le moment fort de notre redressement.

Privilégier l'ouverture du parti

Effectifs stagnants, électorat volatile, institutionnalisation, absence de stratégie claire, éloignement des couches populaires, fonctionnement bureaucratique et inefficace, notre parti est en crise. Cette crise n'est pas seulement due à une « mauvaise gouvernance » ou à des statuts inadaptés. Elle est le produit d'une culture verte nombriliste privilégiant les enjeux internes où il s'agit de trancher d'abord un débat entre soi pour ensuite s'adresser à la population. Plutôt que

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 19

A

EP ! ECOLOGIE POPULAIRE UNE ÉNERGIE NOUVELLE POUR L'OUVERTURE ET LA TRANSFORMATION

d'un énième changement de direction ou de la sempiternelle réaffirmation de l'identité écologiste, l'organisation du parti doit être capable d'organiser des débats stratégiques et traduire un basculement des priorités dans l'action :

- s'ouvrir aux classes populaires en zones urbaine et rurale ; faire aux militantEs issuEs de ces milieux une large place dans le parti, tant aux postes de responsabilité interne que dans les mandats électifs ;
- développer un rapport de co-élaboration permanent avec la société ; être capable d'accueillir dans le parti les animateurs de mouvements sociaux ;
- garantir dès ces élections la parité et la diversité socio-culturelle des éluEs.

En Europe comme en France, le choix entre écologie d'accompagnement et écologie de transformation est à l'ordre du jour. Notre congrès doit en être un moment fondateur. C'est l'occasion pour la gauche verte de se rassembler.

AQUITAINE

Anne Marie DECLERCQ, Isabelle GUYOT, Pascal-Jean LABROUSSE, Marc LASAYGUES, Dominique REFFAY, Marc SIMON.

BASSE-NORMANDIE

Alain GRUENAIS, Josiane LOWY, Christian PREBOIS, Simon TAUGOURDEAU, Raphaël YEM.

BRETAGNE

Constance RODRIGUE KEELEY.

CENTRE

Aziz BIAZZANE, Mohamed BOUGAFER, Marie-Françoise DUTHU, Hassan FIRDAOUSS, ZOUHEIR HABIBALLAH, Mamadou KANE, Roger LEDOUX.

CHAMPAGNE-ARDENNES

Philippe LENICE.

HAUTE-NORMANDIE

Jean-Michel BEREGOVOY, Véronique BEREGOVOY, Hervé BOUDZOUMOU, Jérome BOURLET, Jean-Luc CHAVANIEUX, Abdoulaziz DEM, Jerome DESCHAMPS, Nathalie DEVIN, Yann DEVIN, Christophe DUBOC, Isabelle DUCELIER DESCHAMPS, Didier GARANT, Catherine GOODE, Benoit LECLERC, Françoise LESCONNEC, Jocelyne LEVAUFRE, Frédéric QUILLET, Marie-christine SAILLARD, David VERGEON.

ILE-DE-FRANCE

Azzedine ABDESSAMAD, Laurence ABEILLE, Mathilde ALLUCHON, Joao ALVARO, Ismael ATES, Kamel BACHA, Karima BENDRISS, Saîda BENHAMED, Sidi-Mohamed BENLAHCEN, Farid BENSLIMANI, Catherine BERNARD, Stéphane BERNARD, Romain BIESSY, Antoine BILLIOTTET, Jacky BOISARD, Lahbib BOUALI, Alima BOUMEDIENE THIERY, Michel BOURGAIN, Jacques BOUTAULT, Marc BRISY, Philippe BUSCH, Loïc CARIOU, Jean-François CASSANT, Amel CHEIKH ROUHOU, Marilù CHOLLET, Yves CONTASSOT, Natacha CORONADO, Sergio Guido CORONADO, Sergio Pablo CORONADO, Suzanne D'HERMIES, Rachid DCHIMI, Frédéric L. H. DE BEAUVOIR, Helder DE OLIVEIRA, Selma DEREUME, Hamid DEROUICHE, Jean DESESSARD, Pierre DOERLER, Manuel DOMERGUE, Housseyni DOUCOURE, Malika DOUIDI, Otman DOUIDI, Bernard DREANO, Véronique DUBARRY, Janine DURANTON, Hülya DURSIN, Oktay DURSIN, Yasin DURSIN, Mohammed EDAHMANI, Khalid ESSADI, Patrick FARBIAZ, Rémi FARGEAS, Naïma FETTAL, Charles FORNIER, Danielle FOURNIER, Françoise GALLAND, Nordine GAROUABI, Christiane GILLMANN, Mathieu GLAYMANN, Séverine GOUDIGUEN, Claire GROVER, Francine GUILLAUME, Isabelle GUIROUS MORIN, Ibrahim HAMIDOU ALI, Hamed HANNACHI, Rachida JDNOUR,

ERRATUM

Ci-dessous, les signatures manquantes de la motion d'orientation A (pages 19-20)

"EP ! Ecologie populaire : Une énergie nouvelle pour l'ouverture et la transformation":

Ile-de-France
Martine Billard

15-20_OA-AG06.qxp 12/10/06 15:30 Page 20

AEP ! ECOLOGIE POPULAIRE UNE ÉNERGIE NOUVELLE POUR L'OUVERTURE ET LA TRANSFORMATION

Cécilia JOXE, Benjamin JOYEUX, Jerome JURJEVIC, Karim KARA ALLAL, Jean LAFONT, Annie LAHMER, Nadia LAKRIB, Nasser LAKRIB, Jean-charles LALLEMAND, Anne LE STRAT, Bernadette LEGOUGE, Gilles LEMAIRE, Jean-Pierre LEMAIRE, Nasserdine LEMOUNES, Marie-Geneviève LENTAIGNE, Wajdi LIMAN, Sylvain LOISON, François LONGERINAS, Hamilton LOPES DOS SANTOS, Alain LORENTE, Anicet Frederic MABOUANA BOUNGOU, Nicolas MAGERE, Raoul MARMOZ, Georges MARTORY, Kyra-Françoise MAS, Philippe MAUCLERE, Rostom MESLI, Akila MOUHOUB, Jenny-Cleve MOUSSOUNDA, Donatien MPIKA, Claude MUNNIER, Mansour NASRI, Eric NEYER, Olivier NOCCA, Hanako NSONGA, Mohamed OUBAJJIT, Mossaab OUERTATANI, Elisabeth PAGNAC, Isabelle PEREIRA, Claire PETIT, Jacques PICARD, Giovanni PRETE, Fabrice RAMARD, Anne Isabelle RAVILY, Marie RAVILY, Kevin RECLUS, Marc ROBERT, Fabrice ROGER, Adel SAHARI, Moises SAMPIL, Eros SANA, Guillaume SECRETIN, Joël SEGUIN, Hicham SHAIB, Issam SHAIB, Mohammed SIK, Fouad SMOUNI, Jacques STAMBOULI, Mylène STAMBOULI, Gérard TRAINOIR, Demba TRAORE, Yvon TREGOAT, Michel VERSTEGEN, Adil YADA, Djibril Demba YONGANE, Mohamed ZERKOUN, Hamid ZERKOUNE, Khalid ZOUHAIR.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Françoise ALAMARTINE, Jean CHARPENTIER, Jacqueline GAUTHIER, Alain GROGNOU, Colette LEBRIS, Georges LEBRIS, Joël MEUNIER, Marie MEUNIER, Lydia MORLOT, Jean-Charles TADDEI, Kristina WAGNER, Linda ZREHEN.

LORRAINE

Serge BILLON, Jorge Enrique BOCANEGRA, Maurice DIEUDONNE, Michel LORANGE, Boris MAXANT, Philippe PONCELET, Hubert PREVOTEAU.

MIDI-PYRÉNÉES

Georges CAZELLES, Danièlle CHARLES, Michel CHARLES, Frédéric LIEVY, Nazy PAYSOKHAN, Jocelyne SARRAILH, Fabien SEGUIER.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Youssef DAHMAJ, Samuel DUHAMEL, Mostafa GHEZAL, Christian LAZAOUI, Julien LECAILLE, Kelvin MOILITONDO-LOKABA, Ali RAHNI, Yamina RAHNI, Frédéric SARKIS, Nicole SERIS.

PAYS DE LA LOIRE

Jean-Paul DECLERCQ, Patricia GALLERNEAU, Augustin GROSDOY, Frédéric LEFEVRE, Eric WOLF.

POITOU-CHARENTES

Olivier GAILLARD.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Amar ASSAS, Anne-Marie BILLIOTTET, Erik BONNAUD, Elvire DEBUTTE, Isabelle DROGUE GROSSET, Stéphane GRANGIER, Simon IMBERT-VIER, Valérie MESSAGER, Matthieu OLIVIER, Jean-Yves PETIT, Jean-Louis PEYRON, Océane SPINELLI, Michèle VILLON.

RHÔNES-ALPES

Michèle BONNETON, Rémi GIAVELLI, Béatrice JANIAUD, François NUTCHEY, Gérald PERRIER, Hélène PLANEL, Michel WILSON.

SAVOIE

Alain COULOMBEL, Laurent MOCCOZET.

GUYANE

Issaka CISSE, Philippe MENARD, Brigitte RENE CORAIL, Denis RENE CORAIL.

21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 21

B

URGENCE ECOLO
REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS

Au moment où les idées que nous défendons depuis René Dumont passent dans l'opinion et dans les media, les Verts eux-mêmes s'en détournent comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse ! Nous n'avons pas à nous mortifier d'avoir eu raison de sonner l'alerte! Aujourd'hui, une majorité culturelle constate les ravages de notre société de surconsommation : prédation des ressources, réchauffement climatique, saccage de la nature, impact sanitaire des pollutions, maladies de civilisation et nouvelles pandémies.

Affirmons avec courage le paradigme écologique qui nous définit et nous différencie des autres formations politiques ! Affirmons notre spécificité pour que le crédit de sympathie dont bénéficie l'écologie dans l'opinion se traduise enfin sur le plan électoral !

Nous allons tous œuvrer à la réussite de la campagne de Dominique Voynet, candidate des Verts à la présidentielle. Pour autant les enjeux de l'AG sont distincts et les orientations retenues engageront les Verts pour les deux années qui viennent :

- **Placer l'écologie au cœur des Verts**
- **Rassembler les écologistes au sein d'un seul parti ;**
- **Remettre le parti à la hauteur des enjeux.**

1. Placer l'écologie au cœur des Verts et les Verts au cœur de l'écologie

La crise écologique a dépassé le stade des menaces et des seuls chocs sanitaires, pourtant déjà lourds (pollutions de l'eau, de l'air et des sols). Ses conséquences économiques et sociales commencent à perturber les conditions de vie de millions de personnes. C'est une crise multiforme perceptible aussi bien dans les altérations du climat, dans la raréfaction ou l'épuisement de ressources irremplaçables (pétrole, minerais, eau…) que dans le déclin de la biodiversité (déforestation, disparition des espèces…).

Cela remet radicalement en cause le modèle économique productiviste qui a prospéré jusqu'alors. Un exemple frappant est donné par la crise que provoque, dans un contexte d'urbanisme étalé et de priorité à la route, l'augmentation du prix des carburants sur des secteurs d'activités entiers et leurs salariés. **Aucune politique publique ne peut plus faire l'impasse sur les conséquences de cette crise écologique.**

Force est de constater que, malgré le verdissement des discours, droite et gauche demeurent prisonnières d'une vision classique de la croissance économique. Les politiques actuelles ne savent répondre à la crise que par une fuite en avant vers plus de technicité et d'artificialisation (OGM, nucléaire..) faisant fi des risques qu'elles accumulent sur les générations futures.

Malheureusement, y compris au sein des Verts, l'urgence écologique est parfois minimisée par crainte d'effrayer l'opinion et de ne pas répondre aux questions sociales. Pourtant les Verts sont à l'origine de nombreuses idées novatrices, transversales (nouveaux indicateurs de richesse, distinction entre revenu et travail, innovation pédagogique...). Nous n'avons rien gagné à les mettre en sommeil au profit des revendications traditionnelles d'une gauche française encore marquée par l'étatisme et une vision marxiste des rapports sociaux. Le seul effet en a été le brouillage de notre message.

Il est de la responsabilité des Verts de pointer ces problèmes, qui sont ceux du XXIème siècle, et de proposer sans attendre des réponses politiques.

L'empreinte écologique de nos sociétés croit dans des proportions insoutenables, alors même que l'indice de développement humain des pays pauvres stagne ou régresse. La mondialisation non contrôlée bouleverse autant les politiques de régulation sociale que les écosystèmes ! Notre modèle de développement, prédateur pour la planète, est incapable d'empêcher la précarisation d'une part croissante de la population, de sa jeunesse et de ses banlieues.

Face à la crise et à la montée des communautarismes, Les Verts entendent promouvoir l'épanouissement des individus dans une société ouverte et non-violente. La laïcité, respectueuse des convictions de chacun et l'égalité femmes/hommes sont des valeurs incontournables qui organisent l'art du vivre ensemble et restent le meilleur rempart contre les discriminations.

L'Etat-nation n'est plus l'échelon pertinent. Les Verts doivent être en pointe d'une Union européenne exemplaire sur l'agriculture, le social, les transports. En matière économique, une plus grande sobriété dans les consommations permettra une juste répartition des ressources. L'internalisation des coûts environnementaux favorise les circuits courts :

21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 22

B

URGENCE ECOLO
REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS

la relocalisation de certaines activités par le renchérissement du transport est une opportunité pour nos économies et pour la création d'emplois de qualité.

L'**Urgence écolo** c'est plaider pour la **décroissance de l'empreinte écologique**, et pour la **reconversion écologique** de l'économie, en particulier les créations d'emplois dans les écofilières, le commerce équitable, l'économie sociale et solidaire. Mettons en valeur l'action des élus verts qui font preuve d'innovation aux niveaux européen, régional et local..

2. Rassembler les écologistes

Les Verts doivent favoriser la diffusion des idées et pratiques écologistes dans la société :
- comme parti, en entretenant des relations soutenues avec des formations et personnalités qui partagent leurs objectifs,
- avec leurs élus, dans les politiques publiques, pour favoriser l'émergence de corps intermédiaires.

L'écologie politique doit être forte et rassemblée. Il faut réunir individus et groupes au sein d'un même parti. Les Verts ont la responsabilité de proposer des **Assises de l'écologie ouvertes à toutes celles et ceux qui se battent pour la planète**, sans exclusive mais en étant clair sur les objectifs à atteindre : s'unir pour plus d'efficacité, dans la diversité.

L'émergence de personnalités qui veulent réorienter les politiques est une chance ! A nous de faire en sorte qu'elles soient complémentaires avec le réseau militant et élu de l'écologie politique que les Verts construisent depuis plus de 20 ans.

3. Un parti à la hauteur des enjeux

La synthèse de Reims a marqué une volonté d'équilibre entre des textes proposant des orientations différentes. Il en est résulté un exécutif affaibli, au fonctionnement chaotique sans ligne politique. Certains de ses membres ont nourri des initiatives contre les décisions des Verts (TCE, présidentielle) avec des appels récurrents à rejoindre la nébuleuse de la gauche radicale. Cette fragilisation a porté préjudice à notre crédibilité et donc à notre autonomie. Les négociations sur les législatives n'ont pu être menées efficacement.

L'autonomie contractuelle est la seule stratégie politique durable

Notre autonomie politique passe par notre indépendance de parole, de projet, de décision. Or sans la proportionnelle, il n'existe ni parité effective, ni représentation de la diversité de la société, ni indépendance vis-à-vis des autres formations politiques.

En 2007, les Verts veulent un contrat gagnant/gagnant pour faire gagner l'écologie au sein d'une gauche renouvelée. Cela implique la signature d'engagements précis sur des points incontournables : refus de l'EPR, interdiction des OGM en plein champ, proportionnelle à l'allemande (la loi devra être déposée durant cette législature et votée dans les 6 premiers mois de la suivante).

Pour les législatives, un accord électoral basé sur un système mixte permettra de présenter dès le premier tour des candidats verts autonomes et des candidats d'union des verts et de la gauche avec pour objectif d'obtenir un groupe parlementaire vert.

Au second tour de la présidentielle, le soutien au candidat de gauche sera conditionné par sa capacité à intégrer le projet de l'écologie politique dans son programme.

Les Verts défendront la création d'un vice-premier ministre chargé du développement durable, ce qui modifiera la répartition trop sectorisée, verticale, et incohérente des compétences des ministères actuels.

Ces réformes institutionnelles seront les premières étapes vers la 6e République, celle d'une France fédérale dans une Europe fédérale avec un authentique régime parlementaire.

Les conditions d'une participation au gouvernement devront être évaluées ; celle-ci ne sera pas automatique. Si les conditions politiques d'un accord ne sont pas réunies, les Verts prendront seuls leurs responsabilités devant les électeurs.

Concernant les élections municipales, les Verts mettront tout en œuvre pour favoriser des listes autonomes dans toutes les grandes villes (50 000 h.).

Pour un parti plus écologiste, démocratique et ouvert : Refonder les Verts

La structure des Verts, conçue en 1984 dans un contexte différent, est à bout de souffle. D'où une paralysie grandissante et des conflits procéduriers incessants donnant de nous une image déplorable faisant fuir bon nombre d'adhérents et de sympathisants.

ERRATUM

Signature à retirer de la motion d'orientation B (page 23)

"Urgence Ecolo : remettre l'écologie au coeur des Verts":

Bretagne
retirer
Christophe KERGOSIEN,
qui n'a pas signé cette
motion d'orientation

21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 23

URGENCE ECOLO
REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS

B

Lancée il y a 4 ans, la Réforme participative interne est une montagne qui a accouché d'une souris, faute de volonté politique. Nous ne pouvons plus nous contenter de réformettes ! C'est bien d'une refondation de l'organisation dont nous avons besoin.

Le CE sera directement mandaté pour proposer une réforme interne des statuts par referendum, avec pour axes prioritaires :
- Favoriser l'adhésion de nouveaux publics par une politique d'accueil et des structures plus simples,
- Une meilleure définition du rôle des instances : un CNIR concentré sur des points stratégiques et politiques majeurs ; un exécutif en capacité d'assurer son rôle de direction et d'animation sans être l'otage des courants,
- Harmoniser le fonctionnement des commissions,
- Réformer la fédération d'élus pour qu'elle soit transparente et dynamique, pour mieux les associer à la vie du mouvement,
- Se doter d'une grille de cumuls à la fois exigeante et applicable.

Ferme sur ses priorités **Urgence Ecolo** sera ouvert au dialogue avec tous pour constituer une majorité stable sur la base d'orientations claires. Nous ne souhaitons pas que l'AG se crispe sur des personnes, nous voulons œuvrer à renforcer les Verts afin qu'ils soient audibles, crédibles, efficaces, utiles.

Contact :
[urgence-ecolo@ouvaton.org]

ALSACE

Germaine BARROIS, Tarik BECEREN, Liliane BENDER EL HASSAN, Thierry BETZ, Gabrielle BURGMANN, Wilhelm BURGMANN, Jean Christophe CAPELIER, Philippe CARBIENER, Emilie DISS JOUBERT, Virginie FERNANDEZ, Richard HAMM, Yves HAUSS, Jean-Yves HODE, Jean-Paul KAUFFMANN, Vincent KAYSER, Michel LECOMTE, Marie LOTZ, Charlotte MANDEL, Suzanne MASSE, Oumèria MEDDAH, Lila MEGAT, Frédéric MEYER, Georges MEYER, Anita MULLER, Didier NACHBRAND, Virginie OTT, Mary PARDOE, Line PERRIER, Michèle PETER, Alexandra PUPOVAC, Sidi SIDIBE, Hugues STOECKEL, Annie STOLL, Henri STOLL, Samir TINE, Jean VALLON.

AQUITAINE

Fabienne ARNOLD, Etiennette BARALE, Dominique BAUDE, Bertrand BLAZY ESCARINCHOU, Alice BONDUELLE, Pascal BOURGOIS, Frédéric CAMINO, Philippe CAMOU, Chantal COLOCOLOFF, Michel COLOCOLOFF, Jenofa CUISSET, Michel DAVERAT, Jean Paul DUCHON, Jean-Pierre DUFOUR, Marie-Claire DUPOUY, Robert DUPUCH, Jean Marc FERRARI, Sylvie FERRARI, Anne marie FREMOND, Alain GIRARDI, Mireille GUENEE, Simone GUILHEMJOUAN, Angelika HERMANN, Dominique HOFFMANN DUFOUR, Jean JEANTET, David LAMOUREUX, Marie-Thérèse LAPOUBLADE, Jean Claude LASSERE, Bernard LAUGA, Jean-Hervé LE BARS, Elisabeth LONGCHAMBON, François MADIN, Claude MENAGER, Nicole MENAGER, Marie-Claude MONESTIER, Bernard NEEL, Jean-Bernard NOVION, Jacques PAPON, Daniele PATOU, Itziar PINAT, Nicole RIOU, André ROSSARD, Elisabeth SANDILLON, Yves SANDILLON-REZER, Isabelle SARTRE MANCINI, Jean-yves WEGNER.

AUVERGNE

Philippe LE PONT, Nicole MULLER GASTON, Pierre POMMAREL, Laurent SINTUREL.

BASSE-NORMANDIE

Christian LEREVEREND.

BOURGOGNE

Patrice CHATEAU, Jean-Michel DELAGNEAU, Jean-Pierre DELASPRE, Sandrine DUBOURG, Jean-Louis HIVERNAT, Eric LICHTFOUSE, Stéphanie MODDE, Yves SABARD.

BRETAGNE

Jean AUGEREAU, Antoine BEUGNARD, Christian BUCHER, Anne CHERADAME, Gisèle CITHAREL, Céline COCHET, Philippe DHAUSSY, Marie-Ange HAQUETTE, ~~Christophe KERGOSIEN~~, Yann-Fanch KERNEIS, Nicole LE GALL, Jean MASSE, Jean-Louis MERRIEN, Béryl MERRIEN-GOUAISLIN, André MOISAN, Patrick PROVAULT.

21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 24

B

URGENCE ECOLO
REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS

CENTRE
Alain CHESNOT, Chantal COMBREDET, Nicole COMBREDET, Nadia EL ADRAOUI, Pascal JODON, Jean-Luc JOHANNET, Michel KERDAL, Katia LEDOUARIN, Thierry MARTINAGE, Jean-Marie MENGIN, Dominique REMY, Agnès THIBAL.

CHAMPAGNE-ARDENNES
Pascal HOUPLON, Marie-Ange PETIT, Eric PIQUET.

CORSE
Chantal RIBEREAU.

FRANCHE-COMTÉ
Herve ARNOUX, Patrick BOURQUE, Michel CHARAUD, Denis FRESARD.

HAUTE-NORMANDIE
Serge BOURGEAUX, Pascal RIGAUD, Daniel THIEULEUX.

ILE-DE-FRANCE
Djamal ATHARI, Anne Claire BACHET, Dominique BALMES, Brigitte BASSET THOURY, Roman BEREZA, Sylvie BERLINE BOULEAU, Christiane BERNARD, Véronique BILLAND, Jean-Luc BILLARD, Emilie BLAIS, Fabrice BLAIS, Luc BLANCHARD, Laurence BONZANI, Hamid BOUDAA, Jean-Marie BOUGUEN, Géraldine BOŸER, Yvonne BRANCHEREAU, Jean-Marc BREGEAULT, David BRESSON, Pierre BRET, Christian BRETT, Jean-Marc BRULE, Georges BUISSET, Maxime CABAT, Guiseppe CANGEMI, Syrine CATAHIER, Léonide CELINI, Hélène CHABERT, Mathias CHAPLAIN, Yves COCHET, Mouctar CONTE, Philippe DAGUENET, Martial DAVID, Mireille DE SMET, Sylvain DE SMET, Luc DEGEORGES, Isabelle DELAUNAY, Robert DEMAILLE, Marc DENIS, Emmanuel DETTON, Jean DEY, Marie-Pierre DIGARD, Roland DINNER, Pierre François DIVIER, Gérard DOUBLET, Marie-Hélène DRIOT, Jacques DUBAELE, Jean-François DUCASSE, Jean-François DUMAS, Maribé DURGEAT, Dominique DUSSART, Bruno DUVAL, Gérard ERIPRET, Jacques EXBALIN, Jeanne FAIVRE, Frédéric FAVERJON, Serge FAYOLLE, Lucien FERRIER, Aurélie FILIPPETTI, Alain-Marie GERMAIN, Cécile GILBERT, Françoise GRIVEAU, Loïc GRIVEAU, Laurent GUIGNON, Elisabeth HAMILTON, Guy HENAFF, Michel HENRY, Bernard HERON, Alain JEAN JOSEPH, Niki KAMPOUR PARASCHOS, Céline KERSPERN, Sylvain KERSPERN, Marc KORENBAJZER, Farid KOURDI, Frédéric LABARTHE, Florence LAMBLIN, Anne LE BOT, Colette LECUYER, Yves LEJEUNE, Jean-Pierre LEMERCIER, Alain LENOIR, Alain MATHIOUDAKIS, Sandrine MEES, Jean-Jacques MERCIER, Yann MOREAU, Philippe NICOL, José NIETO, Julie NOUVION, Michèle ORCEL, Claudine PARAYRE, Antoine PARODI CORTES, Eleonore PAYS, Antoine PELLOUX, Julie PELLOUX, Roger PELLOUX, Florian PESCHELT, Michel POIRIER, Stéphane POLI, Barbara POMPILI, Maria PORTUGAL, Jean-Paul RADIX, Fernand REAL, Laurent RECASSA, Eugène REINBERGER, Nathalie RIGAUX, Emmanuel RODRIGUEZ, Véronique ROURE, Michel ROUYER, Bernard ROZE, Pierre SAADE, Laurent SAINTE FARE GARNOT, Hoda SALIBY, Philippe SALVI, Mounir SATOURI, Cécile SENAUX, Martine SENDILLON, Bernard SIMON, Jean-Louis SIMONIN, Agnès SINAI, Aldjia SOUANEF, Pierrette STEPHAN-LETONDOR, Laurent THIBAULT, Jean-Marc TSEVERY, Michèle TSEVERY, Philippe VICHERAT, Marc WURHAFT, Jean-Louis ZENTELIN, Arlette ZILBERG, Alexandre PASCHE.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Maryse ARDITI, Jean-Luc AVON, Ali BENDRISS, Pascale BENOIT, Claude BLOCH, Christian BOUSQUET, Micheline CARBONNELL, Jean CHANOIS, Bruno CHICHIGNOUD, Albert CORMARY, Fabienne CORMARY, Jean COUPIAC, Guillaume DE LAMERIE, Christiane DE NIORT, Philippe DESCROIX, Georges ELIAS, Jean-Fran_ois GERMAIN, Ghislaine GUIRADO, Josiane HOGRAINDLEUR, Jacques LEBECEL, Michel LECLERC, Hélène MAUBON, Julien MAUBON, Laurent MAYOUX, Philippe PANCRACE, Olivier PARRA, Patrice POLLET, Catherine RIBO, Christine STHEMER, Jean-Luc THIBAULT, Pomme TRIBOULET, Patrick VALETTE, Marc VENTURA.

LIMOUSIN
Vincent BROUSSE, Yves CARON, Lucien COINDEAU, Aude COURIVAUD, Alain DORANGE, HAYAT LOTFI, Paul MANDONNAUD, Denis MARTINIE, Jean-Claude SIMIOT, Patrick VARACHAUD.

21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 25

B

URGENCE ECOLO
REMETTRE L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES VERTS

LORRAINE

Pierre ACHOUR, Armand BEMER, Michèle CHIAJESE, Roger CHIAJESE, René DARBOIS, Marc DAVID, Pascal DIDIER, Marguerite GRUNWALD, Juliette HAMONIC, Marie-Anne ISLER BEGUIN, Daniel LEFORT, Bernard LEGENDRE, Marc LEPRETRE, Marie-Thérèse MELARD, Elyane ROMANI, Stéphanie WAX.

MIDI-PYRÉNÉES

Marie-Régine BARDOUX, Michèle BLEUSE, Michel CAU, Pierre COURJAULT RADE, Guillaume CROS, Marie-France DE TRUCHIS, Patrick DELERUYELLE, Jean-Pierre DELFAU, Anne-Marie DELSOL, Jean DOUBOVETZKY, Nicole DURUP MATHEZ, Philippe GOIRAND, Jean-Pierre IZARD, Alain JEAN, Henri JORNET, Alexandre JURADO, Françoise MATRICON, Dominique QUEIJA, Alain RIVIERE, Claude ROUFFIGNAC, Philippe SABATIER, Michel SEROU, Brigitte SIGUIER, Annie TEYSSIE, José-Daniel VICENTE-GERALDO.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Laurent BERNIER, Djamila BOUSSAD-MEDKOUR, Jocelyn DUHAMEL, Pierre HOUSEZ, Florence LECOCQ, Daniel LUDWIKOWSKI, Martine SURIN.

PAYS DE LA LOIRE

Marie-Hélène AUBERT, Mahjouba BELKALA, Rachid BELKALA, Christian CHENU, Hélène CHIRON, Emmanuel CLEDER, Frantz DESPREZ, Blandine DESPREZ MOUCHARD, Christine DISSON RABIN, Laurent EVAIN, Fabrice EYMON, Bernard FEBVRE, Johan GARRY, Samuel GONTHIER, Catherine GOUHIER, Renée GOUHIER, Dominique HERIVEAU, Jacques HERIVEAU, Richard HUBERT, Romain LANGLET, François-Xavier LEBLOND, Colette MEELDIJK, Michèle MIANT, Boujemaa NEMMICH, Franck PLAZANET, Thierry PRADIER, Anne RAIMBAULT, Stéphane RAIMBAULT, Jean-Noël ROGHE, Jean-Claude ROUFFETEAU, Bertrand SALQUAIN, Silvain TRAYNARD, Elisabeth TRILLON, Jean-Luc VARIGAULT, Jean-Pierre VILLETTE, Jean-Paul XHAARD.

PICARDIE

Youssef AMARA, Philippe BOCQUET, Joël CAVILLON, Bernard CHRISTOPHE, Pascal DACHEUX, Luc DELACOTE, Franck DELATTRE, Valérie DELATTRE, Sylvain DEMILLY, Christiane DUPART, Thierry LEMAIRE, Isabelle MAUPIN, Maud MENAGER LEMAIRE, Frank MONCOMBLE, Martial MOUQUERON, Christophe PORQUIER, Dominique RAGOT, Jean-Pierre TETU, Emilie THEROUIN, Jean-François VASSEUR, Gerard VIEUBLED.

POITOU-CHARENTES

Michel ADAM, Sophie ADAM BOUVYER, Maxime BLANCHET, Gilbert CAROFF, Christian COUILLAUD, Jean-Michel ESCLOUPIER, Bernard FERRIER, Laurent FREBOEUF, Jean-François FREYDOZ, Nicole KENTZEL, Jacques MARET, Patrick PICAUD, Cyril POUCLET.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Elise BELTRAME, Jean-Marie BONACHERA, Suzanne BONACHERA, Jean-Marie DALMAS, Joëlle FAGUER, Julien FAURE, Sandrine FLEURY, Marie-Dominique GIOVACCHINI, Sylvette GRILLET, François HAMY, Gael HEMERY, Mari-Luz HERNANDEZ NICAISE, David IBANEZ, Catherine LEVRAUD, Olivier LOUIS, Guy MARIMOT, Murielle MARIMOT-NICOLLET, Philippe MUSSI, Ghislain NICAISE, Djnina OUHARZOUNE, Guilhem PLANE, Christian RAYNAUD, Sylvie REUBRECHT, Andrée REVERSAT, Annick TAJAN, Jeannine THIEMONGE HOCQUAUX.

RHÔNES-ALPES

Eric ARNOU, Marine ARNOU, Odile ARNOU DUFLOT, Hélène BLANCHARD, Georges BOTTEX, Robert BRUSSEAU, Roland COMTE, Paul COSTE, Raphaël FAURE, Gérard FILIZETTI, Didier JOUVE, Maurice LE CALVEZ, Jean-Marc LECULIER, François LOUVET, Thierry MANCEAU, Bernadette MOURGUES, Jean-Claude MOURGUES, Nicolas RETOUR, Bernadette ROBERT WYSS, Véronique-Anne SCHLOTTER, Etienne TETE.

SAVOIE

Nicole GUILHAUDIN.

RÉUNION

Bertrand BAREIGTS, Alain CORNUT, Vincent DEFAUD, Jean ERPELDINGER, Jean-Pierre ESPERET, Baptiste SIMON, Isabelle URBAN.

GUYANE

Philippe BORE, François RESKI.

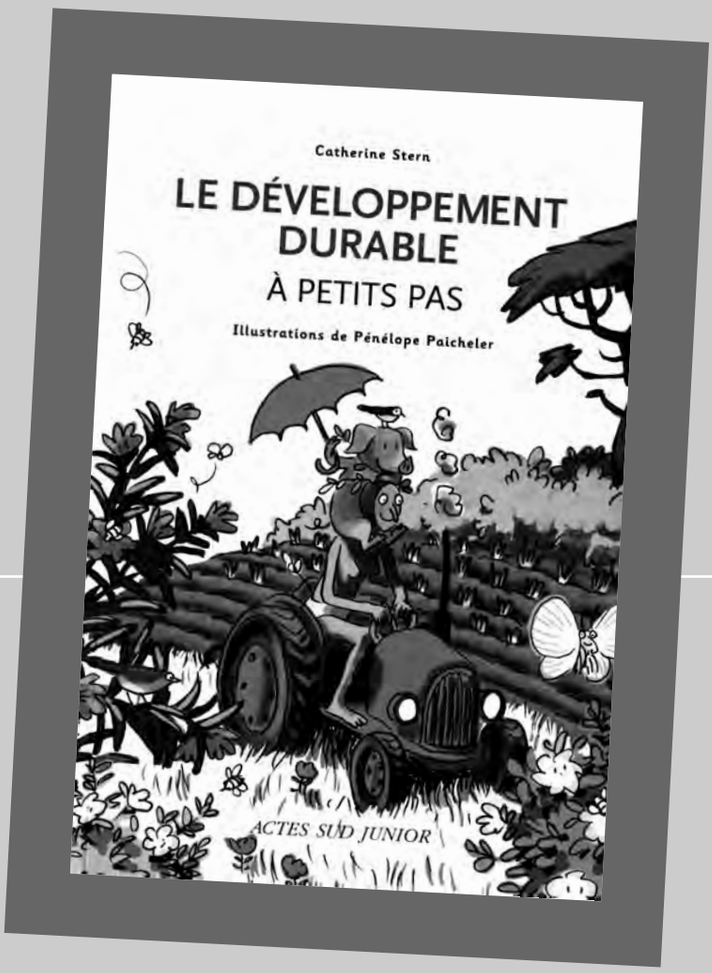
21-26_OB-AG06.qxp 12/10/06 15:31 Page 26

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Enfants

- *Le développement durable à petits pas*, Catherine Stern, ill. Pénélope Paicheler, Actes Sud Junior, 2006, 69 p., 12 euros
- *Et toi, tu es français ou étranger*, la nationalité, la nation et l'identité, Autrement junior, 2005, 47 p., 7,95 euros¤
- *Le grand livre des activités nature*, Fleurus, 2006, 194 p., 15 euros
- *Jardine bio, c'est rigolo*, Eric Prédine, Terre Vivante, 68 p., 18 euros



27-30_OC-AG06.qxp 12/10/06 15:32 Page 27

C VERTS ET FORTS, FOREVER! PRIM'VERT, L'AUTONOMIE ET LE CONTRAT

Les citoyens sont de plus en plus sensibles aux enjeux environnementaux. Ils sont de plus en plus conscients de l'urgence à agir. Pourtant, les Verts qui sont porteurs de ces enjeux ne sont pas choisis par les électeurs.

A force de coller au discours de la Gauche radicale et d'accompagner les politiques de la Gauche traditionnelle, à renoncer à pratiquer la politique autrement, nous perdons notre attractivité. Il faut que cela change.

L'écologie politique : une force politique à part entière.

Notre constat est simple : le mode de développement de nos sociétés occidentales n'est pas généralisable. Nous pensons, au contraire, que les pays riches doivent montrer l'exemple en revoyant leur modèle de développement et en apprenant à vivre autrement : consommer moins mais mieux, vivre en harmonie avec la Nature, partager équitablement les ressources entre Nord et Sud et être solidaire des générations futures.
Tout le monde, chez les Verts, pense que l'Ecologie est à Gauche puisqu'elle prône une transformation de notre société et qu'elle ne peut cogérer avec la Droite.
Nous refusons de nous résigner à ce que les « lois de l'économie », votées par personne, s'imposent à nous et prennent le pas sur les choix démocratiques des citoyens.
Mais nous ne nous trompons pas de radicalité. Notre radicalité n'est pas d'Extrême-Gauche, elle est écologiste. A la différence des pensées libérales et marxistes, l'écologie politique ne croit pas que le progrès technique et économique puisse à lui seul assurer le développement harmonieux de nos sociétés. Pour les écologistes, l'opportunité d'une production doit être soumise à la question de son utilité, quelle soit sociale, environnementale, culturelle et pas seulement au fait qu'elle rencontre des besoins solvables. Il faut donc procéder à la reconversion écologique de l'économie.

Pour une politique sociale soutenable.

Nous réfutons une vision du monde qui réduirait l'être humain à n'être qu'un simple rouage de l'économie, réduit au rôle de producteur ou de consommateur. L'écologie politique considère l'individu dans sa globalité; un être doué de raison et d'émotivité avec sa part d'irrationalité : ses rêves, sa dimension affective, son aspiration à l'art, la culture, la beauté, sa sensibilité, sa spiritualité. Tout ce qui fait son humanité.

Nous sommes toutes et tous attachés aux valeurs de solidarité et d'humanisme mais la manière dont la Gauche traditionnelle, comme l'Extrême- Gauche, entendent répondre à ces enjeux ne nous satisfait pas.

Pour nous, les solidarités doivent être mises en place au travers du prisme d'un développement soutenable qui envisage et anticipe les conséquences environnementales de nos choix.

Si l'augmentation des revenus pour les plus modestes est légitime, la recherche aveugle de l' « augmentation des richesses » n'a pas de sens sur une planète dont les ressources sont limitées. C'est pourquoi nous militons pour une « juste répartition des ressources ». Le terme de « ressources » recouvrant à la fois les ressources naturelles, les biens matériels (dont nul ne nie la nécessité avec des conditions de sobriété) et les biens immatériels (culture, loisir, convivialité,...). Cela implique la remise en question de la nature de nos consommations.
Nous souhaitons, à ce titre, que le débat sur la Décroissance soit posé, lors des échéances 2007.

Remplacer le « pouvoir d'achat » par le « pouvoir de vivre ».

Nous proposons que soient choisies quelques grandes priorités qui seront développées par notre candidate à la Présidentielle et nos candidats aux Législatives sur le thème du Pouvoir de vivre :

une planète pour tous : protection de l'environnement et de la biodiversité, économie et partage des ressources, aménagement écologique du territoire, lutte contre le réchauffement climatique,

une activité pour tous : un revenu social en contrepartie d'une activité reconnue,

un habitat pour tous : un effort massif en faveur du logement social et d'économies d'énergies et d'eau,

des moyens de déplacement pour tous: développement des alternatives au tout-voiture et au tout-camion,

une véritable politique de coopération Nord Sud (coopération décentralisée) sans laquelle il n'est pas de sécurité possible.

27-30_OC-AG06.qxp 12/10/06 15:32 Page 28

VERTS ET FORTS, FOREVER! PRIM'VERT, L'AUTONOMIE ET LE CONTRAT

Rassembler les écologistes.

Notre priorité est l'environnement, car sa préservation et sa restauration sont la condition du maintien de la vie sur notre planète. Il n'y a pas de priorité plus prégnante. Pour prévenir et guérir les destructions environnementales, nous défendons un projet de transformation radicale de la Société. Pour peser et permettre cette radicalité, nous devons fédérer dans un même Mouvement les énergies militantes qui partagent le même constat et les mêmes solutions que les nôtres.

Exister Verts.

Trois principales stratégies existent chez les Verts :
- ceux pour qui les Verts doivent s'allier durablement avec le Parti Socialiste.
- ceux pour qui nous avons vocation à converger vers une Gauche radicale.
- d'autres, comme nous, pour qui l'Autonomie contractuelle est la façon de conjuguer la spécificité du paradigme écologiste avec la recherche de contrats pour être en situation de modifier les politiques publiques.

Pour nous l'urgence est de définir une orientation claire qui puisse être comprise par nos électeurs lors des échéances de 2007. Pour les Municipales, l'autonomie contractuelle se décline par des listes autonomes de premier tour avec fusion sur une base équitable au plan programmatique et au plan des responsabilités avec nos partenaires de Gauche.

Pour la Présidentielle, il est clair que notre représentante est Dominique Voynet.

Rompre avec la logique de la 5è République.

La 5è République surévalue le rôle du Président. Le changement de calendrier encourage le vote utile et accroît la bipolarisation.
Ne pas contester ces règles du jeu c'est se résoudre à remplacer une majorité bleu horizon par une majorité rose bonbon. C'est se résoudre à une écologie d'accompagnement, faute d'avoir les moyens de peser par un bon accord et par un groupe parlementaire pendant la durée du quinquennat.

Prévoir aujourd'hui pour le deuxième tour, au nom du désistement républicain, un appel à voter PS pour battre la Droite c'est nous inscrire dans une Ecologie de renoncement.

Le PS sera conforté dans sa conviction qu'il lui suffit de quelques verroteries pour s'attacher le vote des "indigènes" Verts : une ou deux décisions symboliques et quelques strapontins pour les chefs de case.

Le meilleur moyen d'obtenir au final un accord correct avec nos partenaires c'est de marquer aujourd'hui une rupture avec des négociations héritées de l'histoire de l'Union de la Gauche. L'acceptation de ces méthodes a montré que cela produisait une satellisation de tous les partenaires du PS.

Un bon accord sinon rien !

Pour 2007, aucun accord électoral ne saurait être conclu sans la garantie d'un groupe parlementaire et un accord programmatique exigeant, le tout validé par une consultation des adhérents. En tant que démocrates, nous sommes conscients que nous devrons accepter un compromis sur le plan programmatique. Des points sont essentiels: pas d'EPR, moratoire OGM, fiscalité écologique, plan climat, politique de la Nature, réforme des institutions, proportionnelle. Notre participation à un Gouvernement sera conditionnée à l'application de ces engagements dans les 6 premiers mois. En cas de non-application, nous sortirons du Gouvernement.
Prenant acte de l'échec des négociations actuelles, préparons des candidatures vertes autonomes dans les 577 circonscriptions.

Pour un fonctionnement participatif.

Si la « Synthèse de Reims » a été difficile à mettre en œuvre, nous saluons le travail du Secrétaire National, Yann Wehrling, qui a contribué à pacifier et rassembler notre mouvement. Nous regrettons que tout le monde n'ait pas joué le jeu.

Un Parti politique sert, principalement, à créer de la pensée, former des militants, informer les citoyens et gérer des enjeux de pouvoir. Nous mettons de plus en plus d'énergie dans la gestion de ces derniers et de moins en moins dans le travail politique. Si des changements statutaires majeurs pour aider notre Parti à devenir plus efficace sont nécessaires, nous devons aussi réfléchir à nos comportements et nos pratiques. Les Verts doivent s'appliquer à eux mêmes l'exigence participative qu'ils prônent pour la Société.

C'est le sens du travail de la RPI qu'il faut maintenant appliquer.

27-30_OC-AG06.qxp 12/10/06 15:32 Page 29

C

VERTS ET FORTS, FOREVER! PRIM'VERT, L'AUTONOMIE ET LE CONTRAT

Pour autant, trois aménagements essentiels doivent être effectués: l'exécutif des Verts doit être renforcé pour qu'il puisse accomplir ses missions, le CNIR doit avoir les moyens de vraiment être le Parlement Vert, les commissions thématiques doivent être reconnues et renforcées.

Croire aux Verts

L'herbe n'est pas plus verte ailleurs.
Nous avons des talents et des compétences. Valorisons-les.
Nous entendons trop souvent des commentaires, y compris dans nos rangs, qui nuisent aux Verts. Soyons conscients que les discours défaitistes sur notre état contribuent à nos renoncements. Renoncement à porter une analyse lucide sur l'état de la planète, renoncement à défendre la radicalité des solutions que nous savons nécessaires pour améliorer les choses, renoncement à nous ouvrir aux autres forces écologistes, renoncement à pratiquer la politique autrement, renoncement à assumer de façon autonome le paradigme écologiste.
L'autonomie contractuelle n'est pas synonyme de renoncement ou de vassalisation mais synonyme d'autonomie tout court quand le contrat proposé n'est pas bon.
Notre Congrès ne doit pas être perçu comme une « échéance à risques », mais
comme une occasion de grandir et de nous affirmer pour être attractifs et convaincants.
Nous sommes convaincus de nos forces et de notre capacité à agir.
Construisons ensemble l'écologie du 21ème siècle. Existons Verts

ALSACE
Marie-Madeleine BRAUD, Marc TOURNIER.

BOURGOGNE
Geneviève GIRAULT.

BRETAGNE
Marc MILLOT, Alain UGUEN.

CORSE
Jean-Paul QUENTIN.

HAUTE-NORMANDIE
David CORMAND, Alexis DECK, Gilles EUZENAT, Eric GRAVIER, Gérard LEVILLAIN, Claire LUTZ, Martine ROUZAUD, Frédéric WEISZ.

ILE-DE-FRANCE
Jean CALVET, Joël CHENAIS, Michel DUMITRESCUL, Romeo DUMITRESCUL, Michel GALLIMARD, Michèle GASPALOU, Jean-Baptiste LOBEL, Fernande OLIVEIRA.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Alain ALBERT, Lina ANGLES, Blaise APICELLA, Catherine APICELLA, Marie BACCAGLIONI, René BACCAGLIONI, Georges BAEZA, Maryse BAEZA, Thierry BAEZA, Olivier BARRIERE, Yves BASTIDE, Jean-Thomas BEAUGIER, Rémi BEAUGIER, René BECERRA, Alain BENEZECH, Annie BENEZECH, Aime BERMOND, Elisabeth BERMOND, Lordin BEZZOUH, Jean-Claude BIAU, Jean-Philippe BIAU, Magalie BIAU, Nadia BIAU, Angelique BLASQUEZ, Louis BLASQUEZ, Consuelo BOULIECH, Francis BOULIECH, Jacky BOULIECH, Cécile BOURGUET, Daniel BOURGUET, Sandra BOURGUET, Zina BOURGUET, Jean Pierre BRUDIEUX, Alain CAMBON, Christophe CAMBON, Philippe CAMBON, Simone CAMBON, Emmanuel CARGOL, Arlette CAUMEL, Yves CAUMEL, Calia CAURET, Sylvain CHIARAVIGLIO, Ghislain DAVID, Serge DEFEND, Isabelle DOUSSOT, Laurent DUPONT, Raymond ESCAMILLA, Chantal ESTADIEU, Bernard FARGIER, Jean-Paul FOURNOL, Henri FRICOU, Bernard GARCIA, Daisy GARCIA, Marie-Thérèse GARCIN, Edwige GAREL, Jean-Pierre GARRIGUES, André GAVEN, Andrée GAVEN, Christine GAVEN, Philippe GAVEN, Eric GELEDAN, Angelo

27-30_OC-AG06.qxp 12/10/06 15:32 Page 30

C VERTS ET FORTS, FOREVER! PRIM'VERT, L'AUTONOMIE ET LE CONTRAT

GIORDANO, Jean-Baptiste GIORDANO, Marie GIORDANO, Marie Pierre GIORDANO, Andrée GOUDARD, Pierre GOUDARD, Gina HOFFMAN, Jim HOFFMAN, Willy HOFFMAN, Alain JULLIAN, François LABERTRANDE, Maguy LABERTRANDE, Hélène LABRUNA, Jeanne LARDAT, Olivier LAURENT, Andrée LAVERGNE, Daniel LE FLEM, Linda LE FLEM, Lucette LLASSAT, René LLASSAT, Robert LLASSAT, Monserrat LOUPY, Simone LOUPY, Andrée LUBRANO, Sabine MANNA, Jacques MARADEI, Huguette MATHIEU, Valérie MAUREL, Paul MAUZAC, Didier MOLINA, Marie Claude MOLINA, Raymond MOLINA, Thierry MOLINA, Josette MONTAGNE, Francis NARDONE, Maryse NARDONE, Gérard NAUDIN, Gilbert PEDOUSSAUT, Corinne PENALVER, Manuel PENALVER, Hélène PERET, René PERET, Jean-Claude PIETRASANTA, Yves PIETRASANTA, Michel PIEYRE, Bruno PRIEZ, Michel PUYJALINET, Marie Rose RAMOND, Gérard RIGAL, David RODRIGUEZ, Frédérique RODRIGUEZ, Saturnin RODRIGUEZ, Mariano ROMERO, Mireille ROMERO, Regis ROMERO, Jacques ROYERE, Yvette ROYERE, Jeanne SAMBUCO, Stéphane SANCHEZ, Ampare STAINER, Irène THOMAS, Huguette VILLEGAS.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Jean-Marie ALLAIN, Dominique ISSELE.

POITOU-CHARENTES
Madeleine CLAUSTRE NAHON, Jean Michel NAHON.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Simone ABAUZIT, George AUTHEMAN, Anne-Marie BISTAGNE, Elisabeth BOLLET, Jean-Pierre FOUQUET, Anne-Marie GESRET, Francis ISNARDON, Gérard MELCHIOR, Luce MELCHIOR, Marie MOLINA, Lisa MOURLOT, Michel MOURLOT, Aïcha MUNIGA, Angélique MUNIGA, François MUNIGA, Jacques MUNIGA, Touria NEFNAF, Jean-François PERRIMOND, Franck PINI, Louis PONCET, Michèle PONCET RAMADE, Guy TEYCHENEY, Michelle-Anne TEYCHENEY, Murat TOK, Fatima UTARD.

RHÔNES-ALPES
Elisabeth LACROIX, Marie-Odile NOVELLI.

SAVOIE
Nicole HUGON.

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 31

AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI" (ELUARD)

La séquence électorale qui s'ouvre, des présidentielles de 2007 aux européennes de 2009, se présente comme une des plus difficiles que les Verts auront à affronter.

L'atomisation de la société, les coups terribles assénés par la droite, le piétinement des négociations internationales pour sauver la planète, la paralysie de l'Europe, l'ombre du 21 avril, la fascination-répulsion qu'inspire Sarkozy : tout semble conspirer contre notre projet fondé sur l'espoir d'un monde plus juste, plus solidaire d'un peuple à l'autre, d'une génération à l'autre.

Nos liens avec les mouvements sociaux sans-papiers,OGM, CPE, ... notre capacité à conduire des politiques alternatives, locales, municipales ou régionales, notre réformisme-radical, prouvent que nous sommes à la fois un parti de lutte et de gouvernement et que nous pouvons relever ce défi.

Le score de la présidentielle sera celui de tous les Verts,nous en serons toutes et tous comptables, nous devons soutenir activement notre candidate pour mener une campagne ouverte et audacieuse.

Il est cependant indispensable de déconnecter les enjeux du congrès de ceux de la campagne présidentielle : un congrès, c'est le choix dune orientation politique claire, de réformes et d'équipespour les porter pendant 2 ans.

Même si la synthèse de Reims a permis l'apaisement,elle n'était qu'une étape et n'a pu dégager des lignes politiques lisibles.

Des révoltes urbaines de l'automne 2005, qui ont montré la difficulté de la France à intégrer la diversité sociale et culturelle qui marque ses banlieues et ses quartiers relégués, à la crise énergétique, nous sommes aujourd'hui confrontés à deux questions majeures et intimement liées : la crise sociale et la crise environnementale.

La gravité et la répétition de ces évènements ne permettent plus de les considérer comme des crises, mais comme les éléments visibles dune mutation profonde.

Notre responsabilité aujourd'hui n'est donc plus d'alerter sur les causes ou les effets, mais de construire les réponses en terme de protection de la planète et des individus.

Face au chômage et à la précarisation galopante, nos objectifs de réduction du temps de travail seront entendus à condition de formuler des propositions concrètes sur le revenu d'existence, sur le partage des emplois, sur la redéfinition de nos besoins et de nos priorités : développement de l'économie sociale et solidaire, en particulier de l'aide aux personnes, de l'agriculture bio extensive, d'un tiers secteur fort.

Accomplir tout cela, c'est être sûrs de ce que nous sommes : savoir que nous n'aurons jamais raison seuls mais que nous ne devons rien céder sur l'essentiel. Nous ne devons pas nous isoler mais rester exigeants sur nos partenariats éventuels.

Penser notre ouverture aux autres acteurs sociaux, élaborer des propositions concrètes et savoir évaluer leur mise en oeuvre : c'est finalement penser un agenda 21 pour... les Verts !

Six orientations pour changer aujourd'hui

Nous avons élaboré collectivement avec les acteurs sociaux un programme pour changer le monde, nous en retenons six axes forts :

1 - L'écologie, un humanisme

Les urgences environnementales, sociales et sociétales sont indissociables et représentent une même priorité pour l'écologie politique. La crise environnementale sans précédent dont souffre notre planète ne peut être considérée isolément. Elle ne trouvera de réponse juste qu'à condition de prendre en considération ses effets directs sur l'équilibre de nos sociétés en terme social, économique et démocratique.

Nous devons travailler à :

- Renouveler le pacte républicain : pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait.

- Promouvoir une société multiculturelle qui respecte la diversité des modes de vie, des identités et des religions dans le cadre dune laïcité ouverte. Ni intégrismes religieux, ni sectarisme républicain.

- Combattre toutes les discriminations, de genre, d'âge, d'orientation sexuelle, territoriales, ethniques , en co-élaboration avec les acteurs de ces combats eux-mêmes.

- Lutter contre l'insécurité sociale et les injustices environnementales qui frappent d'abord les plus démunis. L'écologie politique est un outil d'émancipation contre toutes les formes d'inégalités. Des mesures significati-

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 32

D AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI" (ELUARD)

ves devront être prises : notamment contre la flexibilité, le démantèlement des retraites et des 35 heures qui restent à consolider.

- Rompre la logique du tout sécuritaire en rétablissant les libertés publiques. Dans le cadre de l'alternance, nous exigerons l'abrogation les lois Sarkozy et Perben 1 et 2, ainsi que la régularisation de tous les sans papiers. Nous devrons travailler avec le parti vert européen et le groupe parlementaire vert européen pour inverser la tendance à la restriction des libertés qui gagne toute l'Europe.

2- L'écologie, une radicalité efficace

Nous devons en finir avec les incantations sans lendemain : notre radicalité doit être en mesure de se confronter à la réalité pour la transformer dans les faits, que ce soit en agissant sur les politiques publiques, ou, lorsque les autres moyens démocratiques sont entravés, par la désobéissance civile.

- De la politique des déplacements de Paris, Lille, Nantes, au mariage de Bègles ; de la démocratie participative à L'Ile Saint-Denis au fauchage des OGM, la radicalité menée localement et assumée politiquement fait plus évoluer la société que bien des incantations révolutionnaires. Chaque fois, nous mettons nos adversaires - voire nos partenaires - en difficulté et les obligeons à évoluer. Nous devons engager des politiques publiques à partir des expériences et des réussites de nos élus locaux et régionaux.

- Quand des choix techniques, tels que les OGM, engagent l'avenir dune société, c'est aux citoyens d'en décider et non aux lobbies. Nous proposons que le Parlement revoit dans un sens plus démocratique et participatif les procédures des conférences de citoyens et du débat public.

- Nous devons renforcer la participation de tou-tes les citoyen-nes à lélaboration de leur destin collectif - y compris dans l'entreprise - avec un volontarisme politique spécifique auprès des plus exclu-es.

3- L'écologie au cœur de l'économie

il est prioritaire de :

- mettre en oeuvre des politiques alternatives qui s'opposent aux logiques du productivisme.

- Favoriser l'innovation et la recherche au service de l'intérêt général.

- Réorienter la politique énergétique en décidant dune sortie progressive du nucléaire.

- Engager une politique fiscale incitative pour répondre aux nouveaux besoins nés des contraintes environnementales éco-redevance sur le transport routier de marchandises.

- Lancer un grand plan ferroviaire européen incluant le transport combiné et financé par l'euro-vignette.

- Développer de nouvelles activités et renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, des collectivités et des autres acteurs publics.

Ces mutations économiques ne doivent pas se confondre avec la décroissance. Produire moins et plus équitable, c'est donner un autre contenu à la croissance.

4- L'écologie, une nouvelle solidarité planétaire

- Défendre une nouvelle Constitution européenne, socle dune Europe de la solidarité et du développement durable, en reprenant l'idée dune Constituante, seul moyen démocratique acceptable pour refonder les institutions européennes. Il est plus que temps d'affronter tous ensemble les institutions de Maastricht-Nice qui verrouillent l'Europe dans une situation d'économie de marché non contrôlée par une Europe politique paralysée.

- Développer un partenariat Nord-Sud, qui favorise la paix, les échanges équitables, l'égalité sociale et environnementale. Nous devons augmenter le budget français de l'aide au développement et exiger le contrôle parlementaire de la politique africaine de la France.

5 - L'écologie exige un parti vert fort

- une augmentation significative des adhérents par la simplification des procédures d'adhésion et l'adhésion nationale à 15 euros.

- une attention particulière à la présence et à l'accès aux responsabilités des populations minorisées dans le parti féminisation, rajeunissement, élargissement de notre base sociale et ouverture aux minorités visibles .

- Après un débat interne sur la RPI, adoption par un référendum militant avant mars 2007.

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 33

AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI" (ELUARD)

6 - L'écologie, l'avenir de la gauche

Pour construire un rapport de force au sein de la gauche, il faut :

- Favoriser l'autonomie des Verts aux élections, dans le droit fil de la motion de Reims.

- Nouer des accords électoraux liés aux accords programmatiques.

Dans les conditions d'un accord politique, doivent figurer :

- Une sortie progressive du nucléaire : abandon de l'EPR, fermeture de centrales dans la mandature...

- L'arrêt immédiat des OGM en plein champ jusqu'à preuve de leur innocuité et loi d'amnistie pour les faucheurs.

- Des mesures concrètes et coercitives de lutte contre le réchauffement climatique : transports publics, circulations douces, bridage des moteurs, ferroviaire pour le fret, efficacité énergétique dans l'habitat, développement des carburants bio, aides massives aux économies d'énergie ...

- Un ministère d'Etat pour le droit des femmes et des minorités, avec comme objectif de renforcer la parité, la représentation de tous et de toutes et la lutte contre les violences liées au genre, racistes et homophobes.

- L'eau comme service public.

- Une citoyenneté pleine et entière pour tout-tes les résident-es en France.

- L'instauration immédiate d'une proportionnelle corrective, "à l'allemande" et, plus largement, d'une 6ème République qui renforce les régions, la démocratie parlementaire et la démocratie participative.

- Une loi-cadre pour le tiers secteur garantissant son financement et son autonomie.

- Une charte pour la ville durable (logement social, foncier, démocratie...) comme un des enjeux des prochaines municipales.

ALSACE

Dominique HUMBERT, Eric SCHULTZ, Cléo SCHWEITZER, Djamila SONZOGNI.

AQUITAINE

Cyndie AFONSO, Jean-Michel ARDOUIN, Fatima BATIKHI, Nourdine BATIKHI, Fatima BATIKHY, Alexane BAURES, Patricia BAURES, Christophe BEDIN, Abderrahman BEKRAOUI, Laurent BENI, Lionel BENICHOU, Bruno BEZIADE, André BONIFACE, Lionel BROSSEAU, Marie Claude BUISSON, Lisa CALVET, Xavier CANTAT, Thierry CAPDEVIELLE, Bernard CAUSSE, Philippe CAZENAVE, Martine CHEVAUCHERIE, Patrick CONCHEZ, Stéphane DENJEAN, Roger DULOUT, Martine ETCHEGOIN, Michel ETIENNE, Patricia FENOCCHIO, Oscar FERREIRA, Alain FERRIERE, Mounia FERRIERE, Fabrice FLOCH, Maria De Fatima GARNET, Virginie GARNIER, Clément GODAME-BANGOU, Antoinette GUHL, Mickael GYORS, Frédéric INIZAN, Alfred KAMAYENWODE, Narcisse KAMAYENWODE, Selim KANCAL, Ali KOURA, Ginette LABARTHE, Pascal LABERDESQUE, Bernard LACLAU-LACROUTS, Marc LAMARCHE, Sophie LAMARCHE, Alexandre LESBACHES, Wilfrid-Alain LIYOT, Ahmed MAAMOR, Pierre MACIA, Noël MAMERE, Fabrice MATHIVET, Christian MERLETTE, Jean michel MEYRE, Gilles MONVILLE, Carla-Maria MOREIRA-MARINHEIRO, Christiane NADAU, Joanna PUECH, Rose-Marie RAMOS, Célestin RANGBA, Jennifer RAVASSON, Gilles REY, Nathalie RICHARD, Clément ROSSIGNOL, Viviane ROUYANI, Antoine SCHREIBER, Peggy SENECAL, Anicet SOPI, Emmanuel STOLL, Raymonde STOLL, Jérome TEISSEIRE, Josette TEISSEIRE, Louis TEISSEIRE, Jean Valéry THORAVAL, Jean-Valéry THORAVAL, Marie-Héléne TORRELL, Yvon VENTADOUX, Toufik ZARROUGUI.

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 34

D AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI" (ELUARD)

AUVERGNE
Vincent BESSAT, Clarissa CARRILLO BESSAT.

BOURGOGNE
Philippe DELVALEE, JEAN-Michel MANQUAT.

BRETAGNE
Jeannick DELTOUR.

CENTRE
Abdelaziz BAHADDOU, Ahmed BAHADDOU, Asma BAHADDOU, Achmi BENBELKACEM, Yusuf CELIK, Youssef EL HASSANI, Tayeb EL MANKOUCH, Youssef EL-HASSANI, Karim LAANAYA, Josette MADROLLE, Xavier MADROLLE, Younous OUZAANIK, Khalid QASEM, Idriss QUERROUANI MOULAY, Idriss QUERROUANI-MOULAY, Richard THIBAULT, Murat ULKU.

CORSE
Serge GUARDIOLA.

FRANCHE-COMTÉ
Françoise PRESSE.

HAUTE-NORMANDIE
Thierry LECERF.

ILE-DE-FRANCE
Catherine ALFARROBA, Pierre ALFARROBA, Nathalie ALONSO, Lydia AMARA, Pédro AMARAL, Marie-Thérèse ATALLAH, Jacques AUBARD, Nicole AZZARO, Guillaume BAK, Violette BARANDA, Elsa BASTIDE, Denis BAUPIN, Emilio BELIZON, Hacène BELLOU, Jean-Félix BERNARD, Lazare BIAKA, Marie-Claire BOUNON, Khadija BOURCART, Ahmed BOUZID, Frédéric BRUN, Catherine CALMET-REBERIOUX, Marie-France CARMAGNAT, Bernard CHAPPELLIER, Olivier CHAPPELLIER, Ali CHARAF, Naji CHARAF, Francine COMTE SEGRESTA, Jean-François CORIOLLE, Florence DE MASSOL DE REBETZ, Colette DELAIRAT, Mathieu DELPRAT, Mahamadou DIABY, Khadra DIDI, Réda DIDI, Denis DROUHET, Chantal DUCHENE, Jean-Luc DUMESNIL, René DUTREY, Mireille FERRI, Sarah FEUILLETTE LEGALL, Guillaume FILLON, François-Xavier FLORES, Nicolas FOURMONT, Alain FOURNIER, Marie-Claude FOURNIER, Claudette FYOT, Bruno GARNERONE, David GREAU, Dalila HAMADACHE, Neila HAMADACHE, Muriel HAUCHEMAILLE, Mikaël HIRSCH, Bernard JOMIER, Bertrand JULLIEN, Stéphane JUNG, Gérald KAUFFER, Nabila KERAMANE, Rachel KHAN, Freddy KLAUK, Xavier KNOWLES, Fabrice LACOMBE, Anick LAGNEAU, Antoine LAGNEAU, Ali LAHLOV, Régis LANG, David LE PABIC, Stéphanie LEGER, Sébastien LEPLAIDEUR, Dan LERT, Alain LIPIETZ, Jean-Yves LOISELAY, José LOPEZ, Olivier LOWCZYK, Luz LUCENA, Serge MAROLLEAU, Renaud MARTIN, Pierre-Yves MAUGARD, Joseph MAZIJI, Sébastien MERIC, Dominique MERLE, Julien MOCCOZET, Florent MOUILLERAC, Luc NGUYEN VAN THUY, Eric ORIOT, Albert PEIRANO, Jean-Bernard PEYRONEL, Marie-Françoise PORCHE, Vanessa PRUDON, Thierry PUISY, Georges PUTEGNAT, Olivier RAYNAL, Yassin REZZOGUI, Christophe RIBET, Emmanuelle RIVIER, Franck Georges ROLLAND, Damien ROMANET, Zaïa SAHRAOUI, Stephane SEBERT MONTELS, Pierre SERNE, Aurélie SOLANS, Yann SOLANS, Claire SOUAILLE, Anne SOUYRIS, Mehmet ULKER, Francis VALETTE, Anne-Marie XAMBEU, Stéphanie YORMAZ, Charles REMY.

MIDI-PYRÉNÉES
Brigitte DESVEAUX, Jean-Paul RUSSIER.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Benoît BERTHE, Katia BITTNER, Fabienne BOURON, Vincent BOUTRY, Denis BUHAGIAR, Régine CALZIA, Jean-François CARON, Gérard CHAVY, Claude COCHARD, Christine DEGRUGILLIER, Bernard DESPIERRE, Pascal MULLIE, Didier PIRSON, Cyrille PRADAL, Zahia RAHNI, Hervé RUBIN, Madjouline SBAI, Philippe TOSTAIN, Jean-Luc VANDEKERCKOVE, Daniel VINCENT, Naceira VINCENT, Sadek VINCENT, Thierry WILLAEY.

PAYS DE LA LOIRE
Mouloud ABDELKAFI, Elhadi AZZI, Ali BENAKLI, Joseph BONNET, Jean CAROTI, Marie-Christine CHAINAIS, Hélène COMBE, Ronan DANTEC, Béatrice DELASALLE, Frédéric RATOUIT.

POITOU-CHARENTES
Didier BERTIN, Gabriel DELICOURT, Natalie GANDAIS-RIOLLET, Denise SABOURIN.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Achoura ADDA-BOUDJELLAL, Sihem ADDA-BOUDJELLAL, Ceïf-Eddine AGGOUN, Fatima AGGOUN, Fayçal ATTALAH,

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 35

AUDACES ! "UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE MAIS IL EST DANS CELUI CI" (ELUARD)

Karim ATTALAH, Ziane ATTALAH, Pierre AUBRY, SORAYA AUNAY, Mourad AZIZ, Otmane AZIZ, Ali BADECHE, Khelil BADECHE, Sébastien BARLES, Fabienne BARRERE ELLUL, Jean-Luc BENNAHMIAS, Sofiane BENSAAD, Mohamed BENSAADA, Souad BENSAADA, Zakaria BENSAADA, Bernard BOSSA, Chistine BOUARD, Djamel BOUCHIKHI, Joëlle BOULAY, Loïc CAUVIN, Sarah-jane CAUVIN, Florence CHALIER, Bruno CHIAMBRETTO, Alain CHOUZENOUX, Bruno COCAIGN, Véronique COCAIGN, Marine COCAIGN', Michaëla DARMON, Yamna DJARROUM, Yamina EL-KADI, Nicole ESPOSITO-LEMASSON, Claude-Alain FALZON, Khadija FARINA, Nathalie FONT, Rémi GAECHTER, Alexandra GOMES, Farida GRABSI, Christèle GROSHANY, Nadege GUIBRETEAU, Nadia KHELOUFI, Sofien KHELOUFI, Mustapha LABIDI, Nadia LABIDI, Samira LALAOUNA, Mohamed LAQHILA, Claude LECLERE, Jean-Luc LEMASSON, Jean-François LUCAS, Christophe MADROLLE, Brigitte MARCO, Sandrina MARTINS, Rachid MAZOUZ, Cécile MOLL, Jean Francois PADOVANI, Marine PISAPIA, Nelly PRONOST, Marion RAMADE, Jean RIESENMEY, Pascal ROUSSEAU, Michèle RUBIROLA, Hervé SCHMIDT, Lionel SEGARRA, Daniel SEIDENBINDER, Pierre-Yves SEIDENBINDER, Luc SEMERIVA, Pierre SEMERIVA, Roselyne SEMERIVA, Hervé TALRICH, Jacques VASSILEFF, Yasmina ZERDOUM, Karima ZIANI-AZIZ.

RHÔNES-ALPES

Salima BENHAFED, Gilles BUNA, Nadia CHOUATI, Marina GIROD-DE-L'AIN, Pierre HEMON, Pierre KERMEN, Brigitte MONTIGNOT, Raymonde PONCET, Loic ROBERT, Elvan UCA, Sehar YILDIRIM.

31-36_OD-AG06.qxp 12/10/06 15:34 Page 36

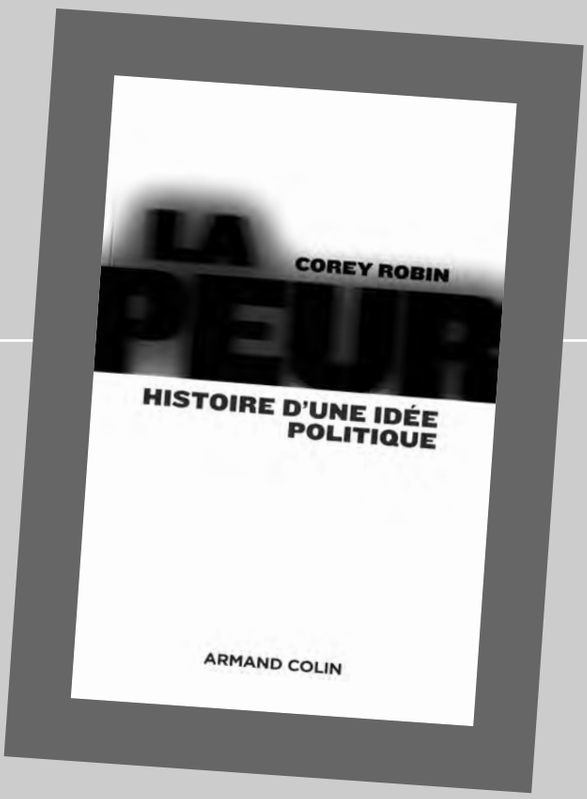
EN VENTE À LA LIBRAIRIE ÉCODIF

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Politique

- *La peur, histoire d'une idée politique*, Corey Robin, Armand Colin, 2006, 366 p., 26 euros¤
- *Femmes en politique*, Catherine Achin et Sandrine Lévêque, Repères La Découverte, 2006, 122 p., 8,50 euros
- *L'extrême gauche plurielle, entre démocratie radicale et révolution*, Philippe Raynaud, Cevipof – Autrement, 2006, 201 p., 17 euros
- *La démocratie histoire d'une idéologie*, Luciano Canfora, Faire l'Europe - Seuil, 2006, 482 p., 24 euros¤
- *Les goulags de la démocratie*, réflexions et entretiens, Angela Davis, Au Diable Vauvert, 2006, 157 p., 15 euros
- *Traité de démagogie appliquée*, Sarkozy, la récidive et nous, Serge Portelli, Michalon, 2006, 138 p., 12 euros



37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 37

OUVRIR, RÉFORMER, RASSEMBLER LES VERTS

La politique se fait désormais dans un monde anxiogène. Les tensions internationales, la guerre pour des ressources énergétiques plus rares, les premières manifestations du choc climatique, l'hégémonie désastreuse des Etats-Unis, la contre menace terroriste, l'enlisement d'une Union européenne affaiblie, l'impuissance des Etats à combler les inégalités même en partie, tout entretient la peur, le repli sur soi, le besoin de réassurance.

Ainsi, le décalage entre les discours politiques et les perceptions de nos concitoyens s'est accru fortement. Les conditions de vie d'une partie de la population et l'érosion des anciens cadres de l'action collective favorisent les dérives communautaristes et individualistes.

A la demande de nouvelles sécurités collectives et d'un recul de la violence, la droite répond depuis cinq ans par la fuite en avant libérale, conservatrice et autoritaire.

Lanceurs d'alerte, nous avons dénoncé les impasses du productivisme, du capitalisme sans entrave, d'une droite qui veut la revanche, d'un simple replâtrage de ce qui a fait faillite.

Il nous appartient de passer de l'annonce de la crise à la promesse de mutation. Les Verts doivent proposer les changements, indiquer les étapes.

L'élection présidentielle ouvrira un cycle qui décidera des investissements stratégiques du futur (énergie, transports, sécurité sociale, santé, recherche) et redistribuera tous les leviers d'action publique.

De notre score, sera déduit en large partie le potentiel des Verts pour toute la séquence.

Notre AG doit donc donner un signal public de clarification, d'unité et de mobilisation.

Des Verts autonomes !

On entend dire que l'écologie serait l'affaire de tous les partis (et par conséquent d'aucun) ou un enjeu réservé aux « spécialistes » de l'environnement : il faut réaffirmer au contraire le rôle essentiel d'un courant politique écologiste dans notre pays.

L'écologie politique a choisi de s'allier à la gauche mais elle n'est pas réductible à un courant de la gauche traditionnelle, elle exprime une autre vision de la transformation.

L'identité de la gauche repose sur la question sociale et la redistribution des richesses : l'écologie politique revisite ces questions : les rapports sociaux sont inséparables de la façon dont on produit, de ce qu'on produit et de ce que l'on compte, et par conséquent des rapports avec la nature.

Comme la nature ignore les frontières humaines, tout l'édifice de la gouvernance mondiale doit être repensé.

En commençant en Europe : nous réaffirmons notre attachement à l'élargissement de l'Union y compris à la Turquie, et à son approfondissement, à la remise en chantier du projet constitutionnel, à la relance de politiques communes que seules interdisent les égoïsmes nationaux et les protectionnismes plus ou moins avoués. Nous réaffirmons notre volonté de paix, de non violence.

Des Verts pour un accord solide à gauche !

Dans l'opinion monte une double aspiration à faire barrage à Sarkozy et à renouveler profondément le personnel politique.

Pour que ce barrage soit solide, et pour que ce renouvellement ne soit pas formel, nous agissons publiquement pour un accord de législature et de gouvernement entre la gauche et les écologistes.

Le pôle de « radicalité » qui refuse de se salir les mains dans l'exercice des responsabilités, et dont les préoccupations écologistes sont incertaines, ne correspond pas à cette orientation.

Les premières discussions avec le Parti socialiste, n'ont cependant pas abouti.

Les incontournables d'un accord sont connus: au plan électoral, un groupe parlementaire Vert ; au plan programmatique, un projet de loi sur la proportionnelle, la réorientation forte des politiques en matière d'énergies, (opposition au nucléaire, pas d'EPR, promotion massive des économies d'énergie et des énergies renouvelables propres) en matière de fiscalité écologique, de transports (pas un kilomètre d'autoroutes en plus), de reconversion industrielle, d'agriculture (Stop Ogm, réforme des aides) de déchets (moratoire incinérateurs), de santé, de lutte contre la précarité et les inégalités, de 6ème République, d'asile et d'immigration, de rapports Nord-Sud ; une réforme de l'Ecole, de la police, de la justice, de nouvelles avancées contre les discriminations, pour les droits des femmes.

37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 38

E
OUVRIR, RÉFORMER, RASSEMBLER LES VERTS

Il s'agit de donner la priorité à des politiques globales aboutissant à des résultats partagés par le plus grand nombre. Alors que se développent les « incidents climatiques » et que le mal logement devient une réalité de plus en plus massive, notre pays a besoin d'une politique volontariste, couplant lutte contre l'effet de serre et reconstitution du lien social.

Cette bataille du contenu, nous la mènerons aussi longtemps qu'il le faudra, devant l'opinion publique : c'est à une AG extraordinaire ou un à référendum militant qu'il reviendra, en temps utile, de décider finalement.

Des Verts unis et ouverts !

Les Verts doivent répondre à toute initiative pour la tenue d'Assises de l'écologie politique pour faire entrer dans le débat public de l'année prochaine, quelques grandes propositions d'actions à mener dans la mandature 2007 /2012.

La question se pose en terme de convergence sur toute la séquence électorale et non de ralliement ou de fusion.

Ces assises devront être ouvertes aux associations, mouvements et personnalités actives sur le terrain de l'environnement, aux réseaux de l'économie sociale et solidaire, de solidarité avec le Sud, de défense des droits des étrangers, de lutte contre la précarité et pauvreté, aux syndicalistes de la reconversion écologique, aux mouvements régionalistes et de consommateurs…
Au-delà, Les Verts doivent chercher à construire les plus larges échanges avec les milliers de citoyens qui, chaque jour, expérimentent et inventent, dans les marges du présent, les outils et les usages d'un avenir durable.

Des Verts populaires !

Personne parmi les Verts ne souhaite voir l'écologie réduite à une préoccupation des *classes moyennes* urbaines diplômées.

Développer les Verts c'est les mettre en dialogue avec les groupes sociaux les plus éloignés de la politique.

D'abord parce que les plus pauvres paient le plus lourdement la facture de la dégradation environnementale.

Ensuite parce que dans les résistances et les innovations de ceux d'en bas, se modèle le monde de demain : les immigrés en lutte, la banlieue qui brasse les populations, la jeunesse qui aspire à l'autonomie, les créateurs d'activité qui recomposent le lien entre revenu et travail, les militants des circuits courts, tous disent la vérité d'une civilisation qui se cherche et peut s'inventer.

Nous avons vocation à bâtir le mouvement d'une nouvelle promesse générationnelle. Entre l'annonce des catastrophes et le « rien n'est possible » il y a place pour le discours d'un autre chemin pour celles et ceux qui enjamberont la totalité de ce siècle, qui verront leur existence traversée par deux mutations majeures, le changement climatique et la crise énergétique.

Le projet vert doit permettre à chacun de réussir sa vie, avec les mots, les images, les cadres d'actions, les exigences de notre siècle.

Des Verts organisés tout simplement !

Ce dont les Verts ont besoin : une équipe exécutive resserrée, soudée et légitime, un CNIR retrouvant son rôle d'élaboration et de contrôle politiques, des commissions reconnues, des élus locaux et régionaux écoutés, des compétences militantes valorisées.

Les courants et les groupes de pression internes ne sont forts que parce que l'exécutif et le parlement verts sont faibles.

Il est temps de réinterroger la règle de la proportionnelle intégrale dans la désignation du Collège exécutif. Au lieu d'inciter au rassemblement, elle donne une prime à chaque sous chapelle, elle pousse à « se compter », au détriment de l'intérêt commun.

Il est temps de faire respecter l' « obligation démocratique » : elle passe par le respect des décisions prises. Le respect des droits des minorités ne signifie pas la possibilité de saboter une décision de la majorité.

Il est temps enfin de construire notre mouvement par « en bas » c'est-à-dire de donner plus de poids à tous les groupes locaux et de simplifier l'adhésion.

Nous proposons donc que nos statuts soient revus à l'automne 2007, autour de quelques propositions simples , par exemple : instauration du vote à la majorité de 50% + une,sauf pour les changements statutaires, création d'un secrétariat exécutif à plein temps, élargissement du bureau du CNIR ou création d'un Bureau national, association à ce bureau à titre consultatif des représentants des élus nationaux et des secrétaires régionaux, implication des membres du CNIR dans des commissions thématiques préparatoires des séances plénières, élargissement du rôle des groupes locaux .

37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 39

OUVRIR, RÉFORMER, RASSEMBLER LES VERTS

Des Verts qui sont un plus :

Les Verts disposent aujourd'hui de vrais atouts : Leurs militants sont actifs dans les luttes et dans les mouvances des propositions alternatives concrètes. Leurs élus conduisent des politiques lourdes. La qualification des militants s'est accrue. Le travail des commissions, la volonté de co-élaborer le projet vert avec les acteurs sociaux ont permis d'avancer.

Enfin, les Verts ont Dominique Voynet comme candidate à l'élection présidentielle. Beaucoup d'entre nous l'avons soutenue lors de la primaire et se sont reconnus dans le ton, le style, les contenus qu'elle a proposés aux Verts.
Reconnue, audible et déterminée, elle sera, dans cette campagne, une des voix de notre mouvement, dans toute sa diversité. Elle aura besoin de notre soutien, pour faire entendre nos idées, éveiller l'attention de tous à l'utilité et à l'urgence de nos propositions.

Notre pays a besoin d'un parti écologiste ambitieux, plus préoccupé de « sauver la planète » que de querelles internes !

Voilà pourquoi, après avoir tout fait pour éviter l'émiettement des courants, nous appellerons lors de l'AG à la constitution d'une très large majorité pour piloter les Verts

Nous pouvons compter et peser sur l'avenir, si nous le voulons !

Pour tout contact : Michel Bock
bockm@wanadoo.fr

ALSACE
Kalima ARBOUCHE, Andrée BUCHMANN, Marie-Dominique DREYSSE, Jacques FERNIQUE, Laurent FRITZ, Michèle GARTNER, Christophe HARTMANN, Jean-Jacques HEITZ, Alain JUND, Dominique KERN, Maurice SCHAEFFER, Jacky WALCH, Yann WEHRLING.

AQUITAINE
Benoist AULANIER, Jean François BERTHOU, Martine BISAUTA, Gaëtan BRIZARD, Gérald BRUN, André CAZETIEN, Gérard CHAUSSET, Françoise COME, Laure CURVALE, Frédéric DANJON, Monique DE MARCO, Nathalie DELEST, Daniele DUCHATEAU, Daniel DURQUETY, Philippe ETCHEVERRY, Yves FREYSSINIER, Jean HARISTOY, Daniel HEGOBURU, Hugues LABERGERIE, Marie LAFFAILLE, Catherine LAFON, Jean Luc LAMOUREUX, Philippe LARIDAN, Jeanne LASSARTESSE, Jean-Marc LASSUS, Benat LAXAGUE, Claire LE LANN, Jean LISSAR, Jean-François MOREAU, Patrick NOUGUES, Nathalie PAROIX, Marie PICARD FELICES, Jean-Claude PRADELS, Jérome PROVOST, Jean-Michel SEGRETIN, Dominique VAILLANT, Pierre VEDRENNE, Marie-Jeanne VEDRINE, Txomin VOUILLAT, Michéle YOU.

AUVERGNE
Danielle AUROI, Anne BABIAN-LHERMET, Michel COSTE, Hervé MANTELET, Martine REMBERT-MANTELET, Lionel ROUCAN.

BASSE-NORMANDIE
Annie ANNE, Antoine ASTRUC, Daniel BOSQUET, Samia CHEHAB, Pascal GILOIRE, Béatrice GOSSET, Johann GUERARD, Julien HERMILLY, Jean-Marc JOLY, Rudy L'ORPHELIN, Benoit LAMY, Nicole LANDRE, Christophe LANGLOIS, Aurélie LEVASSEUR, Assani MARI, Hélène MARIE, Mickaël MARIE, Blandine MASSOT, Sabine MICHAUX, Virginie MOREAU, Jonathan MORICE, Pascal POISSON, Yannick SOUBIEN, Jean-Luc VERET.

BOURGOGNE
Christine DURNERIN, Philippe HERVIEU.

BRETAGNE
Jacques CAPLAT, Béatrice CHASLE, Catherine DEBROISE, Jacqueline GOUELOU-CAPLAT, Daniel LE BIGOT, Isabelle METAYER.

CENTRE
Antony BIKIALO, Serge BIKIALO, Sylvie BURGUNDER, Florence DOUCET, Christian FEUILLET, Jean-Philippe GRAND, Alain PENNETIER, Dominique RONCERAY.

CHAMPAGNE-ARDENNES
Patrick BOURLON, Gérard CROUZET, Pascal FLANDRIN, Raymond JOANNESSE, Gerard JOLY, Stéphane JOLY, Jacques SAUX, Thierry WIPPLER, Mireille WOJNAROWSKI.

FRANCHE-COMTÉ
Dominique ALAUZET, Eric ALAUZET, Pascal BLAIN, Marc BORNECK, Daniele BOURGON, Marie-Agnès CHALUMEAUX, Philippe CHATELAIN, Gérard CHOUQUER, Adrien DUCROT,

ERRATUM

Ci-dessous, les signatures manquantes de la motion d'orientation E (pages 39-41)

"Ouvrir, réformer rassembler les Verts":

Alsace
Nehling Herrade

Aquitaine
Patricia Varailhon

Guadeloupe
Muguette Laurencius

Haute Normandie
Stephanie Tranchard

Languedoc Roussillon
Roselyne Bahler

Midi Pyrénées
Hachemi Fouzia
Michel Geoffre

Pays de Loire
Arlette Mouseau

Rhône Alpes
Michèle Bret

37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 40

E
OUVRIR, RÉFORMER, RASSEMBLER LES VERTS

Antoinette GILLET, Pierre GILLET, Hubert GUYET, Jean-Roger LOUP, Sébastien MAIRE, Sylvie MEYER, Isabelle NOUVELLON, Marine RONZANI, Gerard ROY, Claude STEVENOT, Corinne TISSIER.

HAUTE-NORMANDIE

Laurent BADREAU, Sylvain BIGAUD, Michel COLETTA, Pierre DIEULAFAIT, Jean-Claude DUJARDIN, Michel FLAMBARD, Jean-Pierre GIROD, Alain JAUNET, Véronique JULLIEN, Anne KOZLOWSKI, Malka KREIZEL DEBLED, Frédéric LAMBLIN, Nathalie MAINE, Stephane MARTOT, Francois-Marie MICHAUX, Cyrille MOREAU, Daniel MOUSSET, Thierry QUENNEHEN, Claude TALEB, Laurence TRANCHARD.

ILE-DE-FRANCE

Isabelle AGIER CABANES, Mohamed AMAR, Alain AMEDRO, Aline ARCHIMBAUD, Jacques ARCHIMBAUD, Danièle AUFFRAY, Jean-François BAILLON, David BELLIARD, Frédéric BENHAIM, Rachida BENHAOUZI, Stéphane F.M. BERNARD, Albert BISCHEROUR, Michel BOCK, Michelle BOCK, Cecile BOUDEREAUX, Laurent BOUDEREAUX, Abdel-Krim BOURAKBA, Hervé BOURDIN, Bruno CANEPA, Patrick CHAIMOVITCH, Dominique CLOAREC, Franck CONTAT, Ginette CONTRASTIN, Jean COUTHURES, Emmanuel CUFFINI, Sophie DEFFARGE, François DELCOMBRE, Marie DELHOMMEAU, Denis DELRIEU, Jean-Marc DENJEAN, Diana DUNNINGHAM CHAPOTIN, Patrick FRANJOU, Marilyn GAUBERT, Patrice GOHIER, Matthieu GOURY, Frédéric GRADWOHL, Jeannine GUILLEMOT, Pénélope KOMITES, Julie LAERNOES, Bernard LAPONCHE, Dominique LARREY, Jean-Patrick LE DUC, Philippe LEBEAU, Henri LEBLANC, Laure LECHATELLIER, Elisabeth LOICHOT, Eric MACE, Gilles MARTIN, Pierre MATHON, Jean-Louis MAYER, Laurence MERMET, Richard MERRA, Guillaume MOOG, Anne-Laure NADLER, Olivier PAGES, Pierre PARREAUX, Jean-Marc PASQUET, Patrick PLANQUE, Eve POULETEAU, Dominique POUSSOU, Alexis PROKOPIEV, Raymond PRONIER, Pierre RADANNE, Cécile RANGUIN, Stéphane REIJNEN, Christophe RIEUZE, Nathalie RIVAS, Marie-Anne ROBERT KERBAT, Philippe ROBERT KERBRAT, Jean-Claude ROGER, Adrien SAUMIER, Didier SEGAL SAUREL, Carole TAIEB, Bruno TARRAUD, Frédérique TARRIDE, Laurent TAUPIN, Jean-Luc TERREYRE, Elisabeth THEVIN, Henri TIRARD, Tân TRAN, Pierre VALPREDA, Michel VAMPOUILLE, Pierre VOLTA, Hélène ZANIER.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Maria ABD-RABI, Marcel ARANDA, Yosra ATTIGUI, Cécile BALESTIER, Mahfoud BENALI, Abdel aziz BENGARAA, Gérard BERLAN, Florence BON, Isabelle BONAT, Michèle COMPS, Mina CULOMA, Yves DE FRANQUEVILLE, Renée DESCH, Nabil DIFAI, Michel DUMAS, Christian DUPRAZ, Fabrice FERNANDEZ, Frédéric GOULET, Zohra HAMAM, Jérémie IORDANOFF, Sylvain IORDANOFF, Brahim KOUKOU, Bernard LAPORTE, Soumya LAQHILA, Michel LENTHERIC, Annick LLEVOT, Mustapha MAJDOUL, Jean-Claude MANCIONE, Jacqueline MARKOVIC, Loïc MARTINEZ, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Jacques OLIVA, Artee PANRAY, Christine PLECIS, Emmanuel REYNAUD, Jean-Louis ROUMEGAS, Pierre SABAT, Gerard SAEZ, Catherine SANT.

LIMOUSIN

Laurence GUEDET, Jean-Luc GUERINEAU, Natacha JACQUIN.

LORRAINE

Sylvain MARTINEZ.

MIDI-PYRÉNÉES

Roger AUDRA, Jean-Michel BESSE, Jacques BLOY, Brigitte BROZIO, Karl-Heinz BROZIO, Elisée BRUGAROLAS, Catherine BRUNET, Jean-Louis CALMETTES, Alain CAZENAVE PIARROT, Ghali CHOUARFIA, Stéphane COPPEY, Gilles DADOU, Emmanuel DAUPLE, Nicole DEDEBAT, Françoise DEDIEU CASTIES, Arlette DUBALEN, Catherine DUBUISSON, Régis EDART, Michel GEOFFRE, Xavier GIL, Charles GUILLOU, Fouzia HACHEMI, Henri LOURDOU, Thierry MALAGANNE, Olivier MARTIN, Catherine MORZELLE, Hugues MOURGUE, Evelyne NYBELEN, Bernard PASTOUREL, Louisa REBAI, Pierre REDONNET, Thibault RENAUDIN, Alain RIGOUT, Max SANTAELLA, Marc SARACINO, Georgette SAUVAIRE, Josette SUBRA GERAUD, Jean-Luc TORRECILLAS, René-Marc WILLEMOT.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Vincent BOCQUET, Marcel LEFEVRE, Paolo-Serge LOPES.

37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 41

E

OUVRIR, RÉFORMER, RASSEMBLER LES VERTS

PAYS DE LA LOIRE

Patrick BAZIN, François BEAUMERT, François BILLET, Jean-Marc BONHOMME, Emmanuelle BOUCHAUD, Hélène BOUCHOUX, Nadine BRUCHER, Jean-Marie BRUNEAU, Jean-Luc BRUNET, Olivier BULARD, Christophe BULTEL, Christelle CARDET, Christophe CARDET, Bertrand CARON, Guillaume CHOCTEAU, Catherine CHOQUET, Yves CHOQUET, Jacques COCHY, Patrick COTREL, Christian DAMENSTEIN, François DE RUGY, Pascale DEBORD, Christine DELABYE, Gilles DENIGOT, Bernard GARNIER, Claudine GOICHON, Nicole GUY-BECHET, Nicolas HELARY, Yann HELARY, Christian JAMES, Jean-Pierre LE LAY, Jean-Philippe MAGNEN, Gilles MAHE, Anne-Marie MARCHAND, Jean-Michel MARCHAND, Jean-luc MARIONNEAU, Arlette MOUSSEAU, Patrick NAIZAIN, Michel NARIOO, Didier NAUDON, Fabienne NEVEU, Dominique NORVAL, Didier QUERAUD, François SIMON, Paul-Gaël SIMON, Loïc SIMONET, Jacques TESTARD, Isabelle VERDON, Marie-Jeanne VERNAGEAU BAZIN.

PICARDIE

Sylvie BERTOLI, Arnaud CARON, Philippe FICHAUX, Bruno GUILLEMIN, Marie Christine GUILLEMIN, Gilles MOREAU, Olivier TOUPIOL.

POITOU-CHARENTES

Yves BRION, Alain BUCHERIE, Jean COLLON, Nicole DELPIT, Sandrine GAILLARD, Joëlle LAPORTE-MAUDIRE, Laurent RATAT, François RIEDEL, Serge RIVET.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Aline ABBURA, Sabine ABOUDOU, Christiane ACHE-ARI, Nassabia AHAMADA, Saïd AHAMADA, Zaliata AHAMADA, Akoub ALI, Bacri ALI, Smaïl ALI, Mohamed ALI-SAID, Eric ASTIER, Marie-Cécile ASTIER, Maurice ATTIAS, Nadège AUDOUCET, B-Toufik BADECHE, Saïdoumamadou BARRY, Dalila BENAMAR, Kader BENAMAR, Sarah-Karina BENAMAR, Alain BOS, Marie-Christine BOUCHEZ, Julie BOYER, Florence CALISTI, Muriel CANOVAS, Frédérique CHARTRAND, Renaud CLARTE, Dominique CLAVERIES, Jennifer CRAVERO, Hélène D'ORTOLI, Frédéric DA COSTA SOARES, Cyril DI MEO, Saida EL MOKADEM, Nadia ELKHALFI, Franck EMON, OLIVIER FEUILLERAT, Sandra GANE, Serge GIACOPELLI, Hélène GOMIS, Catherine GUEMGUEM, Abdallah-Ali HASSANE, Nadia HASSANI, Youssef HASSANI, Aliocha IORDANOFF, Arinna LATZ, Denis LEBIODA, Robert LINDECKERT, Pascale LORENZO, Francine MAHDJOUBI, Mourad MAHDJOUBI, Youcef MAHDJOUBI, Philippe MAZEL, HAKIM MENACER, Nadia MENACER, Marie-Christine MERCIER, Maxime MIHIERE, Abida MOHAMED, Elamine MOHAMED, Kamal MOHAMED, Marianne MOUKOMEL CLARTE, Faouzia NAHOUZIA, Jean NAYA, Rémi NAYA, Thierry PAGNIEN, Laurent PERALLAT, Eric REININGI, Hervé RICHARD COCHET, Brigitte ROSSO-RICHETTO, Idris SAID, Said-Mohamed SAID-TOURQUI, Jacky SALIM, Aela SCHULLER-GUILLO, Nicolas SIMON, Syndie SIMON, Joseph UZZO, Nelly ZERBIB.

RHÔNES-ALPES

Jean-David ABEL, Dominique ALLAIN, Fatima ASQUEL, Jean-Michel BAILLY, Jean-Philippe BAYON, Françoise BESNARD, Ourdia BON-WARDIA, Pierre BOUQUET, Jean-François COLIN, Philippe CROUZET, Pierre DIVIANI, Jean-Jacques GIBAUD, Guylaine GOUZOU-TESTUD, Catherine HERBERTZ, Chantal KERLAN, Jackie LAVIGNE, Daniel LE BRET, Michaël LEIBMAN, Olivier LONGEON, Nicole LUQUET, Patrice MABARI, Krystine MASSARD, Joël MAZALAIGUE, Maurice MOREL, Patrick ODIARD, Anne PARTENSKY, Jean-Claude RAY, Gérard RIVORY, Mireille ROY, Patricio SILVA, Jean-Louis TESTUD, José-Louis THERY, Grégoire VIALLETON, Philippe VIALLETON, Luc VOITURIER.

SAVOIE

Bernard BACHASSON, Thierry BILLET, Nicole BILLET LAFOND, Michèle BRET, Catherine CHOTIN, Stéphane CURIOZ, Patrick DUCHEZ, Marc DUMOUTET, Anne HUGUET, Bernard JUILLET, Jean-Louis MOLIE, Pierre PERRET, Pierre VIGUIE.

GUADELOUPE

Marie-Josephine AKO, Jean Luc AMIENS, Nice CAMBRONNE, Wilfrid CAMBRONNE, Raymond CORNELIE, Gabrielle Lucette DEVONIN MAGNE, Harry DURIMEL, Albert MAGLOIRE, Patrick PIRBAKAS, Marie-Line PIRBAKAS GROEVIUS, Philippe RIBERE, Régine TITE, Jocelyne TRAVENTHAL HATCHI, Philippe VERDOL, Marion VINDEX.

37-42_OE-AG06.qxp 12/10/06 15:35 Page 42

EN VENTE À LA LIBRAIRIE ECODIF

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Zoom

- *Peut-on faire l'économie de l'environnement ?* Cosmopolitiques numéro 13, octobre 2006, 18 euros

Quatre siècles de capitalisme ont conduit la planète vers sa plus grave crise environnementale: pour vivre comme un habitant des pays « riches » qui symbolisent la réussite économique, il faudrait 4 terres. Notre mode de vie occidental n'est donc pas généralisable. Or c'est bien lui qui attire les deux milliards de Chinois et d'Indiens en train de rejoindre le marché mondial du travail et de la consommation.

Pour sortir de cette impasse, il nous faudra négocier notre mode de vie. Cette négociation de fera à l'échelle nationale, selon des compromis propres à chaque société. L'enjeu de l'emploi et la capacité des mouvements sociaux et environnementaliste à élaborer des solutions communes y seront déterminants. Mais la négociation se jouera également au niveau international, où il faudra bien trouver les voies de la construction d'un consensus qui répartisse équitablement les efforts à fournir entre tous les pays.

Ce numéro nous conduit sur les chemins à pratiquer pour réorienter radicalement nos modes de production en respectant les exigences démocratiques, des expériences locales aux négociations internationales sur le changement climatique. Il s'agit bien d'inventer les politiques radicales qui ne perdent pas de vue les impératifs globaux (réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre, décroissance de l'empreinte écologique…) tout en s'attachant à trouver les compromis sociaux qui façonneront les évolutions pacifiques vers un nouveau mode de vivre ensemble.

Avec notamment les contributions de :

• Denis Clerc, fondateur d'*Alternatives Economiques*, économistes et écologistes : les passeurs et les radicaux

• Elizabeth Economy, Asia studies at the Council on foreig relations in New York City, La Chine face au défi environnemental

• Serge Latouche, professeur émérite à l'Université de Paris XI, « Le changement de cap ne se fera pas sans douleur »

• Jean-Pierre Berlan, directeur de recherche à l'INRA

Lettre ouverte aux agriculteurs progressistes qui s'apprêtent à semer du mais transgénique

En libraire à compter du 17 octobre 2006. En vente également chez Ecodif au 01 53 19 53 19 ou sur www.cosmopolitiques.fr

43-46_OF-AG06.qxp 12/10/06 15:36 Page 43

POUR DES VERTS UTILES… À LA DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE CONVIVIALE !

F

Motion d'orientation proposée par le réseau "Pour des Verts utiles" (PVU), seul à s'être opposé à la Synthèse de Reims.

A : Nous sommes tous d'accord

Pour gagner du temps, disons que nous souscrivons aux longues analyses préliminaires, qui, reprenant les grandes thèses du parti, font l'ordinaire des motions d'orientation par lesquelles vous êtes sommés de vous ranger dans un camp.

B : Réduire l'impact écologique en améliorant la qualité de vie

Sans agiter les peurs et rejetant toute "écologie autoritaire", nous voulons convaincre qu'une franche décroissance de l'impact écologique de nos modes de vie actuels, peut et doit se faire en augmentant le confort de vie culturel, psychique, social, affectif, environnemental, d'au moins 90% des habitants de la planète.

C : Synthèse de Reims : " la maison brûle ! "

Les Verts sont aujourd'hui dans une extrême faiblesse. CNIR et Collège Exécutif semblent noyés dans la "politique pareille ou pire", incapables de porter haut un point de vue vert, perdant le contact avec l'immense masse des acteurs du mouvement social, des écologistes du quotidien qui emplissent biocoops, salons de modes de vie alternatifs, AMAPs, etc. Nous n'avons jamais été aussi bas dans les intentions de vote, nos finances exsangues compromettent la pérennité du parti, notre organisation est inadaptée aux exigences de la réalité, comme aux désirs des militants et des élus, qui se sentent abandonnés à leur sort.

D : Des dirigeants qui doivent prendre du recul

L'équipe dirigeante (somme toute peu renouvelée depuis 1993, en motions sempiternellement recomposées) aura pourtant essayé toutes les postures : gauchisme "radical" de la présidentielle 95, puis extrême "réalisme" pro PS durant l'expérience gouvernementale, puis retour vers la "gauche radicale", enfin "tous unis" derrière leur "plus petit dénominateur commun" rémois…

E : Fin d'un cycle

Il est temps de mobiliser une nouvelle génération d'organisateurs politiques verts.

F : Pour des Verts Utiles...

Le réseau PVU rassemble des écologistes qui se sont sentis minoritaires sous toutes les majorités récentes qui ont gouverné les Verts. Après quelques années d'expérimentations préalables, ce réseau s'est organisé pour atteindre un premier palier d'objectifs, via le dépôt de motions nationales d'orientations.

G : ... à la démocratie écologique ...

Notre précédente motion reprenait le projet de Félix Guattari en 92, d'un parti laboratoire d'une vraie démocratie écologique, en prise avec l'ensemble des segments culturels et sociaux qui composent notre société, et qui aspirent à un avenir digne et serein pour tout ce qui vit sur terre. De ce texte nous souhaitons retrouver le souffle dans l'ensemble de nos actions, y compris institutionnelles.

H : ... conviviale !

Après avoir ranimé en interne le débat "à quoi doivent servir les Verts ?", nous précisons ce que pourrait être une démocratie participative écologique, par la notion de convivialité héritée d'Ivan Illich, "Une société qui limiterait la puissance de ses outils en deçà du seuil où ceux-ci empiètent inévitablement sur les facultés autonomes des gens, mériterait d'être appelée conviviale".

I : Les valeurs clé

A Reims, nous les avions publiées comme contribution. Nous les soumettons cette fois comme motion ponctuelle (pages 76-77). L'objectif étant de commencer à les utiliser de manière expérimentale, comme une charte engageant tous les adhérents verts, de principes clé qui doivent guider notre fonctionnement, nos engagements, et nous aider à régler nos conflits, pour ensuite l'inclure, modifiée ou non, dans nos statuts.

J : À quoi doivent servir les Verts ?

Les Verts doivent être un parti utile aux citoyenNEs : leur permettant de s'impliquer concrètement dans la mise en place des politiques qui régissent leur vie ; en mettant à leur disposition les outils adéquats afin d'amener notre pays et la communauté internationale à adopter des politiques justes et durables.
L'objectif premier de tout éluE vert est d'obtenir aux citoyenNes toutes les facilités possibles pour accéder à toutes les informations qui affectent

43-46_OF-AG06.qxp 12/10/06 15:36 Page 44

POUR DES VERTS UTILES… À LA DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE CONVIVIALE !

leur vie, afin qu'ils puissent prendre conscience des multiples aliénations de notre société, se mobiliser pour s'en libérer, et exercer leur pouvoir de contrôle et de proposition à tous les niveaux de leur choix.

K : Un "pouvoir doux"

Depuis 2004 les initiatives de PVU, seule opposition à la « Synthèse de Reims », ont participé à réhabiliter au sein du parti des problématiques et concepts fondateurs tombés dans l'oubli, tels : "éthique de responsabilité", "qu'est-ce qu'être écologiste ?", "décroissance", "convivialité", "démocratie écologique", ... Si notre score à Reims fut aussi "ridicule" que celui de R. Dumont en 74 (1,36%), notre « soft power » (capacité à influencer d'autres corps politiques) a été manifeste sur l'ensemble des tendances internes, et à présent également au-delà de notre parti.

L : Rassemblement de tous les écologistes

L'état actuel de la représentation écologiste en politique exige un nouveau "rassemblement de tous les écologistes". Les sympathisants de Rahbi, Latouche ou Bové, ceux de Hulot, Lepage, Arthus-Bertrand, de Silence !, L'écologiste, La Décroissance, etc., ont un socle commun, qui pourrait leur permettre de s'allier durablement.

M : Présidentielle

Privés d'un forum fin 2005, pourtant nécessaire et statutaire, nous nous sommes engagés de la pire manière dans le piège présidentiel. Il faudra faire avec, en essayant d'obtenir le meilleur résultat possible, tout en restant attentifs aux évolutions du paysage politique, et capables, si nécessaire, de se rallier à une meilleure opportunité.

N : Législatives

L'état actuel du paysage politique et de notre crédibilité au niveau national, obligera sans doute à présenter des candidats vertEs autonomes partout où nous en serons capables, sauf accélération inattendue du processus de Rassemblement des Ecolos, ou dynamique unitaire de la gauche anti-libérale compatible avec l'écologie, ou nouveau 21 avril.

O : Préparer les échéances suivantes

Appliquons les statuts, utilisons les prochains Forum et Congrès nationaux pour envisager globalement, tirer les bilans étape par étape, combiner et préparer de manière écologiquement cohérente les municipales, cantonales, sénatoriales, européennes, régionales.

P : Un parti laboratoire

Cessons de tripatouiller les statuts vers toujours plus de contrôle et de centralisme. Imaginons et expérimentons des règles et des méthodes qui favorisent la transparence, le pluralisme, la tolérance mutuelle, la convivialité, notre implantation profonde dans la société, toutes conditions à l'indispensable "féminisation" du parti. Constituons un lieu d'accueil et d'appui à toutes les initiatives sociales, de culture et de recherche, dans les domaines de la vie urbaine, de l'éducation, de la santé, des médias alternatifs, ...
Dans le cadre de ce texte nous ne pouvons détailler, vous trouverez des éléments plus précis sur www.pourdesvertsutiles.info
Quelques pistes :

Q : Expérimenter d'autres fonctionnements

Mettre en place des protocoles de prise de décision collective. Intégrer les apports des scrutins de type préférentiel. Contre les désignations par dégommage, imaginer (collèges genrés, tirage au sort).

R : Mutualisation des expériences

Un intranet efficace, enrichi avec archives et moteur de recherche. Penser un planning écolo de forums, fêtes, journées. Des lieux "verts" de rencontres, vacances, détente, séminaires.

S : Communication des Verts

En interne : relancer l'ancienne "Tribune" trimestrielle d'expression des sensibilités, groupes de travail, initiatives innovantes. Promouvoir l'utilisation du Service de Listes Vertes.
En externe : un "Vert" mensuel qui s'adresse vraiment à notre électorat. Articuler le site Web national avec "Vert", Citron Vert, Grain Vert, ... Offrir aux adhérents une plateforme de blogs. Résister nous-mêmes au conditionnement mass-médiatique, que par ailleurs nous réprouvons. Forger une complicité avec les médias alternatifs, régionaux, satyriques ou thématiques.

T : Mise en valeur des acquis et compétences

Les pratiques d'épuisement, de dévalorisation et d'exclusion doivent

43-46_OF-AG06.qxp 12/10/06 15:36 Page 45

POUR DES VERTS UTILES… À LA DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE CONVIVIALE !

cesser. Il faut au contraire permettre à chacun de se réaliser, afin de préparer toute une nouvelle génération à assumer la montée en puissance de notre parti.

U : Imbrication dans la société civile

Favoriser de nouvelles formes d'activité militante, à partir de groupes de base ouverts, ou sectoriels, ou limités à une action, etc., adaptées aux particularités régionales, qui permettent à l'ensemble des acteurs sociaux et culturels, et à chacunE, de s'inscrire dans l'action des Verts.

V : Violence ?

L'appréhender lucidement : la violence est un fait, les recettes sécuritaires ne peuvent que l'aggraver. À nous de démontrer que c'est la nature même de notre organisation sociale qui est hyper violente (lutte de tous contre tous, inégalités, asservissement du reste de la planète, pillage des ressources et du vivant, prolifération nucléaire) et qu'il faut revoir de manière radicale notre mode de vie, comme en interne notre façon d'être Verts.

W : Une implication européenne et mondiale

Reprendre et développer les expériences menées par la Commission Transnationale de 96 à 2001 et abandonnées depuis (notamment soutien aux vrais défenseurs d'un rapport pacifié entre l'humain et la planète), celles type Paris-Munich (échanges transnationaux entre groupes locaux).

X : Ethique de responsabilité

Reconstruire notre crédibilité sur une véritable cohérence entre nos objectifs affichés et les pratiques réelles de nos éluEs, délégués, membres et groupes.

Y : Forum 2007

Sans tarder, préparer le Forum d'automne 2007 (prévu par les statuts) pour y faire le bilan des présidentielle et législatives (et préparer les municipales) et celui des expérimentations de fonctionnement.

Z : Congrès des Verts 2008

Démontrons que ces propositions peuvent être, d'ici 2008, la base d'une remotivation et d'un nouvel élan, tant nécessaires.

Site : www.pourdesvertsutiles.info
Contact : verts.utiles@noos.fr
Mandataire : Pascale Girard 06 30 13 50 51

AQUITAINE
Xavier LHOMME, Anne-Marie PETIT.

BOURGOGNE
Farid GHEHIOUECHE, André ROUX, Charlotte SEITZ.

BRETAGNE
Philippe LADAME, Jean Philippe SAP.

CENTRE
Dominique BRANCHER, Alain VIZET.

CORSE
Hélène BABIN.

HAUTE-NORMANDIE
Guillaume BLAVETTE.

ILE-DE-FRANCE
Johane ALLOUCH SCHALLER, Chantal ASCOET, Antoine BIARDEAU, Monique CARDOT, Yann FABIEN, Philippe GANDILLON, Pascale GIRARD, Viviane MEILHAC, Guy PECHEU, Eduardo RODRIGUEZ, Thierry SEGAUD, Vincent SIMONACCI.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Pierre CASADEVALL.

MIDI-PYRÉNÉES
Rémi PEYRAUD, Odile VERDURE-LABEILLE.

RHÔNES-ALPES
Daniel FRANCOIS, Sébastien NAAR-MOLHO.

SAVOIE
Luc ANSELME.

GUADELOUPE
Jean-Luc MAILLOT.

43-46_OF-AG06.qxp 12/10/06 15:36 Page 46

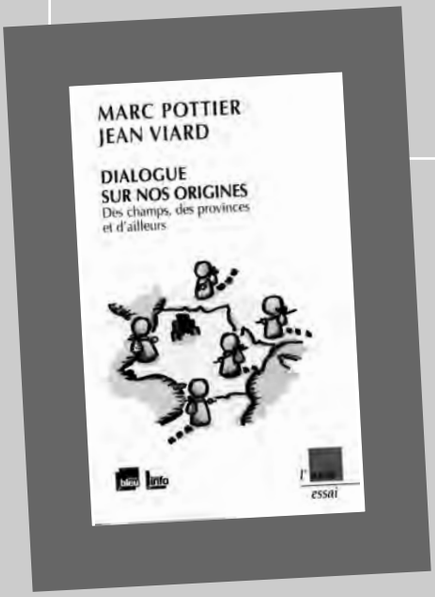
EN VENTE À LA LIBRAIRIE ECODIF

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Société

- *Dialogue sur nos origines*, des champs, des provinces et d'ailleurs, Marc Pottier et Jean Viar, Ed. de l'Aube, 2005, 10,90 euros
- *L'économie solidaire, prendre sa vie en main*, Jacques Prades et Bernadette Costa-Prades, Les Essentiels Milan, 2005, 65 p., 5,5 euros
- *La Goutte d'Or, quartier de France*, la mixité au quotidien, Maurice Goldring, Autrement, 2006, 186 p., 17 euros ¤
- Parias urbains, Loïc Wacquant, La Découverte, 332, 2006, 36 p., 23 euros
- *Quartier nord*, François Ruffin, Fayard, 2006, 517 p., 22 euros ¤
- *La naissance du monde moderne* (1780-1914) C.A. Bayly, Le Monde diplomatique – Les Editions de l'Atelier, 2006, 606 p., 30 euros
- *Ikea : un modèle à démonter*, Olivier Bailly, Denis Lambert et Jean-Marc Caudron, Ed. Luc Pire - Oxfam, 2006, 109 p., 15 euros



47-50_OG-AG06.qxp 12/10/06 15:41 Page 47

L'ÉCOLOGIE : L'ESPOIR EN ACTES POUR DES VERTS AUTONOMES, RADICAUX ET OUVERTS

Depuis 25 ans, Les Verts, lanceurs d'alertes, défendent une écologie de la nécessité. **Il est urgent de proposer une écologie de l'espoir.**

Nous devons réaffirmer l'écologie politique comme alternative au productivisme et au libéralisme. Nous devons répondre aux citoyenNEs désemparéEs qui votent sans espoir pour les extrêmes.

Ni caution verte de la social-démocratie ni béquille de l'extrême gauche, l'écologie politique invente un chemin singulier, rouvre le champ des possibles.

Car le diagnostic est posé : les écosystèmes s'épuisent, la biodiversité disparaît, le changement climatique s'accélère. Contre le modèle productiviste dominant et les exigences insensées des plus riches, l'écologie politique s'impose. Dans la continuité de la motion de Reims, nous réaffirmons le paradigme écologiste, l'autonomie, l'écologie de transformation.

Forts de leur expérience du terrain et des institutions, Les Verts sont attendus pour reconstruire l'espoir. A nous de répondre présents.

• Notre écologie...

...est radicale

Lutte contre l'effet de serre, sortie du nucléaire, décroissance de notre empreinte écologique, refus des OGM…autant de décisions pour lesquelles tout retard aggrave les périls.

...féministe, sociale et populaire...

Les dégâts du capitalisme frappent d'abord les catégories sociales les plus fragiles. Nous sommes engagéEs aux côtés des sans-papiers, des sans-logement, des sans-emploi et les seuls à tenir compte de l'interdépendance des problèmes environnementaux et sociaux. Les luttes que nous menons pour l'eau, l'énergie, les droits des femmes, l'éducation et la recherche, la santé, le handicap, les services publics en général sont aussi des solidarités concrètes.

...européenne et altermondialiste

L'écologie est sans frontières. Ainsi, en 2009, nous souhaitons l'élection d'une Constituante qui permettra de fonder une Europe de paix, fédérale. Par ailleurs, refusant le pillage des pays pauvres, leur transformation en poubelles des pays riches, nous soutiendrons le Sud, riche de sa diversité de populations, de cultures, tout en respectant sa quête de démocratie.

La politique est l'affaire de toutes et tous

Notre écologie implique une démocratie vivante, à l'image de la diversité de la France. Réhabiliter la politique, c'est lutter contre les discriminations, rénover les pratiques et réformer les institutions. A condition aussi de restaurer la confiance, en particulier des classes populaires, dans leur capacité à décider de leur sort. Faisons de l'universalisme une réalité et non une simple idée !

• Autonomes et ouverts...

...dans nos combats

Depuis le séisme du 21 avril, des répliques ont traversé la société : TCE, émeutes des banlieues, CPE. Poser les conditions d'une véritable alternative pour battre la droite sans permettre son retour dès 2012 nécessite de tirer dans les actes les leçons de l'échec du gouvernement Jospin.

Clarification et confrontation

Nous avons vocation à être les représentants politiques légitimes de l'ensemble de la mouvance écologiste, des militants de la protection de la faune et de la flore, de la décroissance, de l'économie sociale et solidaire. Décentralisées, les Assises de l'écologie politique démarreront après la présidentielle. A l'opposé d'un événement médiatique ponctuel, elles réaffirmeront sur la durée la globalité de l'écologie politique, opposée à la fois au néolibéralisme et au productivisme.

Nous devons poursuivre la clarification et la confrontation avec les associations, syndicats, partis avec lesquels nous avons des convergences mais aussi des divergences, comme nous l'avons fait sur la privatisation d'EDF, où nous avons défendu un service public de l'énergie non nucléaire. Dans tous nos combats, nous devons porter nos valeurs écologistes et notre volonté d'agir dans les institutions.

Coélaboration

Sortir du nucléaire, défendre la biodiversité, une nouvelle politique de l'immigration et de l'accueil, promouvoir un tiers-secteur alternatif au

47-50_OG-AG06.qxp 12/10/06 15:41 Page 48

G L'ÉCOLOGIE : L'ESPOIR EN ACTES POUR DES VERTS AUTONOMES, RADICAUX ET OUVERTS

secteur concurrentiel, basculer d'une société sécuritaire à une société conviviale, lutter contre les violences de genre, élaborer un nouveau compromis social, désenclaver les zones rurales et les quartiers déshérités, passer d'une politique de soins à une véritable politique de santé, entrer dans la VIe République, relancer l'Europe…autant de chantiers pour lesquels convergences et partenariats à géométrie variable permettront de définir des stratégies pour chaque objectif politique.

Ouverture

Au-delà de la séquence électorale, nous devons construire une **autonomie ouverte** s'appuyant sur un partenariat privilégié avec les mouvements autonomistes, particulièrement R&PS, et la gauche associative. A Cherbourg, à Cachan, à Calais, lors de fauchages, aux côtés des chômeurs, des précaires, des convergences existent. A nous de renforcer durablement ces coopérations.

Ni Linkspartei à l'allemande ni alliance à droite avec CAP 21, nous voulons un vrai mouvement de l'écologie politique.

...et aux élections

La présidentielle

Une candidature verte pour porter nos idées, nos propositions, expliquer la radicalité et la spécificité de l'écologie, fédérer les initiatives alternatives (éducation populaire, logiciels libres, AMAP, ESS...), des engagements citoyens (pour les droits humains, les circulations douces, les zones protégées, contre l'amiante, les incinérateurs, les autoroutes…) Nous redonnerons la parole à toutes celles et ceux pour qui la politique est discréditée.

Les législatives

Il ne peut y avoir d'accord électoral (au moins 50 circonscriptions réservées dont 25 gagnables) sans un accord programmatique exigeant, multilatéral avec les partis de gauche qui le souhaitent, comprenant **l'arrêt de l'EPR, la sortie du nucléaire, un plan contre l'effet de serre, la hausse des minima sociaux et une réforme institutionnelle instaurant la proportionnelle** afin de peser sur les politiques publiques. Une AG extraordinaire devra ratifier ce double accord. Si ces conditions ne sont pas réunies, les Verts auront des candidats dans les 577 circonscriptions. En cas d'accord politique et de victoire de la gauche et des Verts, une participation gouvernementale passera par un accord d'exécutif de coresponsabilité et sera validée par un CNIR exceptionnel au lendemain de la présidentielle. Nous devrons être prêts à quitter le gouvernement si l'accord n'est pas respecté, comme dans toutes les collectivités territoriales (ville, département, région).

Les municipales

Troisième temps de la séquence électorale, les municipales sont un moment fondamental pour affirmer notre autonomie, selon la stratégie définie à Reims. Elles seront coordonnées nationalement avec la mise en place de conventions thématiques et la mutualisation du matériel de campagne. Lançant des dynamiques citoyennes porteuses de transformation sociale, elles s'incarneront dans des listes Vertes et ouvertes dans au minimum toutes les villes de plus de 50 000 habitants.

• Un nouveau départ pour Les Verts

Parité, fédéralisme, proportionnelle, convivialité, non-violence, partage des responsabilités électives, autant de principes fondateurs qui doivent guider un mouvement pour attirer vers lui des citoyens exaspérés par les dysfonctionnements de la République. A cet égard, nous devons être le laboratoire des réformes prônées pour la société : mise en place du mandat unique, mode de fonctionnement non présidentialiste, respect des minorités... La réflexion engagée à travers la RPI doit enfin aboutir à la nécessaire réforme des statuts. **Nos valeurs ne peuvent pas être sacrifiées à une normalisation du parti.**

Le nombre des adhérents ne suffit pas à faire la force d'un parti mais il y contribue. Nous sommes trop peu pour pérenniser nos présences dans les institutions et sur le terrain. Nous devons développer une culture d'adhésion, en offrant à celles et ceux qui partagent nos grandes orientations, croiséEs ici et là, un lieu propice aux débats d'idées.
Faisons preuve de volontarisme pour que les Verts soient divers, à l'image de la société, avec la garantie d'accès partagé aux responsabilités et d'une politique ambitieuse de formation des militants.

Pour réussir à évoluer vers un fonctionnement respectueux des règles dont nous nous dotons collectivement, cohérent avec ce que nous souhaitons pour la société en terme de démocratie participative, **une «**

47-50_OG-AG06.qxp 12/10/06 15:41 Page 49

L'ÉCOLOGIE : L'ESPOIR EN ACTES POUR DES VERTS AUTONOMES, RADICAUX ET OUVERTS

Constituante » Verte sera organisée lors d'une AG extraordinaire convoquée trois mois après les municipales. Elle aura pour mandat de redéfinir des règles précises et les moyens efficaces de les appliquer : renforcer le lien commissions/CNIR, réformer les modes d'élection et la composition du CE et du CS, mieux définir le rapport élus-militants, limiter les cumuls d'indemnités, renforcer le fonctionnement interrégional, utiliser le vote préférentiel…

Donner aux jeunes, aux femmes, aux victimes de discriminations la place légitime qui est la leur, répondre aux attentes citoyennes, anticiper les crises à venir pour les empêcher tout en proposant des modes de vie où le « bien être ensemble » remplacera le « consommer plus », réinventer un projet européen exaltant, les tâches sont multiples mais la feuille de route est claire.

Ce sera le **3e temps de l'écologie politique**. La pertinence du message écologiste et notre volonté de modifier les politiques publiques sont reconnues. Il nous appartient désormais d'incarner l'espoir d'un autre futur dans lequel les rapports sociaux seront profondément modifiés. Nous devons convaincre de transformer notre démocratie actuelle, productrice de compétition et d'exclusion, par des modes participatifs, coopératifs et respectueux de la planète.

Quand les autres forces politiques renoncent, il revient aux Verts de faire preuve de créativité pour montrer la possibilité d'une autre société. Notre conviction pourra être partagée si elle vit au travers d'utopies concrètes, de solutions politiques à la fois réfléchies et radicales. Sa crédibilité est à ce prix.

AQUITAINE
Bertrand GAUFRYAU, Dominique MATHIEU VERITE, Annick MINNAERT, Marc SEVE.

AUVERGNE
Paulette AGNESA, Benoît BEAUCHAMP, Philippe BERTRAND, Jacques BLAIZE, Mathieu BOSSART, Eliane BROUSSE, Jean CHAMBEAU, Stéphanie DUBREUIL, Chantal GIRODEAU, Hélène LEVET, Annick MARECHAL-MAUCHIEN, Jean MERCIER, Marie-Christine PETIT BELOUIN, Yves REVERSEAU, Daniel RONDEPIERRE, Nicole ROUAIRE, Jean-Paul VARIN, Odile VIGNAL.

BOURGOGNE
Christophe BOUDET, Claude BOURGADE, Christian GERMAIN, Jean-Michel PEYRAUD, Philippe SCHMITT, Wilfrid SEJEAU.

BRETAGNE
Xavier BARON, Gérard BORVON, Youenn CREAC'H, Angélique DU BOISGUEHENNEUC, Jean-Marie GOATER, Didier IBAGNE, Tudi KERNALEGENN, Lars KIIL-NIELSEN, Nicole KIIL-NIELSEN, Jocelyne LE BOULICAUT, Lucienne ROGEAU, Michel ROLLAND, Mathieu THEURIER.

CENTRE
Rachid ATTEYE, Roukya ATTEYE, Abdellah BOUIKELFIDEN, Thierry BROCHERIOU, David CHOLLET, Magali DAIGMORTE, Caroline DEFORGE, Emmanuelle DERUY, Yannick DOLEANS, Nino-Anne DUPIEUX, Philippe DUPIEUX, Gilles ENGELS, Sammy ENGRAMER, Claude EPINEAU, Thierry GERMAIN, Jimmy HUSSON, Christian LABES, François LAFOURCADE, Mohamed LASLA, Emilie LAVAL, Denise LENIAR, Roland LENIAR, Laurent LERICHE, Abderrahmane MARZOUKI, Olivier MASSON, Alain PACHET, Paul PLOUGONVEN, Isabelle PLUYAUD, Christophe ROSSIGNOL, Pierette ROSSIGNOL, Arnaud TERY, Céline TOURNERIE, Hasan YILDIZ.

CHAMPAGNE-ARDENNES
Patricia AUBERTIN, Philippe DEBEIRE, Hervé MURGIER.

CORSE
Marie-Antoinette FAUCONNIER, Jean GRAZIANI, Francine TRAMONI.

FRANCHE-COMTÉ
Anne MAIRET, Hervé PRAT.

HAUTE-NORMANDIE
Sebastien BONAY, Yannick BOURREL, Martine FAUCHARD, Benoît FENAULT, Jacqueline FIHEY, Alain GOFFI, Catherine GOMBERT, Guillaume GRIMA, Jean-Yves GUYOMARCH, José KAZADI, Celine MARTINEAU, Yannick POTEL, Victoria SELWYN.

ILE-DE-FRANCE
Rodéric AARSSE, Laurent AUDOUIN, Pascal AUDRY, Suzanne AUGER, Marcel AZRA, Nadine BENKEMOUN, Patrick BENKEMOUN, Saïd BERRAHAL, Jean-Jacob BICEP, Jean-François BLET, Mélanie BODIN, Guy BONNEAU, Bruno BOSSARD, Yvonne BROCHARD ROLAND,

47-50_OG-AG06.qxp 12/10/06 15:41 Page 50

G L'ÉCOLOGIE : L'ESPOIR EN ACTES POUR DES VERTS AUTONOMES, RADICAUX ET OUVERTS

Dominique CARRE, Géraldine CHALENCON, Etienne CHARRON, Paul CHOCHEPRAT, Adrien DELASSUS, Benoît DUCASSE, Cécile DUFLOT, Patrice FAUQUEMBERG, Jean FLEURY, Yves FREMION, Jean-Michel GAMBIER, Sylvain GAREL, Jean-Pierre GIRAULT, Jérôme GLEIZES, El Mehdi GUADI, Nicolas GUERET, Françoise HOFFET, Benjamin HUBERT, Bachir KERROUMI, Gaëlle LE JEUNE, André LEBRETON, Alain LECLERC, Marc LIPINSKI, Zine-Edine M'JATI, Renaud MANDEL, Pascal MAROTTE, Claire MARTIN GOUSSET, Arthur MASSART, André MAZAINGUE, Philippe MIAS, Pierre MINNAERT, Daniel MOSMANT, Edith NAVE, Catherine NAVIAUX, Hervé PERARD, Renaud PERSILLON, Yann PERSILLON, Patrick PETITJEAN, GUY PHILIPPON, Amélie PIEGAY, Jean-Vincent PLACE, Sébastien REINIER, Denis REMOND, Agnès RICO, Olga RICO, Pascal RIGAUX, Marie-Jeanne ROPERT, Sylvain ROS, Corinne RUFET, Hadrien SAIAG, Alexandre SAIDI, Aziza SAÏDI, Alain SALMON, Stephane SITBON, Pierre STOEBER, Martine TAÏEB, Pierre TOULOUSE, Jean-Luc TOULY, Jean louis TREBIER, Christian TRIVIDIC, Joel VINCENT, Stéphane VON GASTROW, Makloufi YEHMI.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Jean Louis ATTARD, Marie-Claude BENSON, David BIRR, Peter BIRR, Natacha BOUTEILLER, Michelle CAPIEU, Carole DAVILA, Olivier DAVILA, Pierre DOMEJEAN, Gilles FAVIER, François FERRAND, Christian GARLENC, David GOURBEAULT, Martial JOURDAN, Gabriele LANKES, Arnaud PAPIN, Silvain PASTOR, André PIZIO, Anne-Marie QUENISSET, Genevieve THIEBAUT, Didier VEYRON.

LIMOUSIN

Nicolas BERTHON, Pierrette BIDON, Cyril COGNERAS, Bertrand DAVIOT, Ghislaine JEANNOT PAGES, Michel LE ROUX, Philippe MARECHAL, Dominique NORMAND, Roger NORMAND, Murriel PADOVANI LORIOUX, Colette TEILLOUT.

LORRAINE

Brigitte LEBLAN.

MIDI-PYRÉNÉES

Marie-Pierre BES, Véronique GALINIER, Catherine GREZE, Nicolas MAIGNE, Antoine MAURICE, Didier-Claude ROD, Dominique SUTRA, Bernard YVERT.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Laura ALLAERT, Abdellaziz AREZKI, Marie-Pierre BRESSON, Ronald CHARBAUT, Dominique COLICHE, Bernard DE VEYLDER, François DUCROQUET, Christophe GRAS, Benoit GUITTET, Yannick LAVENNE, Jean-Pierre MISPELON, Christian ROUANET, Céline SCAVENNEC, Slimane TIR.

PAYS DE LA LOIRE

Alexis BRAUD, Jean-Michel BRAUD, Alban CORMERAIS, Bernard CROZEL, Patricia DUPRE CORMERAIS, Jean-Christophe GAVALLET, Gaël LE CORROLLER, Yves OLLIVIER, Michel PERRIER.

PICARDIE

Benoit ABOT, Max LELEU.

POITOU-CHARENTES

Odette BRACH, Veronique MASSONNEAU, Chantal NOCQUET, Robert ROCHAUD.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Marie-Christine BORDIN, Robert BORDIN, Didier CHEREL, Bernard DERBEZ, Patrick GARNON, François LABANDE, Marie-Paule LOLO, Michel OLIVIER.

RHÔNES-ALPES

Henri BALMAIN, Bruno BARRIQUAND, Olivier BERTRAND, Catherine BONY, Emmanuelle CHALEAT, Thierry CHASTAGNER, Pascal CHIRAT, Anne DE BEAUMONT, Bruno DELOIRE, Daniel DEMURCIA, Annie FREMAUX, Christine GARNIER, Moncef KDHIR, Jean-Paul LHUILLIER, Pierre MERIAUX, Jacques MINNAERT, Jean MINNAERT, Yann MONGABURU DOMEJEAN, Béatrice MUNTLAK, Philippe NAMIAS, Danielle PERSICO, Pierre RIGUET, Olivier SANDT, Satchidanand SEETHANEN, Marie SERVE, Marie TROUSSELLE, Muttiah YOGANANTHAN, Sophie YOGANANTHAN, Yamini YOGANANTHAN, Marie-Laure ZAMORA, Julien ZLOCH.

RÉUNION

Thierry DENYS, Joseph claude POTHIN, Marie-Cécile SEIGLE-VATTE.

51-54_OH-AG06.qxp 12/10/06 15:44 Page 51

ALTER EKOLO, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MOBILISÉE
IMPOSER L'ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN JOUANT SUR LES ALLIANCES À GAUCHE

Beaucoup d'entre nous, mobilisés lors du formidable débat constitutionnel européen, ont dans la foulée décidé de construire un réseau européen pour l'écologie de transformation. Nous nous sommes ensuite battus en vain pour avoir un vrai débat stratégique interne sur la présidentielle et les législatives.

Nous continuons à nous mobiliser pour un candidat unitaire anti-libéral, écologiste et alter-mondialiste, José Bové. Nous nous impliquons dans les collectifs pour que cette campagne unitaire advienne. Alors, il faudra un référendum d'initiative militante.

Alors que la pertinence des questions posées par les écologistes s'impose, la faiblesse des réponses politiques et pratiques crève l'écran. Il y a urgence à participer activement aux dynamiques et à la création des rapports de force qui permettront d'atteindre les objectifs que Les Verts se sont fixés depuis longtemps. Les Verts ne peuvent pas toujours remettre à plus tard, rester simples observateurs ou commentateurs extérieurs, se contenter d'incantations.

Nous ne voulons pas que Les Verts deviennent une sensibilité environnementale du PS. Nous voulons imposer l'écologie politique par un nouveau rapport de forces à gauche. Seuls Les Verts sont capables de le faire. Ils doivent gagner une autonomie féconde pour toute la gauche et s'appuyer sur la dynamique nouvelle des collectifs unitaires (citoyens mobilisés, écologistes, féministes, objecteurs de croissance, Alternatifs, militants des Verts, du PS, du PC, de la LCR), afin d'orienter l'anti-libéralisme vers l'anti-productivisme et imposer une 6è République.

Comment déplacer le centre de gravité à gauche

Le paysage à gauche a changé

Le débat constitutionnel européen l'a prouvé, les citoyens s'intéressent à la politique quand la question posée semble pertinente. Ce débat a laissé des traces : électorales par la victoire du non qui démontre que l'anti-libéralisme peut être majoritaire à gauche, mais aussi organisationnelles : les collectifs ont survécu et de nouveaux se créent. Cette logique de travail en commun, née des batailles contre la démolition sociale, la guerre en Irak, le réchauffement climatique, des initiatives locales de forums sociaux, mêlant militants d'associations, de syndicats, de partis politiques, a perduré. Elle crée une situation politique inédite dont les Verts se désintéressent trop : la rencontre d'associations et de partis dans les mêmes structures. Nous voulons plus de Verts investis dans les réseaux d'action unitaire (hier « Collectifs du 29 mai », aujourd'hui « Collectifs d'initiative unitaire et populaire », demain...).

Les Verts veulent être acteurs, ils doivent arrêter de se comporter en spectateurs

Les Verts vont-ils continuer à regarder passer les trains des mobilisations populaires ? Nous disons vouloir coélaborer avec la « société civile ». Avec ceux qui, de fait, ne nous retrouvent pas là où nous devrions être : à leurs côtés...

Notre congrès va se tenir à un moment où, il ne faut pas se le cacher, agir en écologistes mobilisés pour faire gagner la gauche en 2007 comporte un certain nombre de risques. Nous ne pensons pas qu'il faille attendre d'être certains de tout maîtriser pour assumer nos responsabilités, car les citoyens nous reprocheraient encore nos hésitations, avec raison.

Les Verts sont à gauche, ils doivent être le moteur de son renouveau

Si la gauche veut réellement mettre en chantier un projet tourné vers l'avenir, elle doit révolutionner son rapport au modèle actuel de développement. L'anti-productivisme, qui se fonde sur une décroissance de l'empreinte écologique, trouve ainsi sa véritable identité politique, et les Verts avec ! L'écologie politique doit fonder une nouvelle vision du Monde.

La question commence à se poser dans la société.

La mobilisation citoyenne à la recherche d'unité est là, qui peut faire évoluer les militants et les partis de la gauche anti-libérale qui sont encore trop enfermés dans leurs certitudes ou habitudes productivistes. C'est la condition sine qua non pour faire bouger toute la gauche en empêchant le PS de se cacher derrière ses alliés historiques pour ne rien faire, dans une résignation sociale-libérale à l'ordre de la mondialisation économique gaspilleuse de nos vies et de notre environnement.

La perspective d'une campagne commune unitaire est l'espoir d'un rééquilibrage à gauche. La convergence de citoyens et d'adhérents de partis mobilisés pourrait permettre de créer la dynamique nécessaire à un bon score anti-libéral, pour autant que cette dynamique soit incarnée par un candidat qui inscrive le débat politique présidentiel en France dans le contexte mondial. Mais c'est le pari que les Verts Alter Ekolo font, tout en travaillant à sa réussite par un engagement à tous les niveaux.

51-54_OH-AG06.qxp 12/10/06 15:44 Page 52

H ALTER EKOLO, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MOBILISÉE
IMPOSER L'ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN JOUANT SUR LES ALLIANCES À GAUCHE

En essayant de trouver une réponse au 29 mai, au 21 avril, la dynamique unitaire instaure une autre façon de faire de la politique qui privilégie le débat, la réponse aux attentes des citoyens, à la concurrence marketing régulée par la loi électorale. Bonne nouvelle : Les Verts ont leur place dans cette dynamique. Et c'est la seule manière de mobiliser les abstentionnistes pour que 2007 ne soit pas un triste remake de 2002.

Les Verts veulent leur autonomie stratégique, il faut la construire

L'autonomie des Verts passe par la proportionnelle, mais on ne peut pas se contenter de changer la loi électorale. Car sans nouvelle Constitution, pas question de rêver de diversité de représentation, pas question de citoyenneté de résidence, pas question d'égalité face au droit de vote, pas question de réelle lutte contre les discriminations.

Le changement de Constitution n'est pas au programme du PS. Il faut lui imposer. Le programme du PS est clairement social-libéral. Il est hors de question de participer à un gouvernement dominé par le social-libéralisme. Il faut au contraire construire les conditions d'un rééquilibrage anti-libéral à gauche.

Voilà le défi que nous voulons relever. Quel que soit le résultat final, cette mobilisation unitaire à la présidentielle aura permis des avancées écolos qui serviront à peser sur le parti dominant à gauche.

Comment transformer la société

Les Verts veulent transformer profondément la société où ils vivent

Nous devons promouvoir l'écologie politique dans toute la société et pas seulement dans les milieux militants. Nous avons une écoute dans les classes moyennes. Nous n'avons pas le droit d'abandonner les classes populaires à leur sort. Elles sont aujourd'hui victimes non seulement du chômage et des salaires de misère mais aussi du racisme et des discriminations à l'embauche. Elles sont les plus atteintes par la précarisation libérale, elles sont les premières à souffrir de la dégradation des conditions environnementales et leur identité sociale est même méprisée.

Les Verts veulent affronter les enjeux mondiaux

Le changement climatique renforce les inégalités planétaires, met en péril la sécurité alimentaire et la santé de millions de personnes, menace de disparition des millions de kilomètres carrés de terres inondables ou insulaires condamnant des populations entières à émigrer. Lutter contre la mondialisation économique, c'est aussi construire la mondialisation culturelle et institutionnelle tout en promouvant la relocalisation des activités, des services publics renouvelés et sous contrôle démocratique, ainsi que l'économie solidaire.

Les forums sociaux mondiaux sont des rendez-vous importants. Les Verts mondiaux doivent se construire en synergie avec ces forums plutôt que de s'isoler. Les rapports Nord-Sud sont aujourd'hui inscrits dans tous nos territoires : nous devons agir vite.

Les Verts veulent construire l'Europe

Nous voulons une véritable Constitution européenne qui ne traite pas du contenu des politiques mais seulement des valeurs, des droits humains fondamentaux, et des règles du jeu démocratique. Nous voulons une Constitution qui reconnaisse la primauté du principe d'intérêt général sur le droit de la concurrence, nous voulons une Constitution qui reconnaisse la primauté du principe de précaution contre la gabegie productiviste. Nous voulons des institutions qui répondent aux critères démocratiques de base : séparation des pouvoirs, publicité des délibérations et des décisions, un parlement qui ait le pouvoir de légiférer.

Nous voulons une assemblée constituante. Ce que nous voulons pour l'Europe, nous le voulons aussi pour notre pays.

Les Verts : un parti innovant ou rentier ? Il faut choisir

Les Verts déçoivent.

À Reims, Les Verts ont choisi l'« écologie de transformation ». Qui en a constaté les effets ? Nous nous sommes contentés du discours sans le mettre en oeuvre. C'est toujours l'écologie de transformation qui devrait nous guider.

Refusons de choisir entre soumission au PS, environnementalistes de droite, ou repli sur soi.

Le parti est bloqué et nous devons sortir de cette situation. Encourager les adhérents à militer et à mutualiser leurs idées et pratiques afin d'innover ; être de nouveau considérés comme des partenaires utiles par les mouvements que nous côtoyons. Rester un parti pluraliste, avec de nouvelles pratiques de la prise de décision démocratique pour remplacer les dérives des débats actuels

51-54_OH-AG06.qxp 12/10/06 15:44 Page 53

ALTER EKOLO, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MOBILISÉE
IMPOSER L'ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN JOUANT SUR LES ALLIANCES À GAUCHE

structurés par les courants. Respecter les règles de non-cumul interne et externe et mettre celles et ceux qui les suivent en valeur.
Nous devrons également construire le parti Vert européen, y favoriser le débat politique international dans le respect des langues, y porter la contradiction anti-libérale.
Changer les Verts c'est leur donner des raisons de vivre et de réussir.

Gagnant-gagnant

Bordeaux ne doit pas être le congrès du repli sur soi, mais du renouveau de la volonté politique Verte.
Battre la droite. Échapper à l'hégémonie du PS. Rompre avec les slogans faciles. Renouer avec la ténacité militante. Changer la Constitution. Ré-enchanter la société.
Un programme pour deux années des Verts, et plus.

http://lesverts.alter.ekolo.info

jerome@desquilbet.org

ALSACE
Daniel PAPAIL, Michel WEISSENBACHER.

AQUITAINE
Olivier GERON, René LASSALLE.

AUVERGNE
Dominique BLONDEAU, Michèle BOUGET, François CIESIELSKI, Dominique DELVINCOURT, Katherine DESCHERE, Jean-Michel DUCLOS, Jean-Claude GUILLOU, Jean-Louis LELEU.

BASSE-NORMANDIE
Alain BERTIN, Michel LE MOUX, François MAILLARD.

BOURGOGNE
Pierrick VAUGON.

BRETAGNE
Armand BARTH, Michel BLIN, Jean-Jacques FAURE, Gérard GUEN, Jean-Yves LE HOUEZEC, Catherine LE TREOU, Jean-Pierre MACE, Gilles MARECHAL, Yves SAUVAGE.

CENTRE
Gérard BRETEAUX, Willy PROUST.

CHAMPAGNE-ARDENNES
Lorenzo VITALE.

FRANCHE-COMTÉ
Jean-Louis PERRARD, Louis PINSARD.

ILE-DE-FRANCE
Francine BAVAY, Francis BENNE, Francis BIGUEREAU, Xavier BLOT, Jean BORSENBERGER, Régis BRASSEUR, Armand BUESSARD, Noël BURCH, Daniel BURETTE, Jean-Pierre CHANE ALUNE, Monique CICCODICOLA, Jean-Pierre DACHEUX, Carmelina DE PABLO, Jérôme DESQUILBET, Madeleine ESTRYN BEHAR, Nicole FRYDMAN, Boris GABRIELS, Jean-Michel GOGNET, Ziad GOUDJIL, Bernard GUIBERT, Erik HEDREUL, Fabienne LAURENT, Cédrick LENGLET, Dominique LUANG PRASEUTH, Philippe MIRZAYAN, Gilles MONSILLON, Marie-Catherine POIRIER, Jean-Paul PONTOIZEAU, Bruno RAKEDJIAN, Alain ROCH, David ROUSSEAU, Marc SAGETAT, Gérard SAUZET, Roland SMOLAR, François SOLTIC, Roger-Pierre SORET, Michel THEIL, François WOLF.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Pierre-Yves DACHEUX, Benoit GARREC, Corinne PASQUET, Pascal PEUCH, Jacques PEYROT, Jean-Marc PHILIBERT, Thibault PHILIBERT.

LIMOUSIN
Daniel DESMAISONS, Delphine KREUSLER LANDRE.

LORRAINE
Nelly BLAQUE, Monteserrat BURGER, Pierre CHRISTOPHE, Marie-Hélène JEANDIN, Evelyne LECLERCQ, Philippe LECLERCQ, Dominique MAUVAIS, Jean-luc MAZZILLI, Claude NOEL, Claude PETITDIDIER, Jocelyne PRUDHON, Oscar SCROCCARO.

51-54_OH-AG06.qxp 12/10/06 15:44 Page 54

H ALTER EKOLO, L'ÉCOLOGIE POLITIQUE MOBILISÉE
IMPOSER L'ÉCOLOGIE DE TRANSFORMATION EN JOUANT SUR LES ALLIANCES À GAUCHE

MIDI-PYRÉNÉES
Frédéric ALAJARIN, Guy BAQUE, Chrystel CHATAIGNER, Sophie HUBERT-RIGON, Michel LATTUGA, Dominique LIOT, Jean-Jacques MARTINEZ, Jean-Claude MARTY, Pierre NOËL, Yves ORTEGA, Josiane PATENTREGER TELLIER, François PAUMIER, Bernard PUJOL, François REY, Bertrand SOUX, Jean-Charles SUTRA, Robert VIDAL.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Vincent BECU, Philippe BERNARD, Patrice BESNARD, Michel-Antoine CALLENS, Jean-Paul CARDON, Christophe CHAUVEAU, Daniel COMPERE, Robert DE VEYLDER, Jean-Luc DELIERRE, Christian FLEJSZEROWICZ, Georges HUART, Pierre LAPERELLE, Pascale LEROY MIELLET, Virginie MARION POTY, Danièle MULLET, Max PAPYLE, Marie-Françoise PEENAERT, Brigitte PERSSON, Xavier POUPART, Yvon PRIMEL, Patrick REDOUTE, Annette RIMBERT, Valérie ROBILLIARD-STREBELLE, Renaud SILVESTRI, Didier SPECQ, Lisette SUDIC, Marie-Line THEOPHILE, André VANDERLYNDEN, Monique VANOVERBEKE.

PAYS DE LA LOIRE
Paul BURET, Jean-pierre MEVEL, Pierre MICHEL, Jean-Philippe PARMANTIER, Yannick PELLERIN, Annie SICARD.

PICARDIE
Michel FONTAINE, Claudine LECURU, Régis LECURU, Jacquotte PICHON, Yves POTIN, Marie-Jeanne POTIN VINCHON, Gérard RACINNE.

POITOU-CHARENTES
Michele LEMAITRE.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Mohamed ABUKAR, Olivier AGULLO, Pascal AROD, Samira AROD, Mireille BARREAU, Annie BATZENSCHLAGER, Claude BEAUJARD, Rafik BEN HAJ AMINA, Armelle BERTRAND CHATARD, Marcel-Elmer BOUKAMBOU, David BOURGUIN, Doris BOURQUIN, Alain BUFFIERE, Denis CAREL, Muriel CATALA, Joëlle CAVERSAZIO, Luc CHESNEL, Pierre CHONE, Salim CHOUANA, Sandrine CIOSSA, Françoise COHEN, Jean-Claude COLIN, VALY COPOIS, Jean-Louis COSSA, Gino COSTANTINO, Louise CROVETTI, Gabriel CUOCO, Michel CUOCO, Georges CURTIS, Véronique CURTIS, Roland DELAGNEAU, Vincent DELAHAYE, Jacques DEVILLE, Michel DUBOIS, Christian DUCROQUET, Christine FAUCHE, Jean-Luc FAUCHE, Jean-luc FERNANDEZ, Sandrine FIGUIE, Philippe GARDIOL, Guy GAY-PARA, Fouad GHAZOUANE, Rabiaâ GHAZOUANE, Seloua GHAZOUANE, Christopher GIBERT, Geneviève GIBERT, Violette GORODNITCHENKO, Christian Georges GOUPIL, Frédéric GRAILLET, Jacques GRANIER, Amina HAMED-BEY, Olivier HIDREAU, Jean-Eudes JOFFRIN, Abdelali KABBAJ, Dominique KABBAJ, Abdelhakim LACHHAR, Christian LAUJAC, Isabelle LELIEVRE, Richard LOIRET, Héliane LONGERE, Benoist MAGNAT, Chantal MALAUSSENA, Elodie MALAUSSENA, Bernard-Thierry MANTSOUNGA, Ernest MANTSOUNGA, Prisca MANTSOUNGA MOULARY, Pascal MARQUES, Alfred-Ghislain MASSALA, Dorfet-Savary MBOUALA, Marcel MEAUFRONT, Grégoire NGUIRIKA-MBOUALA, Marie-Françoise NGUIRIKA-MBOUALA, Kim-Hanh NGUYEN, Michel REMY, Pierre REMY, Jean-Michel SERVANT, Josyane-Elise SICARD, Paul TOUZE.

RHÔNES-ALPES
Jacques BONNET, Jean-Claude CHAUSSE, Alain CHETAILLE, Patrick CHRETIEN, Nadim GHODBANE, Sandrine LAMBRECHT, Sylvain LAMBRECHT, Didier LE BER, Jean-Pierre MEYER, Michel MIZONY, Chantal NAY, Paule REGINATO, Benoit SEROT, Jean-François SINTES, Pierre THIOLLIERE, Sylvie ULRICH.

SAVOIE
Pierre GABLIN, Martine LEGER, Patrick LEMETTRE, Gilles MAISTRE, Guy NACHON, Nicole NACHON, Odette PINCK, René PINCK, Robert TALBOT.

RÉUNION
Benjamin COUDRIET, Denis FRITZEN, Jean-Marc TAGLIAFERRI.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 55

19 THÉMATIQUES…

1 L'ABOLITION DES CHÂTIMENTS CORPORELS EN FRANCE : UN IMPÉRATIF POUR LES DROITS DES ENFANTS 57
2 APPEL À REFERENDUM POUR LA REFONDATION DES VERTS 58
3 L'ARC-EN-CIEL AUX LÉGISLATIVES 2007. 59
4 L'AUTONOMIE CONTRACTUELLE : MODE D'EMPLOI 2007 60
5 LES CONDITIONS D'UNE PARTICIPATION DES VERTS À UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE 61
6 DÉMOCRATIE PRATIQUE, PRATIQUE(S) DE LA DÉMOCRATIE 62
7 CONTRE LES IDÉOLOGIES DE « GUERRE DES CIVILISATIONS » 64
8 LE DOUBLE ENDIGUEMENT DU CAPITALISME. 65
9 LIBERTÉ, LAÏCITÉ, DIVERSITÉ ! 66
10 OUI AU RASSEMBLEMENT DES ÉCOLOGISTES. 68
11 POUR UNE PARTICIPATION STRUCTURELLE DES RESPONSABLES RÉGIONAUX AUX CNIR 70
12 POUR LE MANDAT UNIQUE, MAINTENANT ! 71
13 INTRODUCTION DES SCRUTINS PRÉFÉRENTIELS DANS NOS PRATIQUES DU RÉFÉRENDUM AU PRÉFÉRENDUM . . . 72
14 SI L'ACTUALITÉ LA RENDAIT SOUHAITABLE : UNE PRIMAIRE POUR DÉSIGNER LE CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES AU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE ET DES LÉGISLATIVES 73
15 RÉFORMER ENFIN NOTRE FONCTIONNEMENT INTERNE . . . 74
16 VERTES RÉFORMES : POUR UN PARTI POLITIQUE PLUS UTILE 75
17 LES VALEURS CLÉ DES VERTS (PREMIÈRE PARTIE) 76
18 LES VALEURS CLÉ DES VERTS (SECONDE PARTIE) 77
19 ENERGIE 2007 78

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 56

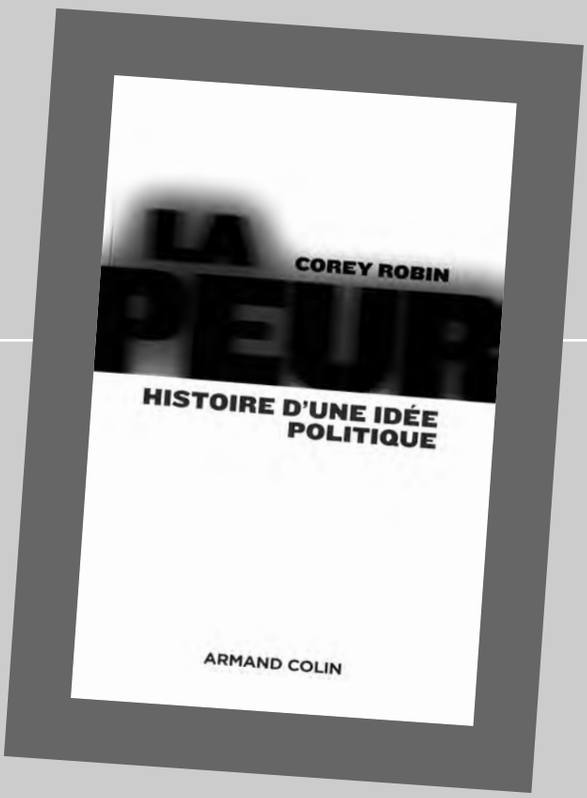
EN VENTE À LA LIBRAIRIE ECODIF

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Politique

- *La peur, histoire d'une idée politique*, Corey Robin, Armand Colin, 2006, 366 p., 26 euros ¤
- *Femmes en politique*, Catherine Achin et Sandrine Lévêque, Repères La Découverte, 2006, 122 p., 8,50 euros
- *L'extrême gauche plurielle, entre démocratie radicale et révolution*, Philippe Raynaud, Cevipof – Autrement, 2006, 201 p., 17 euros
- *La démocratie histoire d'une idéologie*, Luciano Canfora, Faire l'Europe - Seuil, 2006, 482 p., 24 euros ¤
- *Les goulags de la démocratie*, réflexions et entretiens, Angela Davis, Au Diable Vauvert, 2006, 157 p., 15 euros
- *Traité de démagogie appliquée*, Sarkozy, la récidive et nous, Serge Portelli, Michalon, 2006, 138 p., 12 euros



ERRATUM

Ci-dessous, les signatures manquantes de la motion poctuelle 1 (page 57)

“L’abolition des châtiments corporels en France : un impératif pour les droits des enfants”:

Provence Alpes Côte-d’Azur
Valérie Messager
(porteuse de la motion)

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 57

1

L'ABOLITION DES CHÂTIMENTS CORPORELS EN FRANCE : UN IMPÉRATIF POUR LES DROITS DES ENFANTS

Les 5, 6, 7 juillet 2005 s'est tenu à Ljubljana (Slovénie), la conférence des Etats d'Europe et d'Asie centrale consacrée à la lutte contre la violence faite aux enfants.

La France a brillé par son absence…
Est-ce que la France considère que les enfants sont des « mini personnes avec des mini droits » et qu'il ne faut pas « agir maintenant » pour leurs droits ?

Dans notre pays, les enfants sont la seule catégorie d'être humains que l'on peut impunément frapper et humilier. La France, mère patrie des droits de l'homme, considère toujours que l'éducation parentale appartient au domaine privé, ainsi plus de 50% des français disent donner souvent des fessées à leurs enfants (sondage Sofres 1999).

Les enfants sont souvent considérés comme la propriété des parents plus que comme des individus à part entière, bénéficiant de leurs propres droits dont la protection. Les sanctions violentes et humiliantes infligées par les parents sont très fréquentes et elles ne sont pas sanctionnées par la loi. Ses conséquences sur la santé sont extrêmement graves : les enfants battus sont plus malades, ont plus d'accidents et réagissent par la violence sur soi (alcoolisme, toxicomanie) et par de la violence sur leurs propres enfants.

Selon Emmanuel Todd, la banalisation de la violence (depuis l'enfance) fait accepter la violence d'Etat, la violence d'un système politique, parce qu'elle crée l'habitude d'obéir à la violence, non à la loi.

Rappelons que la France est signataire de la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant alors que cette convention exige des Etats qu'ils protègent les enfants contre toutes formes de violence physique et mentale de la part des adultes qui en ont la garde.

Rappelons également que 14 pays européens ont introduit dans leur législation l'interdiction explicite de tout châtiments corporels des enfants, qu'attend la France pour les suivre?

Une des valeurs centrales des Verts est la non violence. La non violence ne signifie pas, bien au contraire, que l'on peut laisser la force écraser l'autonomie et la dignité du faible ou du vulnérable.

Les Verts s'engagent à casser l'acceptation sociale et juridique des châtiments corporels sur les enfants en France, en Europe et dans le Monde.
Ils s'engagent à déposer une proposition de loi interdisant tous les châtiments corporels à l'égard des enfants et à augmenter la prise de conscience par des campagnes de sensibilisation du public afin de promouvoir des formes positives, non violentes d'éducation des enfants, et de participer aux manifestations suivantes avec les associations, le 30 avril « journée contre la fessée » et le 20 novembre « journée des droits des enfants ».

BOURGOGNE
Jean-Michel PEYRAUD, Pierrick VAUGON.
CENTRE
Willy PROUST.
ILE-DE-FRANCE
Francine BAVAY, Véronique BILLAND, Loïc CARIOU, Isabelle GUIROUS MORIN, Alice LE ROY, Zine-Edine M'JATI, Olivier NOCCA.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Michelle CAPIEU.
LORRAINE
Jocelyne PRUDHON.
MIDI-PYRÉNÉES
Chrystel CHATAIGNER, Michel LATTUGA.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Georges HUART.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Lyane ALLIBERT, Amar ASSAS, Otmane AZIZ, Bernadette DUPOUY, Sandrine FIGUIE, Philippe GARDIOL, Jean-Eudes JOFFRIN, Christian LAUJAC, Benoist MAGNAT, Jean-François PERRIMOND, Franck PINI, Michèle PONCET RAMADE, Henry RUBINO.
RHÔNES-ALPES
Jean-Pierre MEYER.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 58

2

APPEL À REFERENDUM POUR LA REFONDATION DES VERTS

Les signataires proposent à l'AG de Bordeaux de décembre 2006 d'inscrire à l'ordre du jour du futur Collège Exécutif la réalisation d'un referendum de réforme des statuts et du Règlement Intérieur, qui devra avoir lieu au plus tard en septembre 2007, après concertations.
Ce referendum devra modifier dans les statuts les % de vote (article 18) pour que ceux ci ne puissent être modifiés que par une AG ordinaire, extraordinaire, ou un referendum, et ce à la majorité de 60% des exprimés, sauf il y a plus de 50% de blancs ou d'abstention lors du vote.

Dans le Règlement intérieur, Les modalités de vote devront être modifiées pour devenir conformes à celles des votes républicains, avec cependant un aménagement qui tienne compte des abstentions, notamment si les exprimés (oui et non) sont moins nombreux que le total des blancs et abstentions (sans compter les « NPPV »). Cette règle de vote sera généralisée à tous les votes du parti dans toutes ses instances, sauf dans le cas des votes au CE et au bureau du CNIR où les votes devront prendre en compte les abstention dans le calcul de la majorité (majorité absolue des oui).
Seuls les votes lors des changements d'ordre statutaire, pendant les AG Fédérales ou Extraordinaires, et lors des referendums, comme pour les élections au Conseil Statutaire, le vote qualifié au sein de l'AG et du CNIR est de 60%.

Le fonctionnement des instances du Parti doivent être améliorées notamment dans le cadre des liens entre le CE qui doit devenir un vrai exécutif, dans lequel la minorité ne peut avoir de possibilité de blocage ou d'expression contraire à la majorité exprimée par le parti lors de ses décisions prises en Assemblées Générales.

Dans ce but, le mode d'élection du CNIR restant inchangée.

Une structure intermédiaire entre le CNIR et le CE sera mise en place. Cette structure comprendrait environ un quart du CNIR (25 membres) auxquels seraient adjoints des représentants des élus nationaux par six membres en tout, chacun un suppléant (Parlement Européen, Assemblée Nationale et Sénat). Des représentants des commissions (soit le responsable, soit désignés par lui) seront intégrés comme auditeurs dans le bureau national du CNIR, en fonction de l'ordre du jour de chaque séance. En tout état de cause les droits de vote des non Cniriens ne pourront excéder 25 ou 30% des présents.
• Cette instance intermédiaire, paritaire par blocs de deux, serait nommée à la proportionnelle des Cniriens mais avec une liste de 25% attribuée à la motion arrivée en tête, les autres sièges au plus fort reste.
• Le bureau du CNIR (Président(e), deux Vice Président(e)s et un Secrétaire), élu parmi les membres du Bureau National sera constitué, après attribution d'un siège à la liste majoritaire, à la proportionnelle et à la plus forte moyenne.
• Cette instance (Bureau National ?) se réunira pour préparer les séances du CNIR, pour faire lien avec les militants, commissions, élus, CE, mais aussi avec les partis et associations écologistes, le PVE et les autres Partis Verts.
• L'ordre du jour en sera fixé par le bureau du CNIR, tant pour les séances plénières que celles du bureau national. Le CE pourra inscrire des motions ou déclarations à l'ordre du jour.
• Ce bureau national ne peut prendre de décision engageant une modification des fondamentaux des Verts
Le mode de désignation du Collège exécutif doit être simplifié, pour que celui ci devienne un véritable exécutif, le « Bureau National » devenant l'instance de débat réactif, le CNIR reprenant ainsi son vrai rôle d'orientation politique du parti en dehors des Assemblées Générales. Il faut ainsi prévoir une élection directe des membres les plus en vue du CE
• L'élection directe par l'Assemblée Fédérale d'une liste paritaire de un(e) secrétaire national(e) et de deux Porte Parole, issue de la motion majoritaire, c'est à dire ayant au moins recueilli 50% des suffrages.
• Le CNIR élira une liste de quatre à six personnes présentée par le (la) secrétaire élu(e), pour que le CE comprenne outre le SN et les 2 PP déjà élus en Congrès, au moins un secrétariat aux élections et aux élus, une délégation à la comm. (campagnes et actions, interne), un trésorier, une délégation au fonctionnement du siège national et des régions
• Les sièges, paritaires par blocs de deux, seront attribués pour vingt cinq pour cent à la motion majoritaire de l'Assemblée Fédérale et à la proportionnelle, à la plus forte moyenne pour les autres.

BASSE-NORMANDIE
Julien HERMILLY, Mickaël MARIE.
ILE-DE-FRANCE
Philippe BUSCH, Marc DENIS, Jeanne FAIVRE, Patrick FRANJOU, Patrice GOHIER, Guy HASCOET, Michel HENRY, Françoise HOFFET, Colette LECUYER, Albert PEIRANO, Maria PORTUGAL, Arlette ZILBERG.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Maryse ARDITI, Patrice POLLET.
MIDI-PYRÉNÉES
Catherine LENGLET, Marc SARACINO.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Jocelyn DUHAMEL, Pierre HOUSEZ.
PICARDIE
Christophe PORQUIER.
POITOU-CHARENTES
Gilbert CAROFF, Bernard FERRIER, Philippe KENTZEL, Jacques MARET, Gilles TOUBLANC.
RHÔNES-ALPES
Eric ARNOU.

ERRATUM

Motion ponctuelle 3 (page 59)

"L'arc-en-ciel aux Législatives 2007":

Ile-de-France
Serge MAROLLEAU
n'a pas signé cette motion
(apparaît suite à une erreur
technique)

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 59

L'ARC-EN-CIEL AUX LÉGISLATIVES 2007

Cette motion fait suite à un fait réel. Un militant de PACA, n'a pas été élu au CAD suite à l'AG 2005, alors qu'il y avait des postes vacants. Le motif invoqué semble être que sa candidature au poste de « délégué aux élections » cachait une stratégie… Pour eux il n'est concevable de s'inscrire dans la défense de l'intérêt général au service du collectif. Ne pas être élu à un poste bénévole dans un parti relève d'une décision démocratique nous expliquent ceux qui la prennent, mais comment est-elle vécue par ceux qui la subissent, outre le fait qu'ils sont tenus de la respecter ?

Outre que cet acte prive quelqu'un d'un engagement bénévole, il révèle l'état d'esprit soupçonneux et méfiant dans le parti. Il est temps de se poser des questions quant au regard porté sur l'autre.
C'est pourquoi, il faut être vigilant quant au maniement des règles de démocratie, au risque de la pervertir en moyen de sanction et d'exclusion. Car la démocratie n'est pas seulement l'expression d'une majorité et d'une opposition, c'est aussi le respect de la diversité sociologique. S'en débarrasser ou ne pas assumer son rôle d'opposition au-delà de sa propre diversité, devient la meilleure occasion de faire le lit d'une certaine « dictature ».
Nous pouvons comprendre qu'un employeur choisisse son employé, qu'un bailleur ses locataires, or lorsque ce sont toujours les mêmes à qui l'on refuse, nous sommes en droit de nous demander pourquoi.
Il est vrai que ces attitudes ne concernent ni le cas isolé d'un individu ni les Verts en particulier. Nous constatons donc qu'il s'agit bien de mécanismes de blocage qui, in fine, renvoient malgré elles les « victimes » à s'interroger sur la question des discriminations et du vivre ensemble.
Ce sont ces attitudes qui génèrent des regroupements de cadres « issus de l'immigration », souhaitant rompre avec ces stéréotypes, autant stigmatisants qu'humiliants, pour seulement affirmer une adhésion aux valeurs partagées.

Ce sont ces attitudes qui créent des scissions au sein des groupes humains, opposants ainsi des individus aux autres sur la base de critères ethniques ou culturels.
Ce sont ces attitudes qui produisent la frustration, le repli identitaire et qui excluent.

Ce sont ces attitudes que dénoncent certains mouvements tels avec lesquels, sur le papier, nous sommes toutes et tous d'accord. Reste les actes ! Y compris chez les Verts, dont la philosophie est bien d'avoir une représentativité à l'image de la société.

A la lecture de ce texte, il est possible de penser «que ceux qui ne sont pas contents s'en aillent », en somme « la France tu l'aimes ou tu la quittes! », n'est-ce pas ?
Ah si les choses étaient aussi simples !

Changer de parti politique n'est pas changer de crémerie ! Car l'engagement personnel se construit sur un choix idéologique. Cet engagement est axé sur le social, marqué par des valeurs de solidarité, attaché aux services publics même si la liberté d'entreprendre se respecte. Cet engagement est pour une économie qui met l'Homme au centre des préoccupations, dans un esprit démocratique comme dans les associations ou les coopératives, sans écraser toutefois l'écraser. Cet engagement partage et défend l'idée que l'on ne doit pas sacrifier notre planète et l'avenir de nos enfants pour des intérêts économiques et financiers à court terme.

En conclusion, nous ne sommes pas des étrangeREs, nous sommes des citoyenNEs, avec une histoire commune mais non reconnue, attachéEs aux idées et valeurs écologistes et populaires. Car ce n'est ni avec ces attitudes ni avec des mots que nous guérirons des maux qui gangrènent notre société, dans laquelle nous sommes, pour certains, considérés par un élu de Gauche comme des « sous-hommes » !

La discrimination positive ou les quotas ne sont pas les solutions adaptées. Seul le volontarisme politique apparaît comme un moyen de faire évoluer la société, à commencer par les Verts qui doivent permettre l'élection d'au moins un ou une Verte issuE des anciennes colonies, parmi les députéEs nouvellement éluEs.

Cette motion n'a d'autres objectifs que d'unir toutes les volontés au-delà de tous les clivages pour l'application effective de la motion « arc-en-ciel » propre aux écologistes afin de saluer, demain aux législatives 2007, l'élection de parlementaires Verts tendant à une plus juste représentativité de la réalité de notre société.

Gap le 4 octobre 2006
Amar ASSAS
Verts PACA

CENTRE
Marie-Françoise DUTHU.
ILE-DE-FRANCE
Mathilde ALLUCHON, Selma DEREUME, Manuel DOMERGUE, Otman DOUIDI, Mathieu GLAYMANN, Benjamin JOYEUX, Jerome JURJEVIC, Nabila KERAMANE, Wajdi LIMAN, Serge MAROLLEAU, Marie SAMPIL, Eros SANA, Guillaume SECRETIN, Mohammed SIK.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Pierre-Yves DACHEUX.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Frédéric SARKIS.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Aïcha ASSAS, Amar ASSAS, Valérie MESSAGER.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 60

4 L'AUTONOMIE CONTRACTUELLE : MODE D'EMPLOI 2007

EXPOSE des MOTIFS :

La motion ponctuelle adoptée par l'Assemblée Fédérale en 2002 et mise en oeuvre avec succès dans plusieurs régions en 2004 a été bien intégrée par le mouvement pour les scrutins semi-proportionnels (régionales-municipales) mais à l'évidence demande à être précisée pour les scrutins uninominaux qui nous attendent en 2007 (présidentielle et législatives) et 2008 (cantonales et sénatoriales).

L'exemple de Paris permet de donner une illustration concrète de sa mise en oeuvre, donne un mode d'emploi et un exemple à suivre.

En 2001 deux listes indépendantes se présentent aux électeurs en annonçant une même volonté de travail en commun. Les contacts antérieurs ont permis de déterminer les axes d'un programme commun et les pierres d'achoppement.

Au soir du premier tour les délégués des deux listes se retrouvent pour préciser la répartition sur les listes communes du second tour, se partager les responsabilités à assumer dans la future majorité et peaufiner le programme en fonction du rapport de forces décidé par les électeurs. Les engagements de chacun des partenaires sont clairs, précis et écrits.

Conclusion : cette fusion opérée dans de bonnes conditions permet à la gauche et aux écologistes d'emporter une mairie qui est à droite depuis des lustres.

L'équipe ainsi formée se met au travail dans un bon esprit et lorsqu'arrivent les discussions sur les candidatures aux législatives, les Verts obtiennent 3 circonscriptions sur les 21 de la capitale.

Conclusion : les Verts emportent 2 sièges sur les 3 et le PS en gagne un supplémentaire

MORALITE : l'AC, cela fait gagner tout le monde.

MOTION adoptée en 2002

L'Assemblée générale des Verts considère que l' Autonomie Contractuelle" (dite AC dans le texte) adoptée comme stratégie en 1995 demande à l'expérience à être définie avec plus de précision dans ses modalités d'application. L'accord électoral : la stratégie de l'AC consiste à rechercher des accords de gestion avec des partis de gauche sur la base d'une double exigence : un accord programmatique et une répartition proportionnelle des responsabilités.... Lorsqu'il n'y a pas de Contrat, l'AC consiste à se présenter de manière autonome et à ne pas donner de consigne de vote au second tour. En ce sens la stratégie de l'AC est en rupture avec la tradition de désistement républicain à gauche. En effet, le succès de la stratégie d'AC exige un rapport de force appuyé sur un militantisme de terrain qui n'existerait pas si les voix des écologistes pouvaient être considérées comme automatiquement acquises à nos partenaires : nous deviendrions de simples satellites. l'AC suppose respect mutuel et exclut qu,un parti politique soit dépendant de l'autre, ou soumis à l'autre.

Nous devons donc annoncer notre volonté d'accords programmatiques et d'une juste répartition des candidatures aux législatives. .../...

Nous devons dans le même temps nous préparer à compter sur nos propres forces tout en recherchant avec d'autres (régionalistes, fédéralistes, motivées...) des partenariats. Et nous devons impérativement faire entendre à nos partenaires que refus de contrat de leur part entraînera refus du soutien du nôtre et donc des candidat-e-s sur toutes les circonscriptions en 2007 et que nos éventuels partenaires devront se débrouiller sans notre soutien au second tour. Car il en est de l'AC comme de la force de frappe (dans l'esprit de ses défenseurs) : elle est inutile si on annonce qu'on ne s'en servira pas. Nous devons aussi être prêts à assumer les conséquences de l'autonomie, financièrement et en nombre d'élu-e-s si les conditions réelles d'un bon accord ne sont pas réunies. La construction durable de l'écologie politique est à ce prix.

complément de motion pour 2007-8[/b]

En l'absence d'accords politiques permettant une répartition équitable des circonscriptions et d'une volonté politique de nos partenaires d'un accord respectueux de notre identité et de notre capacité à peser dans le débat, l'Assemblée Fédérale décentralisée décide

1 de ne pas poursuivre les discussions programmatiques et électorales avec le Parti Socialiste.

2 de présenter des candidat-e-s sur toutes les circonscriptions

3 de ne donner aucune consigne de vote au second tour de la présidentielle et des législatives à l'exclusion d'éventuels "appels à faire barrage au Front National" ou à des candidats "antérieurement condamnés pour Corruption"

L'Assemblée Fédérale mandate le CNIR pour proposer par référendum aux adhérent-e-s d'éventuelles nouvelles propositions allant dans le sens d'une prise en compte par nos partenaires d'une volonté de commerce politique équitable.

AQUITAINE
Dominique REFFAY.
AUVERGNE
Olivier CLAVAUD.
BOURGOGNE
Christophe BOUDET, Geneviève GIRAULT.
BRETAGNE
Didier CHAPELLON, Roland DEBUYSSCHER, Roger GUILLOPE, Elisabeth HASCOET, Philippe LAPORTE, Jean-Pierre LE BARS, Yves LEVREL, Jean MASSE, Marc MILLOT, Frédéric MULHAUSER, Dominique RAMARD, Dominique TOURET, Alain UGUEN.
CENTRE
Dominique BRANCHER.
HAUTE-NORMANDIE
David CORMAND, Alain DURAND, Martine ROUZAUD.
ILE-DE-FRANCE
Michèle GASPALOU, Jean-Baptiste LOBEL, Christian SCHACH.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Jean-Claude BIAU, Laurent DUPONT, François FERRAND, Silvain PASTOR.
LORRAINE
Michèle CHIAJESE, Roger CHIAJESE.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Nasser ACHOUR, Jean-Marie ALLAIN, Dominique ISSELE.
POITOU-CHARENTES
Madeleine CLAUSTRE NAHON, Laurent RATAT, Serge RIVET.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Robert BORDIN.
RHÔNES-ALPES
Jean-Baptiste DURAND, Elisabeth LACROIX, Jean-Louis MASSET, Marie-Odile NOVELLI, Richard OLIVIER, Alexandre RAFALOVITCH, Cécile VIALLON.
RÉUNION
Jean-Pierre ESPERET.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 61

LES CONDITIONS D'UNE PARTICIPATION DES VERTS À UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Exposé des motifs

Il y a des incontournables pour une participation des Verts à un gouvernement, de nombreux textes, comme la synthèse de Reims, l'ont déjà acté, et chaque motion d'orientation y revient peu ou prou.
Cependant nous savons que lorsque les décisions devront se prendre, probablement rapidement, un texte de cadrage clair sera nécessaire.
Cette motion ponctuelle n'épuise pas l'ensemble des conditions qui devront être analysées le moment venu, mais cherche à rassembler les conditions programmatiques qui font consensus chez les Verts.
Son but est d'envoyer un message fort, par une AG d'orientation, à nos éventuels partenaires et surtout à nos électeurs.

Motion

Les Verts ne participeront à un gouvernement que s'il est en rupture nette avec les orientations libérales productivistes et autoritaires ; Cette rupture doit se manifester au minimum par les mesures suivantes, qui doivent être toutes mises en oeuvre :

Ecologie :

Un programme de sortie du nucléaire, incluant un programme de sobriété énergétique, un plan pour réduire les déplacements contraints et redéployer les financements prévus pour les autoroutes au transport ferroviaire, le développement des énergies renouvelables et l'arrêt de l'EPR .
L'arrêt de toute culture d'OGM par un vote du parlement déclarant la France région sans OGM et la réorientation des politiques agricoles vers une agriculture biologique et paysanne.

Justice sociale :

Le relèvement significatif des minimas sociaux ;
Des mesures contre les temps partiels imposés et l'abrogation des mesures de précarisation (CNE) .
La reprise de la réduction du temps de travail.
Une réforme fiscale comprenant le rétablissement au minimum au niveau de l'an 2000 de la progressivité de l'impôt sur le revenu.
Une loi-cadre sur l'économie sociale et solidaire garantissant son financement et son autonomie.

Démocratie :

L'instauration d'un régime parlementaire primo-ministériel ;
L'élection d'au moins la moitié du parlement à la proportionnelle ;
L'abrogation des lois liberticides (modification du CESEDA, prévention de la délinquance, …)
Une citoyenneté pleine et entière pour tous les résidents.

Alternative à la mondialisation néo-libérale

L'action pour transformer le FMI, la BM et l'OMC en agences de l'ONU, le retrait unilatéral du G8 et le gel de l'AGCS ;
Une loi d'orientation et de programmation pour une coopération solidaire.

Faute d'engagement clair et précis sur l'ensemble de ces points, les Verts ne participeront pas à un gouvernement.
Si les Verts participent à un gouvernement, ils s'en retireront si dans un délai de six mois ces mesures ne sont pas prises ou engagées de manière irréversible.

CENTRE

Roukya ATTEYE, Claudie BORDJAH REY, Christophe BOULANGER, Patricia DANGUY, Gilles DEGUET, Jean DELAVERGNE, Monique DESBOIS, Gilles ENGELS, Charles FOURNIER, Philippe GARDELLE, Philippe GEIGER, Francis GONTHIER, Florent GROSPART, Monique LAJONCHERE, Mohamed LASLA, Denise LENIAR, Roland LENIAR, Abderrahmane MARZOUKI, Jean-Marie ROBIN, Marie ROBIN, Marie-Claire ROBIN, Arnaud TERY, Alix TERY-VERBE, François THIOLLET, Mathilde THOMASSIN, Marie-Françoise VALTRID.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 62

6 DÉMOCRATIE PRATIQUE, PRATIQUE(S) DE LA DÉMOCRATIE

Faisons des Verts un creuset de la démocratie

Désengagement, méfiance, cynisme, sentiment d'impuissance... La crise démocratique de notre société est épinglée dans de nombreux textes Verts.
Cette prise de conscience ne nous est pas unique. Des chercheurs, décideurs et groupements de la société civile inventent et expérimentent des pratiques visant à insuffler une nouvelle vie au contrat démocratique. Tout comme Les Verts, ils revendiquent la démocratie participative à la fois comme objectif (une démocratie plus réelle) et comme méthode (des outils pour pallier les carences de la démocratie représentative). Parmi les partis politiques français, Les Verts sont parmi ceux qui se préoccupent le plus de la faillite démocratique. En interne, nous tentons de nous mettre en conformité avec nos propositions (non cumul, parité, proportionnelle, vote des résidents étrangers...). Cela ne suffit pas à éveiller l'envie de participer : la mise en oeuvre de ces propositions dans la sphère publique tarde à venir et les hic procéduraux des Verts ont plutôt tendance à mettre en lumière nos insuffisances qu'à rappeler notre souci de démocratie interne.
Contribuons à faire renaître l'envie de participer à la prise de décision politique. Faisons des Verts un creuset de la démocratie. Facilitons l'expérimentation et, quand elle a déjà lieu (tirage au sort, budgets participatifs, résolution de conflits par la médiation, ...), diffusons ces expériences afin d'encourager le brassage des idées et l'apprentissage par la pratique, en interne comme avec des organisations et personnes extérieures aux Verts.

Une première piste : les systèmes de vote consensuels

Pour faire suite à la réflexion engagée aux Journées d'été à Coutances, nous vous proposons une première piste, celle des systèmes de vote consensuels et notamment préférentiels.

L'idée du consensus n'est pas de trouver un moyen de forcer tout le monde à être d'accord. Les techniques de vote concernées visent à identifier la volonté générale et à conduire le débat en évitant les positions tactiques. Dans ce type de débat, le dissensus contribue à éclairer les options, mais ne polarise pas, car le processus de vote incite à admettre la légitimité de plusieurs points de vue et permet au plus grand nombre possible de participant-e-s de se retrouver dans le résultat.

Expérimentons un nouveau mode de désignation

Nous vous demandons de permettre une simulation d'élection directe du collège exécutif des Verts par le nouveau CNIR, selon un vote matriciel : procédure de vote préférentiel développée par Peter Emerson (Vert d'Irlande du Nord) sur la base des travaux de Charles de Borda (1733–1799). Ce scrutin est utilisé lorsqu'une assemblée souhaite élire quelques personnes issues de ses rangs à un nombre égal de postes. Tout membre souhaitant se présenter est éligible à tout poste.
Chaque membre de l'assemblée vote en exprimant l'importance relative qu'il ou elle accorde à telle attribution de poste. Comme dans l'exemple suivant, on ne peut mettre qu'un nom sur chaque ligne et chaque colonne :

Préférences/
Poste
1e2e3e4e5e6ePremier ministreFPM adjointJMinistre de WXMinistre de XAMinistre de YLMinistre de Z V
1. Le score par candidat par poste est calculé selon le système Borda modifié (système de points qui incite à exprimer l'ensemble de ses préférences).
2. Les candidat-e-s les plus populaires sont considéré-e-s comme élu-e-s mais ne sont pas encore désigné-e-s à un poste spécifique.
3. Une nouvelle matrice est élaborée, qui classe les candidat-e-s et les postes par ordre de popularité ; elle montre la somme des scores de chaque candidat-e sur chaque poste.
4. Les candidat-e-s sont désigné-e-s par ordre de popularité selon les sommes des scores les plus élevés de chaque candidat-e sur chaque poste.
Le vote matriciel présente plusieurs avantages. En ce qui nous concerne :
• il créerait un lien fort entre assemblée et exécutif et renforcerait le rôle du CNIR dans l'attribution des postes ;
• comme toute élection directe à bulletin secret, il garantirait la liberté de vote, limitant le rôle des courants et encourageant un débat ouvert et transparent ;
• il encouragerait les votants à réfléchir à des compromis, favorisant les candidatures acceptables par le plus grand nombre ;
• il permettrait des candidatures « hors courants ».
Il nous semble judicieux d'organiser une simulation afin de peser les effets de ce type de scrutin et les éventuels ajustement à faire pour intégrer les contraintes que nous nous donnons (parité, ...).
Nous proposons d'organiser un scrutin postal des nouveaux CNIRien-ne-s titulaires et suppléant-e-s entre l'Assemblée Fédérale de décembre 2006 et le premier CNIR du mandat 2006-2008. Cela requiert un petit budget pour le matériel de vote, et l'aide du CE actuel pour l'organisation. Nous vous invitons donc à voter cette motion, et à nous rejoindre pour de nouvelles explorations démocratiques.
(Voir aussi http://www.preferendum.info)

AQUITAINE
Xavier LHOMME.
AUVERGNE
Daniel RONDEPIERRE.
BRETAGNE
Claire DUVAL, Philippe LADAME, Jocelyne LE BOULICAUT, Dominique RAMARD.
CENTRE
David CHOLLET, Gilles DEGUET, Denise LENIAR, Roland LENIAR, François THIOLLET.
CORSE
Jean GRAZIANI.
HAUTE-NORMANDIE
Guillaume BLAVETTE, Benoît FENAULT, Guillaume GRIMA, Jean-Pierre LANCRY, Victoria SELWYN.
ILE-DE-FRANCE
Francine BAVAY, Jean BORSENBERGER, Géraldine CHALENCON, Albano CORDEIRO, Philippe DAGUENET, Helder DE OLIVEIRA, Jérôme DESQUILBET, Cécile DUFLOT, Jérôme GLEIZES, Bernard GUIBERT, Alain LECLERC, François LONGERINAS, Dominique LUANG PRASEUTH, Pierre-Edouard MAUREL, Patricia MILLOT, Daniel MOSMANT, Antoine ROLLAND,

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 63

6

DÉMOCRATIE PRATIQUE, PRATIQUE(S) DE LA DÉMOCRATIE

Corinne RUFET, Eva SAS, Stephane SITBON, François SOLTIC.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Françoise ALAMARTINE, Marie-Claude BENSON, Michelle CAPIEU, David DUMAS, David GOURBEAULT.

LORRAINE

Brigitte LEBLAN, Philippe LECLERCQ.

MIDI-PYRÉNÉES

Brigitte BROZIO, Nazy PAYSOKHAN, Jean-Charles SUTRA.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Xavier POUPART, Nicole SERIS, Renaud SILVESTRI, André VANDERLYNDEN.

PAYS DE LA LOIRE

Alexis BRAUD, Stéphane LE SOLLIEC, Jean-Philippe PARMANTIER.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Jean-Luc FAUCHE, Philippe GARDIOL, Simon IMBERT-VIER, Héliane LONGERE.

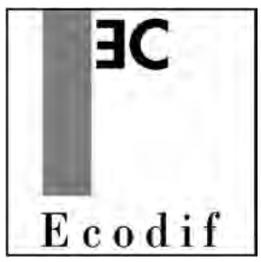
RHÔNES-ALPES

Nadim GHODBANE, Didier LE BER, Michaël LEIBMAN.

RÉUNION

Denis FRITZEN, Jean-Marc TAGLIAFERRI.

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr



International

- *L'Etat du monde 2007*,
  dir. Bertrand Badie et Béatrice Didiot,
  La Découverte, 2006, 430 p., 25 euros¤
- *Le Petit Alter, dictionnaire altermondialiste*,
  Attac, Mille et une nuits, 2006, 394 p., 20 euros
- *L'Etat de la planète 2006*, gros plan sur la Chine et l'Inde,
  Institut Worldwatch, préface à l'édition française :
  Laurence Tubiana, 2006, 277 p., 19 euros¤

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 64

7

CONTRE LES IDÉOLOGIES DE « GUERRE DES CIVILISATIONS »

Les idéologies de « guerre des civilisations » constituent une menace pour la cohésion sociale en France et pour la démocratie et la paix dans le monde.

Les mouvements de la deuxième partie du XX[e] siècle, mouvement de libération des peuples colonisés et mouvements écologistes, libertaires et démocratiques (1968), ont été instrumentalisés ou trahis, mais la fin de la guerre froide avait laissé espérer voir se concrétiser leurs aspirations.

Malheureusement ces espérances sont contredites par l'hégémonie idéologique de l'ultra-libéralisme et l'hégémonie politique Etats-Unienne. L'idéologie de « guerre des civilisations » vient conforter cette hégémonie, la justifiant au nom de la défense de la liberté et des valeurs occidentale contre un ennemi global, potentiel ou déclaré. Aujourd'hui l'Islam, comme religion et comme culture des populations des principales zones de tension du monde, est érigé en matrice de cet ennemi global. Chez les musulmans certains développent la même logique en érigeant les « croisés » ou l'Occident « judéo-chrétien » en ennemi global. Il ne s'agit pas seulement d'opposants farouches à l'Occident comme Al Qaida et les salafistes radicaux, mais aussi de composantes du système mondial de domination, comme le régime saoudien.

Il en résulte l'instrumentalisation générale des conflits existants. Les causes économiques, sociales, politiques ou historiques de ceux-ci sont occultés au profit de la dynamique binaire : démocratie contre terrorisme, liberté contre obscurantisme, vertu contre vice. Ainsi est occultée l'occupation qui explique la perpétuation du conflit israélo-palestinien et justifié l'enlèvement de députés palestiniens démocratiquement élu au nom de la lutte contre le terrorisme. Ainsi la lutte pour la démocratie dans des pays comme la Syrie, le Tunisie ou l'Egypte est assimilé, par les régimes, à une faiblesse vis-à-vis de l'islamisme radical et les démocrates sont réprimés avec l'acquiescement tacite de l'Occident. Cette logique s'étend aux affaires intérieures des démocraties. Georges W Bush légitime la violation des conventions de Genève à l'encontre des prisonniers, et remet en causes des libertés fondamentales des citoyens américains eux-mêmes !

L'Europe et la France ne sont pas exemptes. La stigmatisation des musulmans est orchestrée par des vagues d'islamophobie médiatique et politique (au Danemark ou aux Pays Bas, etc.), ce qui, symétriquement, favorise la radicalisation de certains musulmans, jusqu'à la dérive terroriste. En France, confrontés aux problèmes de discriminations sociales et ethniques, nombreux sont ceux qui adoptent les arguments de la guerre de civilisation, comme on l'a vu par exemple, de Charlie Hebdo jusqu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, lors de la crise de novembre 2005. Une logique qui se nourrit d'une idéologie coloniale jamais résorbée.

L'intériorisation de la logique de guerre (« eux » contre « nous ») provoque fantasmes, censures et anathèmes, et développe la bêtise haineuse qui, comme à l'époque de l'affaire Dreyfus, des années 30 ou de la guerre d'Algérie, affaiblit toute la société dans sa dimension laïque, ouverte et démocratique.

Résister à cette emprise grandissante du modèle de guerre est impératif. Les Verts, en France comme en Europe, ne doivent pas céder à cette pression et doivent s'appuyer sur leurs expériences et leurs acquis.

Contre les dérives « communautaristes » et/ou « laïcardes », cela passe pas la défense de la société sécularisée et laïque qui respecte la liberté de croyance selon l'esprit et la lettre de la loi de 1905 et de la déclaration européenne des droits de l'Homme, défend la liberté d'expression de tous et le respect dû à chacun.

Rompant avec la rhétorique et la pratique de la « war on terror », cela passe par la réaffirmation de la lutte pour la justice et la démocratie, la rupture avec le « deux poids deux mesures », notamment au Proche Orient, la démystification d'un supposé ennemi global « terroriste international » justifiant toutes les politiques liberticides, condition du combat effectif contre les pratiques terroristes réelles (attaques délibérées contre des civils) qu'elles soient le fait d'Etats (Israël, Etats-Unis, Russie, Algérie), de milices politiques armés ou de bandes de tueurs (Al Qaida). La défense du droit international et son développement, notamment la Cour pénale internationale, sont au cœur de cette problématique. La réforme de l'ONU, la redéfinition d'une politique européenne et française de défense, s'inscrivent dans cette dynamique.

En France, il faut développer la résistance aux stigmatisations haineuses, aux discriminations fondées sur l'appartenance réelle ou supposée à un groupe ethnique, culturel ou religieux. Les Verts doivent y contribuer en ce qui les concerne, et apporter tout leur soutien aux groupes et mouvements qui, sur le terrain, combattent ces fractures envenimées chaque jour par la logique de la « guerre des civilisations »

BASSE-NORMANDIE
Simon TAUGOURDEAU.
CENTRE
Marie-Françoise DUTHU.
ILE-DE-FRANCE
Sergio Pablo CORONADO, Frédéric L. H. DE BEAUVOIR, Manuel DOMERGUE, Bernard DREANO, Patrick FARBIAZ, Mathieu GLAYMANN, Benjamin JOYEUX, Jerome JURJEVIC, Nabila KERAMANE, Gilles LEMAIRE, Wajdi LIMAN, Evelyne PERRIN, Eros SANA.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Youssef DAHMAJ, Christian LAZAOUI, Julien LECAILLE, Brigitte PERSSON, Ali RAHNI, Frédéric SARKIS, Renaud SILVESTRI.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 65

LE DOUBLE ENDIGUEMENT DU CAPITALISME

Il faut endiguer les débordements du capitalisme financier mondialisé sur trois fronts :
- sécurisation de l'emploi salarié à l'intérieur de l'économie de marché,
- restauration et développement des services publics,
- promotion du tiers secteur pour relocaliser l'économie, diviser par quatre la consommation énergétique, diviser par deux l'empreinte écologique et diviser par deux la double journée de travail des femmes et restaurer les solidarités primaires dans les banlieues défavorisées.

Un nouveau CDI pour tous, tripartite entre le salarié, l'entrepreneur et une tierce partie publique qui garantira en dernier ressort le droit à l'emploi salarié consacré par la Constitution, perfectionnera l'ancien et garantira la continuité du salaire et la formation le long de la vie active.

L'éradication du chômage sera planifiée sur les deux prochaines mandatures (10 ans) par une réduction du temps de travail salarié grâce à des formes de mutualisation s'articulant avec le tiers secteur, à 35 heures dans les petits et moyennes entreprises dans les deux premières années et à 32 heures avant la fin de la deuxième mandature.

La revalorisation des salaires fera l'objet de négociations collectives annuelles. Le but sera d'augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée de 10 % en 10 ans. Le droit collectif s'imposera aux entreprises individuelles.

De même sera planifiée la montée progressive d'une garantie de ressources substantielle, inconditionnelle et universelle permettant de déconnecter progressivement un revenu social d'existence (RSE) de l'emploi salarié pour aboutir à une articulation harmonieuse du droit à l'emploi salarié et de celui à la peine activité .

Il sera créé un véritable service public de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

Les moyens de contrôle (inspection du travail notamment) seront renforcés.

Priorité sera donnée au sauvetage de l'hôpital public, de la prévention sanitaire, de l'école publique, des universités et de la recherche.

Les services publics seront protégés de la concurrence. Leur charte sera définie en fonction de l'égalité de tous et notamment de l'égalité d'accès.

Les biens publics environnementaux de l'eau, des déchets, de l'énergie, des économies d'énergie, des transports (notamment des transports publics urbains) seront "déprivatisés". Leur gestion pourra être confiée soit à des services publics, soit à des entreprises sans but lucratif du tiers secteur.

Le droit de propriété foncière et les impôts fonciers correspondants seront réformés pour permettre de lutter contre la spéculation immobilière en ville et pour diminuer l'empreinte écologique en milieu rural. On lancera des débats publics (conférences de consensus sous l'égide du Parlement) pour
• réformer le statut de la propriété foncière en envisageant la socialisation des sols ;
• redéfinir les responsabilités individuelles et collectives des propriétaires vis-à-vis de l'air et de l'eau ;
• réformer les droits de propriété intellectuelle en tirant les leçons des expériences des "logiciels libres", des "droits d'auteur" et des chercheurs scientifiques, des transformations récentes du spectacle vivant (intermittents du spectacle).

La division par deux de la double journée de travail des femmes et la restauration des solidarités de base, notamment dans les cités, la division par quatre de la consommation énergétique et la division par deux de l'empreinte écologique s'effectueront progressivement par la constitution d'associations locales d'entraide féminine dans le cadre des formes juridiques existantes de l'économie sociale et solidaire (régies de quartier, associations 1901, SCOP, SCIC, etc.).

Les pouvoirs publics aideront la création de quasi-monnaies locales (non thésaurisables et dédiées) émises et gérées par des agences quasi-financières.

Ces agences constitueront le bras séculier de la « planification participative décentralisée » décidée par les structures démocratiques locales (et plus particulièrement les Conseils de développement de pays et d'agglomération prévus par la loi Voynet de juin 1999) pour orienter les investissements en euros dans le tiers secteur.

De nouvelles méthodes d'estimation de la richesse globale seront mises au point au service de cette « planification participative décentralisée » généralisée.

Ce plan sera financé par un meilleur partage des gains de productivité déplaçant de 10 % le partage de la valeur ajoutée notamment grâce à l'instauration d'un taux d'imposition progressif des bénéfices de toutes les entreprises.

Ces gains seront affectés de manière égale :
• à la sécurisation de l'emploi salarié, à la diminution des 10 % du temps de travail salarié et à une augmentation de 10 % du pouvoir d'achat des salariés ;
• à la restauration et au développement des services publics ;
• à la promotion du tiers secteur, plus spécialement pour le ravaudage du tissu social dans les banlieues défavorisées et l'émancipation des femmes.

HAUTE-NORMANDIE
Guillaume BLAVETTE.
ILE-DE-FRANCE
Francine BAVAY, Francis BENNE, Catherine BERNARD, Jean BORSENBERGER, Jérôme DESQUILBET, Bernard GUIBERT, Gilles LEMAIRE, Corinne SAVARY, François SOLTIC, Michel THEIL.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Françoise ALAMARTINE, Pierre-Yves DACHEUX, Pascal PEUCH, Jean-Marc PHILIBERT, Linda ZREHEN.
LORRAINE
Philippe LECLERCQ.
MIDI-PYRÉNÉES
François PAUMIER, Jean-Charles SUTRA.
NORD-PAS-DE-CALAIS
André VANDERLYNDEN.
PAYS DE LA LOIRE
Jean-Philippe PARMANTIER.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Héliane LONGERE.
RHÔNES-ALPES
Nadim GHODBANE, Didier LE BER, Michaël LEIBMAN, Jean-Pierre MEYER.
RÉUNION
Françoise HAMEL, Jean-Marc TAGLIAFERRI.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 66

MOTIONS PONCTUELLES THÉMATIQUES

9

LIBERTÉ, LAÏCITÉ, DIVERSITÉ !

Vouloir que chacunE puisse vivre selon ses propres choix culturels, spirituels, sexuels, quelles que soient son origine, ses croyances… défendre le droit à l'exercice de ces choix, souvent contre une culture majoritaire qui résiste, est un combat que nous partageons touTEs. C'est un des fondamentaux des Verts, celui de l'autonomie de la personne.
Mais certains choix ne sont pas acceptables : ceux qui s'opposent à l'émancipation, à l'égalité, au libre choix des autres.

Nous ne sommes pas dans une vision manichéenne de la société. Les pratiques obscurantistes ne sont pas défendables, même si leurs auteurEs sont des victimes par ailleurs : victimes actuelles des rapports Nord/Sud, ou, plus anciennes, de la colonisation ou de l'esclavage. Justifier ces pratiques est une attitude d'infantilisation et de déresponsabilisation, et finalement de racisme.

Car il n'y a pas de « peuple opprimé » ou « victime » par nature. L'histoire moderne nous montre suffisamment souvent que les rôles peuvent s'inverser si les conditions de pouvoir le permettent.

Parfois, nous disons par un raccourci de langage, que nous, les Verts, défendons les minorités. Bien entendu, ce n'est pas la minorité en tant qu'entité juridique que nous défendons, mais bien le droit individuel de chacune et chacun à s'approprier l'histoire et la culture minoritaire. C'est fondamentalement différent : nous ne sommes ni nationalistes, ni jacobins. Soutenir les minorités dans leur « essence » ouvre la voie aux communautarismes.

Cette confusion idéologique peut conduire à faire alliance avec des intégristes, simplement parce qu'ils se font les porte-parole des peuples opprimés et de leur religion, ou parce qu'ils « luttent contre l'impérialisme américain »… C'est une erreur tragique qui serait fatale à nos combats émancipateurs. A une autre époque, l'aveuglement de certainEs les avait conduits à soutenir les Khmers Rouges. En effet, l'ennemiE de mon ennemiE n'est pas forcément mon amiE. Nous luttons contre Bush et le système politico-militaire américain à cause de sa vision géostratégique du monde, de sa volonté de déréguler les économies pour son profit exclusif, et de s'approprier les ressources naturelles de toute la planète… Nous ne luttons pas contre son système démocratique. Nous comptons même sur les EtatsunienNEs démocrates pour l'utiliser et faire évoluer la politique de leur pays.

Les intégrismes sont des systèmes totalitaires, tous les intégrismes. L'intégriste est celui qui considère que sa croyance est la vérité. Ainsi, les lois démocratiques ne sont respectées que dans la mesure où elles lui conviennent. Car la seule loi qui compte, c'est celle de sa perception de son dogme. « Le croyant sait qu'il croit, l'intégriste croit qu'il sait ».

Faire alliance avec un intégrisme particulier empêche totalement de lutter contre les autres. Le paradigme universaliste disparaît avec la laïcité, et il ne reste que la posture du « Choc des Civilisations ».

Les intégrismes ont pour point commun de réfuter totalement les idéaux universalistes, la promotion de l'égalité des droits entre tous les êtres humains. Leurs représentants n'ont pour cesse de critiquer les droits de l'humain, la laïcité, le féminisme, le rationalisme. Ils le font de multiples manières, en mettant en avant le relativisme culturel, en inventant de nouvelles « laïcités », en faisant croire qu'il y aurait des féminismes qui trouveraient leur source dans les religions, en expliquant, comme en Inde, que les sciences seraient de nature culturelle ou nationale, ou comme aux Etats-Unis, que l'évolution des espèces n'existe pas.

Nous devons nous débarrasser de cette posture angélique, basée sur la culpabilité coloniale, adoptée par certainNEs altermondialistes, et qui consiste à croire que nous pourrions faire un bout de chemin avec les intégristes. Outre que c'est ignorer totalement les projets totalitaires de ces derniers, nous pouvons faire le constat que ce sont des groupes avec qui nous ne partageons rien, en dehors du constat, facile, de dysfonctionnement de la société et des discriminations de toutes sortes.

Car leurs solutions sont à l'opposé des nôtres :

- fractionner la société, promouvoir un multiculturalisme institutionnel à l'anglo-saxonne, déléguer au religieux et au privé les politiques publiques ;
- refuser l'émancipation des femmes au nom d'une prétendue « culture différente », ou plus subtil, promouvoir une « émancipation différente » ;
- revendiquer un « délit de blasphème » et justifier la violence face à la liberté d'expression ;
- nier le droit à l'expression de l'orientation sexuelle et finalement à toute expression d'une liberté individuelle.

Face à ces choix liberticides, les Verts doivent, pour garantir leurs revendications sociétales, proposer une alternative porteuse de paix et du vivre ensemble : une société transculturelle qui s'enrichit de la diversité sans diversifier les droits selon les origines et les communautés.

.

ALSACE
Hugues STOECKEL.
AUVERGNE
Jacques BLAIZE.
BRETAGNE
Jocelyne LE BOULICAUT.
CENTRE
Dominique RONCERAY.
FRANCHE-COMTÉ
Gerard ROY.
ILE-DE-FRANCE
Marie-Thérèse ATALLAH, Franck BARRAUD, Véronique BILLAND, Albert BISCHEROUR, Laurence BONZANI, Joël CHENAIS, Florence DE MASSOL DE REBETZ, Luc DEGEORGES, Isabelle DELAUNAY, François DELCOMBRE, Robert DEMAILLE, Gérard DOUBLET, Bruno DUVAL, Jeanne FAIVRE, Lino FERREIRA, Lucien FERRIER, Pascale GIRARD, Patrice GOHIER, Laurent GUIGNON, Michel HENRY, Françoise HOFFET, Didier IDJADI, Farimah IDJADI, Alain JEAN JOSEPH, Mireille KUKAWKA, Philippe LANGLET, Colette LECUYER, Elisabeth LOICHOT, Pierre MATHON, Elisabeth MOUCHART, Jeannine OTTE, Jean-Marc PASQUET, Christiane PESCI, Michel PESCI, Dominique PLOTEAU, Michel POIRIER, Stéphane POLI, Nicolas ROSSIGNOL,

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 67

LIBERTÉ, LAÏCITÉ, DIVERSITÉ !

Adrien SAUMIER, Martine SENDILLON, Pierrette STEPHAN-LETONDOR, Christine VINAS WALFISCH, Hélène ZANIER, Jean-Louis ZENTELIN, Arlette ZILBERG.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Maryse ARDITI, Jean-Claude BIAU.

MIDI-PYRÉNÉES
Marc SARACINO.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Jocelyn DUHAMEL.

PAYS DE LA LOIRE
Marie-Hélène AUBERT, Frantz DESPREZ, Jean-Luc VARIGAULT.

POITOU-CHARENTES
Christian COUILLAUD.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Pierre AUBRY.

RHÔNES-ALPES
Jean-David ABEL, Eric ARNOU, Michèle BONNETON, Olivier BOURET, Georges CHICH, Nicole JAILLET, Edith JOURNET, Bruno JOUX, Chantal KERLAN, Maurice LE CALVEZ, Jean-Paul LHUILLIER, Georges MAGNIER, Maurice MOREL, Dominic MUNARI, Béatrice MUNTLAK, Patrick ODIARD, Damien SOUS, Marie TROUSSELLE

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Revues

- *La montagne entre protection et conquête*,
  La revue durable, 21, été 2006, 70 p., 9 euros ¤
- *La crise de l'eau*,
  L'Ecologiste, 19, été 2006, 66 p., 6 euros
- *Le revenu social garanti en ligne de mire*,
  Ecorev, 23, été 2006, 88 p., 6,20 euros ¤
- *Vies et mort du tiers-monde*,
  Manières de voir, 87, 98 p., 7 euros

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 68

10

OUI AU RASSEMBLEMENT DES ÉCOLOGISTES !

Dans le prolongement de l'appel au rassemblement des écologistes (consultable à l'adresse suivante : http://alphavert.net/article.php3?id_article=409) et du succès de la plénière des journées d'été, nous souhaitons vous donner la possibilité, en votant ce texte, d'exprimer votre volonté que les Verts soient au cœur d'une dynamique de rassemblement des écologistes.

Pourquoi faire ?

L'écologie politique n'occupe plus aujourd'hui le devant de la scène alors que les conséquences de la crise écologique sont de plus en plus manifestes et qu'il y a urgence à transformer le système économique avant qu'il ne détruise encore plus l'environnement et ne relègue une part importante de l'humanité vers une vie misérable. La Présidentielle se présente pour nous comme très difficile car l'appel au vote utile et la multiplication de candidatures risquent de peser lourdement.

Il y a dix ans, les Verts avaient engagé avec divers partenaires (AREV, CES, PE) un processus de rassemblement qui a abouti à la fusion de ces organisations. Divers mouvements se réclamant de l'écologie politique coexistent toujours aujourd'hui ou sont apparus depuis. Il y a lieu de réactiver et de mener à son terme, dans la cohérence mais sans à priori, ce processus de rassemblement. Cette tâche, d'intérêt général, nous incombe en grande partie. Elle est de notre responsabilité vis-à-vis des milliers de citoyens/nes qui quotidiennement au sein de diverses associations locales ou nationales, luttent sur le terrain, innovent mais désespèrent de ne pas avoir de relais suffisants dans les institutions pour réorienter les politiques publiques.

Avec qui ?

Sachons le reconnaître, les Verts ne sont pas les seuls écologistes en France. On trouve d'autres écologistes dans des partis ou dans la société civile. Les principales associations de protection de l'environnement sont désormais regroupées dans l'Alliance pour la Planète.
Au delà de cette « biodiversité » des structures, des idées ou des approches, nous estimons que ce qui nous différencie les uns des autres est malgré tout moindre que ce qui nous sépare des partis productivistes. Pensons, par exemple, au projet de relance du nucléaire qui fait l'unanimité du PS à l'UMP en passant par le PC ou l'UDF.

Plutôt que de continuer à perdre notre temps dans des combats électoraux fratricides aux conséquences financières et d'image négatives pour nos interventions militantes, nous pensons qu'il est possible de travailler ensemble avec la perspective de rechercher et d'aboutir, le cas échéant, à une unification des organisations.
Il ne s'agit pas de créer un parti de l'écologie politique qui nierait la diversité existante mais de promouvoir les synergies possibles entre nous qui permettent à chacun de participer à une stratégie gagnante pour tous.

Comment ?

Nous proposons les actions suivantes :

Assises de l'écologie politique

Nous demandons que les assises de l'écologie politique décidées par le CNIR soient co-organisées par les Verts et les autres organisations écologistes. Elles seraient ouvertes aux partis écologistes, aux associations, aux penseurs de l'écologie, aux citoyens écologistes. Ces assises doivent permettre de produire une plate-forme programmatique et de faire des propositions concrètes argumentées et chiffrées sur une dizaine de thèmes au maximum. Cette manifestation pourrait, en amont, être préparée par des réunions départementales.

Accords électoraux pour la présidentielle et les législatives

Nous souhaitons qu'il y ait une candidature unique de l'écologie politique avec une préférence pour une démarche du type « primaires de l'écologie politique » mais sans exclusive.
La mise en œuvre de celle-ci pourrait être facilitée par la mise en place d'accord électoraux aux législatives avec les formations écologistes qui accepteraient de participer avec nous au rassemblement des écologistes. Nous souhaitons que les Verts puissent négocier des places supplémentaires gagnables pour permettre cet accord électoral.

Campagne commune des écologistes pour l'instauration d'une dose significative de proportionnelle aux législatives

Il s'agit d'obtenir l'organisation d'un référendum constitutionnel juste après l'élection Présidentielle, instituant une dose significative de représentation à la proportionnelle pour l'élection des députés (sur le modèle allemand) avec mise en œuvre immédiate pour les élections législatives qui suivront la Présidentielle. L'objectif est de permettre une autonomie minimale pour la représentation parlementaire de l'écologie politique et d'éviter une relation de vassalité vis-à-vis d'un grand parti.

Vous pouvez poursuivre avec nous le dialogue en vous inscrivant à la liste de discussion ouverte aux non-verts : http://listes.lesverts.fr/wws/info/ecologie-ensemble. Thèmes débattus : Qu'est ce qu'être écologiste ? Quelles sont nos valeurs communes ? Comment organiser concrètement les conditions d'un rassemblement des écologistes ?

ALSACE
Jean BRAUD, Marie-Madeleine BRAUD, Philippe CARBIENER, Lila MEGAT, Hugues STOECKEL.
BRETAGNE
Philippe LADAME.
CENTRE
Nicole BOUILLY.
CHAMPAGNE-ARDENNES
Eric PIQUET.
HAUTE-NORMANDIE
David CORMAND, Alexis DECK.
ILE-DE-FRANCE
Franck BARRAUD, Alain BERNIER, Gabriel BISIAUX, Eric BOISSEAU, Laurence BONZANI, Christian BRETT, Léonide CELINI, Mireille DE SMET, Sylvain DE SMET, Dominique DEBOISE, Robert DEMAILLE, Marc DENIS, Jacques DUBAELE, Bruno DUVAL, Jeanne

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 69

OUI AU RASSEMBLEMENT DES ÉCOLOGISTES !

FAIVRE, Laurent GUIGNON, Elisabeth HAMILTON, Bernard HERON, Alain JARA, Colette LECUYER, Michel POIRIER, Maria PORTUGAL, Nathalie RIGAUX, Michel ROUYER, Simone SAGUEZ, Philippe SALVI, Laurent THIBAULT, Philippe VICHERAT, Arlette ZILBERG.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Maryse ARDITI, Patrice POLLET.

LIMOUSIN

HAYAT LOTFI.

MIDI-PYRÉNÉES

Marie-Régine BARDOUX, Henri JORNET, Alexandre JURADO, Pierre LABEYRIE.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Vincent BOCQUET, Martine SURIN.

PAYS DE LA LOIRE

Frantz DESPREZ, Fabrice EYMON, Catherine GOUHIER, Thierry PRADIER, Silvain TRAYNARD, Jean-Luc VARIGAULT.

POITOU-CHARENTES

Michel ADAM.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Xavier COROMINES, François HAMY, Jean-Michel LIPAODE, Pascale VAILLANT.

RHÔNES-ALPES

Georges BOTTEX, Alexandre RAFALOVITCH, Nicolas RETOUR.

247 rue du Fbg St-Martin, 75010 PARIS
Métro Louis Blanc / Jaurès / Gare de l'est
Tél. : 01 53 19 53 20 - Fax : 01 53 19 03 93 / mail : ecodif@lesverts.fr

Ecodif

Carnet

- La presse : malade imaginaire ?
La presse écrite va mal, mais le constat est trompeur…
Eric Marquis,
Les Carnets de l'Info,
octobre 2006,
102 p.,
8,90 euros ¤

Erratum_Tribune_AG06 16/10/06 16:56 Page 1

ERRATUM

Ci-dessous, la liste complète des signatures de la motion ponctuelle n° 11 (page 70)

"Pour une participation structurelle des responsables régionaux aux CNIR" :

Aquitaine
Jean-Marc Ferrari
Clément Rossignol

Alsace
Yann Wehrling

Auvergne
Daniel Rondepierre

Basse-Normandie
Mickaël Marie

Bourgogne
Philippe Hervieu

Bretagne
Michel Rolland

Centre
Olivier Masson

Champagne-Ardennes
Gérard Crouzet

Franche-Comté
Philippe Chatelain
Hubert Guyet
Bernard Lachambre
Jean Jacques Mettetal
Isabelle Nouvellon
Gérard Roy
Marie Claire Thomas

Guyane
Philippe Menard

Haute-Normandie
Stephanie Tranchard

Ile-de-France
Suzanne Auger

Languedoc-Roussillon
Michel Cornuet

Limousin
Roger Normand

Midi-Pyrénées
Guillaume Cros

Nord-Pas-de-Calais
Bernard Despierre

Pays de la Loire
Bertrand Blazy-Escarinchou
Hélène Bouchoux
Christophe Cardet
Gary Johan
Sylvie Granger
Michel Narioo
Didier Queraud

Picardie
Delphine Schwindenhammer

Poitou-Charentes
Chantal Nocquet

Rhône-Alpes
Maryse Oudjaoudi

Réunion
Jean Erpeldinger

Pour respecter la règle, qui est de ne pas signer plus de trois motions ponctuelles, Mickaël Marie retire sa signature de la motion "Appel à référendum pour la refondation des Verts".

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 70

11 POUR UNE PARTICIPATION STRUCTURELLE DES RESPONSABLES RÉGIONAUX AUX CNIR

Préambule

En 2002, un cabinet spécialisé a mené un Audit Participatif Interne. Ses nombreux entretiens avec des acteurs nationaux, régionaux et locaux ont débouché sur un rapport très dense communiqué au parti.
Certains passages évoquent des dysfonctionnements internes qui freinent l'efficacité collective des Verts. Ainsi, les observateurs ont noté des "difficultés d'articulation national/régional" :
"Dans les faits, peu de délégués régionaux du CNIR font redescendre l'information du CNIR vers leur région", "le travail bénévole effectué en régions est insuffisamment reconnu".
Une "faible application (voire non application) de beaucoup de décisions du CNIR, par l'impossibilité pratique d'assurer un suivi", une "impossibilité pratique, dans la plupart des régions, de préparer collectivement le CNIR en CAR (délais trop courts)."
"Beaucoup de délégués du CNIR ne représentent pas prioritairement leur région (plutôt une logique individuelle ou de tendance)."
Pour améliorer le fonctionnement du mouvement, le cabinet proposait 9 chantiers prioritaires, dont :
les responsables régionaux sont également conviés (avec voix consultative) aux réunions du Conseil Fédéral (CNIR refondé). Ceci matérialise le lien plus fort entre échelons national et régional.
Les responsables régionaux forment un réel réseau (tirer profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui est animé par le/la secrétaire national(e). Une réunion formelle et régulière (mensuelle ? bimensuelle ?) des responsables régionaux est conviée de pair par le/la secrétaire national(e) et par le/la président(e) du Conseil Fédéral.

Le rapport pose aussi quelques questions politiques préalables :

"Le diagnostic met clairement en évidence un fossé entre le discours régionaliste/fédéraliste des Verts et leurs réalisations concrètes en termes de développement organisationnel et politique à l'échelon régional (à quelques exceptions près). Les Verts sont-ils prêts à se donner les moyens – structurellement – de traduire leurs discours dans les faits ?"

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Certaines préconisations sont déjà appliquées : 4 à 5 réunions par an des responsables régionaux sous la conduite du Collège Exécutif, liste réservée aux resp. rég. orientée sur l'opérationnel, une salariée du siège spécifiquement affectée à la relation avec les régions. Les responsables régionaux y échangent des bonnes pratiques, des outils, mutualisent leurs savoirs et compétences, les régions "riches" aidant celles plus "démunies".
Depuis plus d'un an, ces échanges ont été conduits dans l'intérêt du collectif, quelques soient les tendances auxquelles appartiennent les responsables régionaux. Le souci d'efficacité d'organisation, avec à terme des gains de temps, d'énergie humaine, et donc de présence politique, n'a pas rencontré la suspicion habituellement vécue entre courants. On en voit déjà les effets positifs, en particulier pour la formation, l'organisation des AG de circonscription, le projet de réforme des statuts, les campagnes littoral et énergie….

Et pour demain ?

Avec un souci identique d'efficacité dans l'opérationnel, la participation des responsables régionaux aux CNIR aura 2 avantages principaux :
une meilleure mise en œuvre des décisions du CNIR du fait que les resp. rég. comprendront mieux le cheminement de la décision, et en auront une connaissance immédiate,
une prévention des difficultés éventuelles d'application des décisions : les resp. rég., par leur pratique continuelle de la gestion du parti au niveau régional, connaissent bien les écueils qu'une décision peut rencontrer dans son application, qu'ils soient freins matériels, ressources militantes nécessaires ou temps d'organisation et de réaction.
Il ne s'agit pas de se substituer au rôle politique des délégués au CNIR, mais bien d'y joindre en temps réel le souci complémentaire d'application concrète des décisions. En ce sens, la simple possibilité de prendre la parole permettrait d'éclairer les réflexions des délégués au CNIR (voix consultative préconisée par le cabinet d'audit).
Cette participation aura évidemment un coût. Mais les décisions non appliquées, les erreurs d'organisation, les gaspillages récurrents nous coûtent aussi très cher, sur les plans financier et politique. La dépense ne concernera au maximum que les resp. rég. qui ne seront pas déjà Cnirien-ne-s.
L'enjeu est d'importance. Nous défendons que l'articulation recherchée permettra au parti dans son ensemble de gagner en efficacité et de faire de substantielles économies organisationnelles. Notre crédit politique devrait ainsi s'en trouver renforcé.

Motion

Pour la prochaine mandature, le Collège Exécutif invitera les responsables régionaux à participer aux CNIR. Ils recevront les textes préparatoires au même titre que les Cnirien-ne-s. Ils n'auront qu'une voix consultative. Le budget prévisionnel devra prévoir cette participation.

ALSACE
Yann WEHRLING.
AQUITAINE
Clément ROSSIGNOL.
AUVERGNE
Daniel RONDEPIERRE.
BRETAGNE
Michel ROLLAND.
CENTRE
Olivier MASSON.
CHAMPAGNE-ARDENNES
Gérard CROUZET.
FRANCHE-COMTÉ
Philippe CHATELAIN, Hubert GUYET, Bernard LACHAMBRE, Jean-Jacques METTETAL, Isabelle NOUVELLON, Gerard ROY, Marie Claire THOMAS.
HAUTE-NORMANDIE
Stéphanie TRANCHARD.
LIMOUSIN
Roger NORMAND.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Bernard DESPIERRE.
PAYS DE LA LOIRE
Johan GARRY, Didier QUERAUD.
PICARDIE
Delphine SCHWINDENHAMMER.
RHÔNES-ALPES
Maryse OUDJAOUDI.
GUYANE
Philippe MENARD.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 71

POUR LE MANDAT UNIQUE, MAINTENANT !

La démocratie française est moribonde : abstentionnisme croissant, démocratie de moins en moins représentative, avec peu de femmes élues (seulement 12 % à l'Assemblée nationale, soit l'avant-dernière place dans l'Europe des 25), peu de jeunes, peu ou pas de diversité sociologique et culturelle, un cumul des mandats érigé en sport national, un pouvoir qui reste très largement jacobin alors que les récentes pseudos lois de décentralisation ont surtout transféré des charges sur les collectivités locales, un scrutin majoritaire qui aboutit à des assemblées qui ne reflètent en rien la diversité de la société.

Face à cette situation, les Verts ont des propositions pour une VIe République dans laquelle les institutions seraient profondément modifiées et démocratisées : de nouveaux modes de scrutins pour une meilleure représentation de la société (notamment par le Parlement) avec l'inscription de la proportionnelle dans la Constitution, changer de Constitution en instaurant un régime parlementaire primoministériel et en finir avec le présidentialisme (et l'irresponsabilité présidentielle), limiter à deux les mandats consécutifs exercés par un-e même titulaire, limiter à cinq ans la durée de tous les mandats électifs, établir une véritable parité hommes-femmes, aussi bien sur les listes que sur les têtes de listes, les postes d'adjoint-e-s et de vice-président-e-s dans les collectivités locales, de ministres, développer la démocratie participative à tous les niveaux.

Bien sûr, ces mesures doivent aller de pair avec un statut de l'élu-e, une indemnisation juste, une vraie protection sociale, et la garantie de pouvoir réintégrer son emploi à l'issue de son mandat.

Dans leur programme, les Verts proposent également de limiter le cumul des mandats.

Le CNIR de juin 2006 qui a validé le programme a confirmé cette orientation.

En effet, qui peut croire qu'une personne peut se consacrer pleinement à deux mandats électifs ?

Le mandat unique doit être la règle dès maintenant, et une refonte complète et impérative de nos institutions ne peut passer sous silence la question du cumul des mandats.

En effet, lorsqu'un-e élu-e a deux mandats, ce sera toujours au détriment d'autres personnes qui ne peuvent exercer un mandat : femmes, jeunes, personnes issues de catégories sociales défavorisées, personnes issues de l'immigration, etc.

Les Verts, qui ont été des précurseurs dans bien des domaines depuis leur création, ne peuvent rester sur une position d'acceptation d'un cumul, même limité à deux mandats.

Partisans d'un profond changement des institutions, nous ne pouvons laisser de côté une partie importante de la réforme de celles-ci, alors que les autres formations politiques, longtemps à la traîne sur le sujet, commencent aujourd'hui à prendre aujourd'hui conscience des dérives du cumul des mandats.

Le mandat unique, c'est la meilleure garantie que chaque élu-e se consacrera pleinement à l'exercice de son mandat, au service de ses concitoyen-ne-s.

Motion :

L'Assemblée Générale des Verts est favorable au mandat unique pour les élu-e-s.

L'agrément intérieur (Article XVI - A, grille des mandats électifs) est modifié et n'autorise aucun cumul de mandat externe (responsabilités "en dehors des Verts").

AQUITAINE
Marc LASAYGUES, Xavier LHOMME, Marc SIMON.

AUVERGNE
Eliane BROUSSE, Nicole ROUAIRE.

BASSE-NORMANDIE
Elise LOWY, Christian PREBOIS.

BOURGOGNE
Claude BOURGADE.

BRETAGNE
Gérard BORVON.

CENTRE
Gilles DEGUET, Abderrahmane MARZOUKI.

HAUTE-NORMANDIE
David CORMAND, Guillaume GRIMA, Thierry LECERF, Victoria SELWYN.

ILE-DE-FRANCE
Pascal AUDRY, Jean-Jacob BICEP, Martine BILLARD, Jacques BOUTAULT, Yves CHAGNEAU, Yves CONTASSOT, Jean-Pierre DACHEUX, Frédéric L. H. DE BEAUVOIR, Helder DE OLIVEIRA, Véronique DUBARRY, Janine DURANTON, Edwige FADEIEFF, Corine FAUGERON, Danielle FOURNIER, Jean-Michel GAMBIER, Fabienne GIBOUDEAUX, Thomas GIRY, Françoise HOFFET, Cécilia JOXE, Nabila KERAMANE, Jacqueline LAGOUTTE, Jean-charles LALLEMAND, Alice LE ROY, Alain LECLERC, Gilles LEMAIRE, Marc LIPINSKI, François LONGERINAS, Bernard LOUP, Lucia MARTINI, Kyra-Françoise MAS, Jean-Paul MAUREL, Patricia MILLOT, Christophe NAJDOVSKI, Catherine NAVIAUX, Sébastien REINIER, Denis REMOND, Serge RIVRET, Eva SAS, Stephane SITBON, Mylène STAMBOULI, Pierre STOEBER, Valentin TEIXEIRA, Michel VERSTEGEN.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Françoise ALAMARTINE, Marie-Claude BENSON, Genevieve THIEBAUT, Linda ZREHEN.

LORRAINE
Jorge Enrique BOCANEGRA, Philippe PONCELET.

MIDI-PYRÉNÉES
Antoine MAURICE, Nazy PAYSOKHAN, Didier-Claude ROD, Bernard YVERT.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Nicole SERIS.

PAYS DE LA LOIRE
Marie-Elisabeth ALLAIRE, Bernard CROZEL, Marc DELIGNY, Augustin GROSDOY, Eric WOLF.

POITOU-CHARENTES
Michele LEMAITRE.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Anne-Marie BILLIOTTET, Erik BONNAUD, Elvire DEBUTTE, Bernard DERBEZ, Patrick GARNON, Simon IMBERT-VIER, Robert LINDECKERT, Jeanne MEUNIER.

RHÔNES-ALPES
Didier LE BER, Danielle PERSICO, Bernard PINO, Julien ZLOCH.

SAVOIE
Henri MARINIERE.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 72

13 INTRODUCTION DES SCRUTINS PRÉFÉRENTIELS DANS NOS PRATIQUES DU RÉFÉRENDUM AU PRÉFÉRENDUM

L'atelier de Coutance sur les votes préférentiels a montré comment le mode de scrutin influait sur le résultat et comment les votes binaires ou majoritaires n'étaient pas les meilleurs garants d'une bonne décision : une décision applicable et acceptée par le plus grand nombre.
Les scrutins préférentiels sont des outils utilisés dans certains pays pour désigner les parlementaires, ils tiennent compte de la complexité des choix que rien n'oblige à réduire à des alternatives simplificatrices. Les modes de prises de décision ne se limitent pas au vote majoritaire, ou aux « chaises musicales ». Les votes préférentiels aboutissent à des décisions franches au terme d'un processus se déroulant en un seul tour. Ce sont des scrutins qui génèrent peu de violence car ils ne culpabilisent pas les tenants d'options jugées minoritaires. Les scrutins préférentiels privilégient la prise en compte de toutes les options proposées, ils n'incitent pas à la caricature et aux anathèmes, à l'exclusion, ils sont proches de nos valeurs.
Différents groupes infra-régionaux utilisent déjà les scrutins préférentiels, cette motion a pour objet de promouvoir leur usage dans le mouvement.
Il est choisi de privilégier la méthode 'Borda modifié' car c'est celle qui favorise le plus la recherche de consensus et la construction collective de décision, qui limite au maximum les effets pervers de tout mode de scrutin et qui permet dans tous les cas de trancher.
Avec les votes préférentiels, les Verts expérimentent pour eux-mêmes ce qu'ils souhaitent proposer à la société : une organisation pacifiée au bénéfice de chacun et de la collectivité.
Cette motion vise aussi à réformer la procédure du référendum d'initiative militante. Lorsqu'un groupe propose au mouvement un référendum, les adhérents ne peuvent pas amender le projet, ils doivent simplement se prononcer sur ce qui leur est proposé. Cette occasion de consulter les militants pourrait pourtant être saisie pour enrichir collectivement le choix. Cette motion pose le cadre générale d'une modification de procédure dont les détails seront fixés par le CNIR afin de laisser ouverte la discussion.
Ce dispositif permet de faire mieux vivre la démocratie participative interne et donne plus de chances d'expression à la vitalité du mouvement et à l'initiative militante. C'est un outil puissant de changements accepté par tous.
En savoir plus : visitez
www.preferendum.info

L'assemblée générale des Verts décide d'insérer :

A- dans l'article XVII de l'AI :

D-1

Dès lors qu'un corps électoral doit trancher entre plus de deux options alternatives, l'organe qui organise le vote est encouragé à choisir la procédure de vote préférentiel « Borda modifié » décrite dans le D-2.

D-2

Le scrutin préférentiel « Borda modifié » est organisé en un seul tour. Chaque votant dispose d'un bulletin de vote sur lequel il classe, par ordre décroissant de préférence, tout ou partie des N options qui lui sont proposées.
Soit n le nombre d'options classées parmi les N proposées. Le premier choix d'un bulletin apportera n points à l'option concernée, le second choix (n-1) points, le troisième choix (n-2) points, etc. Dans tous les cas, le dernier choix apportera un point, les options non retenues n'apportant aucun point.
Il est procédé au décompte et à l'addition des points. L'option qui a le total le plus important est l'option déclarée choisie. En cas d'égalité parfaite, l'option qui a le plus souvent été classée en tête l'emporte. En cas de nouvelle égalité, on étudie le classement relatif au rang suivant.

B- à la fin de l'article XV de l'AI :

Les chiffres X, Y et Z seront déterminés par le CNIR dans un délais de 6 mois après la date d'adoption de la motion selon la procédure décrite au D-2 entre les différentes propositions déposées au bureau du CNIR 4 semaines avant la réunion.
Lorsqu'un projet de referendum est publié par le secrétariat national afin d'obtenir le complément de signatures nécessaires au lancement d'un référendum d'initiative militante, et qu'un projet alternatif réunissant X% des adhérents est déposé au secrétariat national dans un délai de Y jours après la publication du projet initial, le secrétariat national ne peut lancer la procédure référendaire sur la demande initiale moins de Z semaines après publication de l'appel à signatures complémentaires du projet alternatif.
Dès que le projet de référendum initial a atteint le nombre de signatures nécessaire ou à l'issue de la période d'attente si les signatures ont été obtenues moins de Z semaines après publication de l'appel à signature du projet alternatif, l'ensemble des propositions ayant atteint le nombre nécessaire de signataires sont proposées en même temps aux adhérents. Si plus d'une proposition a reçu le nombre de signatures nécessaire, l'item « aucune de ces propositions » est ajouté à la liste des choix et un vote préférentiel selon les dispositions suivantes est organisé.
Porteur : Alexis Braud

AQUITAINE
Xavier LHOMME.
AUVERGNE
Daniel RONDEPIERRE.
BRETAGNE
Claire DUVAL, Jocelyne LE BOULICAUT, Dominique RAMARD.
CENTRE
Roland LENIAR, Christophe ROSSIGNOL.
HAUTE-NORMANDIE
Benoît FENAULT, Victoria SELWYN.
ILE-DE-FRANCE
Géraldine CHALENCON, Cécile DUFLOT, Jérôme GLEIZES, Alain LECLERC, Pierre MINNAERT, Antoine ROLLAND, Corinne RUFET.
LORRAINE
Brigitte LEBLAN.
MIDI-PYRÉNÉES
Brigitte BROZIO.
PAYS DE LA LOIRE
Alexis BRAUD, Yves OLLIVIER.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Simon IMBERT-VIER.
RHÔNES-ALPES
Yann MONGABURU DOMEJEAN, Béatrice MUNTLAK, Philippe NAMIAS, Muttiah YOGANANTHAN.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 73

14 SI L'ACTUALITÉ LA RENDAIT SOUHAITABLE : UNE PRIMAIRE POUR DÉSIGNER LE CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES AU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE ET DES LÉGISLATIVES

Si l'actualité la rendait souhaitable : une primaire pour désigner le candidat unique de la gauche et des écologistes au premier tour de la présidentielle et des législatives

EXPOSE DES MOTIFS :
Primaire à l'italienne mode d'emploi
La primaire en Italie a été expérimentée la première fois en 2004 dans la région des Pouilles (Bari) : elle a permis à la coalition ainsi formée de gagner la région.
Elle a ensuite été étendue à l'ensemble de l'Italie à l'automne 2005. Là où les organisateurs attendaient entre 500 000 et 1 million de personnes, il y a eu 4,2 millions d'électeurs à se déplacer. Tous les citoyens qui signaient un engagement à soutenir le candidat sortant de la primaire pouvaient y participer en s'acquittant en outre d'un don de 1 euro minimum.
Les élections législatives en Italie ont eu lieu le 9 avril et ont permis à la coalition Unione (11 partis de catholiques-centre-gauche-communistes-verts) emmenée par Romano Prodi de vaincre Berlusconi. C'est la participation massive à la primaire qui a donné à Prodi l'autorite pour parler au nom de tous avec une grande force et a permis de gagner de peu. Il est probable que sans la dynamique créée par la primaire, Berlusconi, qui n'a reculé devant rien pour se maintenir au pouvoir, aurait gagné.
Depuis la coalition a passé sans encombre l'obstacle que représentaient les élections municipales, conservant aisément ses mairies de Rome, Turin et Naples et progressant à Milan, même si la Maison des libertés (CDL) de Silvio Berlusconi conserve son bastion. Les élections municipales partielles, qui concernaient 1.261 localités italiennes et quelque 20 millions d'électeurs, constituaient le premier test d'envergure après les législatives extrêmement serrées d'avril qui ont porté l'Unione de Prodi au pouvoir. Berlusconi voulait faire de ce scrutin la base de sa reconquête.
"La revanche a échoué", écrivait l'éditorialiste du quotidien de gauche La Repubblica.
Cette dynamique que les italiens ont réussie à mettre en oeuvre victorieusement, pourquoi les français pour qui rien n'est impossible n'y parviendraient-ils pas ?
Alors que selon un Sondage 50% des personnes se disent favorables à des primaires ouvertes à tous les Français et organisées en dehors des partis politiques pour désigner les candidats à la présidentielle.
Le mouvement a choisi de présenter une candidate au premier tour de la présidentielle. Si nous regrettons que le débat n'ait pu avoir lieu que par le biais d'une candidature individuelle en faveur de la primaire, nous avons pris acte d'un résultat qui nous prive d'un vrai débat sur ces primaires qui vont le sens de nos valeurs qu'il s'agisse d'une critique de l'élection présidentielle, d'une démocratie participative à grande échelle et d'une demande de représentation proportionelle.
Cependant nous pensons que les circonstances politiques peuvent mettre au premier plan de l'actualité ce débat sur la primaire dans les prochaines semaines sous l'effet conjugué d'une multiplication des candidatures, de l'effritement de la candidate favrorite des sondages et du maintien à un niveau plus élevé qu'il y a 5 ans des intentions de vote en faveur du candidat du Front National. Nous pouvons très bien voir le PS reprendre la proposition de primaire faite en début d'année avec plus d'insistance. Nous souhaitons donc qu'une procédure claire soit prévue dans ce cas d'une révision de la décision de présenter une candidate au premier tour de la présidentielle.

Motion :

l'Assemblée Fédérale décentralisée décide que si le cas d'une nouvelle demande de primaire par nos partenaires se présente, un référendum sera organisé par le CE et que les motions seront invitées à faire valoir leur point de vue dans le document expédié aux adhérents.
l'Assemblée Fédérale décentralisée souhaite
- que, dans ce cas, le ou la candidate unique soit celui ou celle de la gauche et des écologistes pour éviter de laisser le label écologiste à un-e éventuelle autre candidate
- que cette primaire s'accompagne d'une répartition des circonscriptions sur la base du résultat du premier tour de la primaire
- que cette primaire offre la possibilité aux citoyen-ne-s y participant de voter sur les grandes orientations programmatiques du quinquennat

---

Répartition des sièges à la proportionnelle sur la base du résultat du premier tour des législatives de 2002 dans l'hypothèse de 350 sièges pour la majorité.

Voix	Gauche+Ecologistes
PCF	1216178 . . 4,82 % . . .12,84, soit 45 députés
PS	6086599 . . 24,11 % . .64,26, soit 225 députés
PRG	388891 . . . 1,54 % . . . .4,10, soit 14 députés
Div gauche	275553 . . . 1,09 % . . . .2,90, soit 10 députés
Verts	1138222 . . 4,51 % . . . . .12, soit 42 députés
Pôle Rép.	299897 . . . 1,19 % . . . .3,16, soit 11députés
Régionalistes	66240 . . . . 0,26 % . . . .0,69 soit 2 députés
Total	**9471580**

AUVERGNE
Olivier CLAVAUD.
BOURGOGNE
Geneviève GIRAULT.
BRETAGNE
Roland DEBUYSSCHER, Roger GUILLOPE, Philippe LAPORTE, Jean-Pierre LE BARS, Yves LEVREL, Jean MASSE, Marc MILLOT, Frédéric MULHAUSER, Dominique TOURET, Alain UGUEN.
HAUTE-NORMANDIE
Alain DURAND, Martine ROUZAUD.
ILE-DE-FRANCE
Jean-Baptiste LOBEL, Christian SCHACH.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
François FERRAND.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Nasser ACHOUR, Jean-Marie ALLAIN, Dominique ISSELE.
POITOU-CHARENTES
Madeleine CLAUSTRE NAHON, Laurent RATAT, Serge RIVET.
RHÔNES-ALPES
Jean-Baptiste DURAND, Elisabeth LACROIX, Alexandre RAFALOVITCH, Cécile VIALLON.
RÉUNION
Jean-Pierre ESPERET.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 74

15 RÉFORMER ENFIN NOTRE FONCTIONNEMENT INTERNE

Depuis quatre ans et la publication de l'Audit participatif interne (API), la réforme de notre fonctionnement, dont chacun admet pourtant volontiers la pleine nécessité, est en panne. Des propositions, nombreuses, ont pourtant été élaborées. Et, à cette assemblée générale comme à la précédente, on constate dans plusieurs des motions d'orientation soumises au vote des adhérents la réaffirmation du principe de la réforme.

Il y a pourtant loin, visiblement, des engagements à leur traduction en faits. Malgré la bonne volonté évidente de beaucoup de responsables Verts, au plan national et régional, la réforme n'a pour le moment accouché que de diagnostics sévères, certes largement partagés, mais dont les conclusions peinent à venir.. Le constat est pourtant clair : nos statuts sont devenus inadaptés, et quelques récents épisodes de notre vie commune nous le rappellent cruellement.

Il est donc temps d'aller plus loin. Aussi les signataires de la présente motion ponctuelle proposent-ils de s'en remettre à l'Assemblée générale, lui proposant de réaffirmer clairement, au-delà des débats d'orientation et de stratégies, un certain nombre de principes simples de changement.

Ces principes devront guider le travail de réforme des statuts, qu'il ne s'agit ni de réécrire ni de compliquer plus encore, mais de simplifier. Deux objectifs majeurs devront notamment inspirer les travaux :

- l'efficacité : il s'agit d'améliorer nos outils et nos règles de fonctionnement non pour elles-mêmes, mais pour que l'action militante en soit facilitée. Les procédures de fonctionnement ne valent que pour ce qu'elles permettent de construire, d'agir et d'amplifier l'action. En ce sens, elles ont vocation à être, si nécessaire, discutées et révisées ;

- la lisibilité : il n'est plus possible que la compréhension de nos statuts et de nos modes de vivre ensemble soient réservée aux seuls initiés, adhérents de longue date et/ou familiers des jeux internes. C'est aussi pour être plus forts et plus nombreux, pour accueillir de nouveaux militants et nous rendre collectivement disponibles à leur faire toute la place qu'ils pourront prendre que nous avons besoin de réforme.

Les changements ici proposés devront donc, après concertation au sein des Verts, être traduits en modifications statutaires, que nous proposons de soumettre au vote des adhérents par référendum dans le courant de l'année 2007 :

- instauration du vote à la majorité simple (avec prise en compte du vote blanc), exception faite des décisions relatives à des modifications statutaires, qui restent à la majorité qualifiée ;
- simplification du mode d'élection du Collège exécutif, avec instauration d'une réelle prime majoritaire, qui permette de stabiliser une équipe exécutive soudée, solide et cohérente, disposant de réels moyens de gouvernance et d'animation du mouvement ;
- clarification des missions dudit Collège exécutif, qui ne doit plus être le champ clos de la reconduction permanente des divergences d'assemblée générale, mais un véritable exécutif, chargé de mettre en œuvre le mandat confié par l'AG et précisé par le CNIR entre chaque AG ;
- renforcement du rôle d'élaboration et d'orientation politique du CNIR, auquel seront associés, au moins à titre consultatif, les secrétaires et/ou présidents régionaux ;
- création d'une instance intermédiaire entre le CNIR et le Collège exécutif, ou élargissement des compétences, de la composition et des moyens du Bureau du CNIR, aux travaux duquel pourront être associés, ponctuellement ou non, les délégués des élus nationaux et européens, des groupes Verts dans les conseils régionaux, des structures régionales Vertes et des commissions thématiques nationales.

L'adoption de la présente motion par l'Assemblée générale constituera, pour le Collège exécutif élu à Bordeaux, la feuille de route de la réforme.

ALSACE
Jacques FERNIQUE.
AQUITAINE
Monique DE MARCO.
AUVERGNE
Danielle AUROI.
BASSE-NORMANDIE
Rudy L'ORPHELIN, Mickaël MARIE.
BRETAGNE
Jacques CAPLAT, Jacqueline GOUELOU-CAPLAT.
CENTRE
Dominique RONCERAY.
CHAMPAGNE-ARDENNES
Stéphane JOLY, Thierry WIPPLER.
HAUTE-NORMANDIE
Claude TALEB.
ILE-DE-FRANCE
Isabelle AGIER CABANES, Christophe BONAZZI, Laurent BOUDEREAUX, Patrick CHAIMOVITCH, Franck CONTAT, Patrick FRANJOU, Elisabeth LOICHOT.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Michèle COMPS, Sylvain IORDANOFF, Jacqueline MARKOVIC, Emmanuel REYNAUD, Jean-Louis ROUMEGAS.
LIMOUSIN
Laurence GUEDET, Jean-Luc GUERINEAU, Natacha JACQUIN.
PAYS DE LA LOIRE
Pascale DEBORD.
PICARDIE
Christophe PORQUIER.
POITOU-CHARENTES
Jacques MARET.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Pierre AUBRY, Christophe MADROLLE, Marianne MOUKOMEL CLARTE.
RHÔNES-ALPES
Jean-David ABEL, Dominique ALLAIN, Pierre HEMON, Maurice MOREL, Patricio SILVA.
GUADELOUPE
Marie-Line PIRBAKAS GROEVIUS.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 75

16 VERTES RÉFORMES : POUR UN PARTI POLITIQUE PLUS UTILE

A-t-on encore le droit de dire que la naissance d'un nouveau parti de l'écologie politique -un parti-société- est une obligation pour les Verts?
Les Verts ont besoin de construire une nouvelle culture d'organisation qui passe par une réforme profonde de leurs statuts et de leurs règlements qui y font obstacles.
Il est temps d'engager une grande réforme. Ce sera la rupture entre l'avant et l'après pour la naissance du Nouveau Parti Vert (NPV).

1. Une nouvelle culture de vie politique collective et utile

Les Verts doivent apprendre à vivre collectivement et utilement L'articulation est devenu encore plus contradictoire entre les gauches « antilibérales », la gauche « sociale démocrate » et la mouvance environnementale.
La coexistence entre les démarches qui constituent le socle de notre parti doit se réaliser malgré les contradictions fortes en apparence, mais complémentaires. Les Verts doivent être un parti différent pour concilier la révolution et le réformisme mou, l'anticapitalisme et l'alter mondialisme, l'alliance majoritaire avec le parti socialiste pour porter l'utopie écologiste et solidaire. Une nouvelle gauche est à construire.
L'enjeu est clair. Le projet écologiste est forcément fait d'interactions, de tensions contradictoires qui peuvent être fécondes si nous savons les gérer ensemble. Cette démarche suppose des consensus à réaffirmer sur les objectifs stratégiques, des tensions à gérer entre la société et les institutions, la réforme progressive et la nécessaire radicalité, des articulations à trouver entre l'environnement, l'économique et le social, des complémentarités et des équilibres à trouver et des modes de fonctionnement, de décision et d'intervention renouvelés.
C'est pourquoi revoir la configuration du parti s'impose. Tout cela suppose la construction d'une nouvelle culture commune d'organisation, de communication, d'information et de formation militante et de décision d'un parti-société.

2. Vers un nouveau parti vert

Une « simple » réforme ne résoudra pas à elle seule les problèmes des Verts. Une réforme n'a de sens que si elle permet aux Verts de mieux fonctionner (démocratie, efficacité, convivialité). La nouvelle structure doit être reconnue légitime par une très large proportion des Verts.
Les Verts doivent donner un signe très fort marquant une rupture entre l'avant- et l'après-réforme pour rendre la réforme lisible politiquement car les mots comptent en politique
Si Les Verts doivent se doter d'un exécutif lisible et moins nombreux que l'actuel collège exécutif, caractérisé par une plus grande clarté dans les fonctions de ses membres et être investi d'une légitimité interne plus forte. A ce titre, un **Bureau national** est créé devenant l'organe de direction du parti.
Le (la) secrétaire national(e) sera élu(e) par le congrès, avec un programme, à une majorité qualifiée. Il (elle) forme avec six autres verts le BN.
Le **Conseil fédéral** se substituera au Cnir avec le qualificatif « fédéral » indiquant, plus clairement encore, l'option politique – et organisationnelle – des Verts. Son (sa) président(e) du CF est aidé(e) par un Bureau. C'est bien sûr le Président (et non le BN) qui établit l'ordre du jour du CF (en concertation avec le BN).
L'Assemblée générale ou congrès des Verts devient l'**Assemblée fédérale** symbolisant l'orientation régionaliste des Verts.
Les **secrétaires régionaux** verront leurs compétences renforcer.
Les **commissions permanentes** seront rattachées au Conseil Fédéral. Elles pourront appel à des experts extérieurs..

3. Une nouvelle organisation du fonctionnement des Verts

Une Charte de l'éthique sera mise en place.
Le droit des minorités sera respecté.
Les Verts doivent se doter de services logistiques, d'outils performants dans les domaines de la gestion de la documentation, de l'archivage et d'un pool Nouvelles technologies de l'information et de la communication.
L'échelon régional devrait être renforcé en infrastructure et en logistique.

Les conditions de succès d'une réforme

Les porteurs de cette motion ponctuelle demandent à tous les porteurs des motions d'orientation, les futurs majoritaires et minoritaires issus de l'AG de décembre 2006, de s'engager sur la procédure de réforme et sur un calendrier précis (sur les 6 premiers mois de l'année 2007).
Sur proposition du CE, la **Commission nationale de la Réforme** sera élue et mandatée par le CNIR
Une première désignation des instances « nouvelle mouture » par les militants pourra se faire à l'automne 2007.
Le défi fondamental, pour Les Verts, ce n'est pas de « mettre un frein à l'immobilisme ». Les Verts sont tout sauf immobiles. Ils bougent même beaucoup. Le problème est qu'ils dépensent énormément d'énergie à bouger… mais en ordre dispersé et dans des directions diverses et variées, comme des électrons autour de leur noyau, qui se neutralisent mutuellement.
Les Verts selon eux devaient *« continuer à se mettre en mouvement, mais dorénavant dans la même direction »*.

1 Comme c'est le cas aujourd'hui avec le CE. Cette règle actuelle (art. 4.11 de l'agrément intérieur) contribue, entre autres choses, à vider le CNIR actuel de sa substance !

AQUITAINE
Narcisse KAMAYENWODE, Clément ROSSIGNOL, Emmanuel STOLL.
HAUTE-NORMANDIE
Jean-Pierre LANCRY.
ILE-DE-FRANCE
Nathalie ALONSO, Lydia AMARA, Marie-Thérèse ATALLAH, Jacques AUBARD, Elsa BASTIDE, Djilalli BECHAR, Emilio BELIZON, Christian BERTOLA, Lazare BIAKA, Ahmed BOUZID, Zeina BOUZID, Bernard CHAPPELLIER, Olivier CHAPPELLIER, Ali CHARAF, Didier DELPEYROU, Mathieu DELPRAT, Pierre DOERLER, Hani FEGHALI, Claudette FYOT, José LOPEZ, Zine-Edine M'JATI, Joseph MAZIJI, Florent MOUILLERAC, Albert PEIRANO, Marie-Françoise PORCHE, Vanessa PRUDON, Thierry PUISY, Yassin REZZOGUI, Alain RIBIER, Mehmet ULKER.
POITOU-CHARENTES
Jacques MARET.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 76

17 LES VALEURS CLÉ DES VERTS (PREMIÈRE PARTIE)

Au congrès de Reims 2004, le réseau "Pour des Verts utiles" avait déjà présenté "Les 10 valeurs clé", projet de charte commune à tous les Verts, comme contribution.
Nous les soumettons cette fois comme motion ponctuelle, afin que, si elle est adoptée :
- Les Verts décident de s'approprier collectivement et individuellement "Les valeurs clé des Verts" présentées plus bas, pour les utiliser de manière expérimentale, comme une charte de principes contraignants engageant tous les Verts, afin de guider notre fonctionnement, nos engagements, et nous aider à régler nos conflits.
- Après 1 à 3 ans de débat et d'utilisation concrète de cette charte comme socle commun à tous les Verts, garant de leur confiance et respect mutuels, "Les valeurs clé des Verts" seront de nouveau présentées aux adhérentEs, soit lors d'un forum soit lors d'une AGN, afin qu'il jugent en connaissance de cause s'il faut les inclure définitivement, modifiées ou non, dans nos statuts.

LES VALEURS CLE

1 - Démocratie de base

Chaque être humain mérite d'exprimer son opinion sur les décisions qui affectent sa vie ; aucun ne doit être soumis à la volonté d'une autre personne. Dès lors, nous travaillerons à augmenter la participation publique à tous les niveaux de gouvernement, et à assurer que nos représentants élus rendent des comptes à ceux qui les ont élus. Nous travaillerons aussi à la création de nouveaux types d'organisations politiques qui permettront de renforcer la participation démocratique en incluant directement les citoyens dans les processus de prise de décisions.

2 - Sagesse écologique

Les sociétés humaines doivent se développer avec la compréhension que nous sommes partie intégrante de la nature, et non séparés de la nature. Nous devons maintenir un équilibre écologique et vivre écologiquement avec les ressources limitées de nos communautés et de notre planète. Nous soutenons un projet de société durable qui utilise les ressources de telle manière que les générations futures en bénéficieront et ne souffriront pas des pratiques de notre génération. A cette fin, nous devons avoir des pratiques agricoles qui régénèrent les sols, évoluer vers un usage efficace et économe de l'énergie, et vivre de manière à respecter l'intégrité des systèmes naturels.

3 - Justice sociale et égalité des opportunités

Toutes les personnes ont des droits et doivent avoir l'opportunité de bénéficier équitablement des ressources produites par la société et notre environnement. Nous devons en conscience confronter nos propres opinions, nos organisations, et toute la société aux barrières importantes que représentent le racisme et l'oppression de classes, le sexisme et l'hétérosexisme, l'âgisme et le handicap, qui empêchent un traitement équitable et une justice égale sous le regard de la loi.

4 - Non violence

Il est essentiel que nous développions des alternatives concrètes à nos pratiques courantes de la violence à tous les niveaux, de la famille à la rue, jusqu'aux nations et au monde. Nous travaillerons à la démilitarisation de nos sociétés et à l'élimination des armes de destruction massive, sans pour autant être naïfs sur les intentions des autres gouvernements. Nous reconnaissons le besoin d'auto-défense, et de défense de ceux qui sont en situation de faiblesse. Nous ferons la promotion des méthodes non violentes pour nous opposer aux pratiques et aux politiques que nous désapprouvons, et nous agirons en faveur d'une paix durable des personnes, des communautés et du monde.

5 - Décentralisation

La concentration des richesses et des pouvoirs contribue à l'injustice économique et sociale, à la destruction environnementale et à la militarisation. Dès lors, nous recherchons une restructuration des institutions sociales, économiques et politiques, pour sortir d'un système sous le contrôle et au bénéfice de quelques puissants, et évoluer vers un système démocratique, moins bureaucratique. Les processus de prise de décision devront, autant que possible, revenir au niveau individuel et local, tout en s'assurant que les droits civils sont garantis pour tous les citoyens. …

BOURGOGNE
Farid GHEHIOUECHE, André ROUX, Charlotte SEITZ.
BRETAGNE
Jean-Marie GOATER, Philippe LADAME, Yann MASSON.
CENTRE
Dominique BRANCHER, Alain VIZET.
ILE-DE-FRANCE
Antoine BIARDEAU, Philippe GANDILLON, Pascale GIRARD, Viviane MEILHAC, Guy PECHEU, Eduardo RODRIGUEZ, Thierry SEGAUD, Vincent SIMONACCI.
MIDI-PYRÉNÉES
Rémi PEYRAUD, Odile VERDURE-LABEILLE.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Marcel MEAUFRONT.
RHÔNES-ALPES
Daniel FRANCOIS, Béatrice MUNTLAK, Sébastien NAAR-MOLHO, Philippe NAMIAS.
GUADELOUPE
Jean-Luc MAILLOT.

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 77

18

LES VALEURS CLÉ DES VERTS (SECONDE PARTIE)

… 6 - Economies basées sur les communautés locales

Nous reconnaissons qu'il est essentiel de créer un système économique adaptable et soutenable, capable de créer des emplois et de fournir un niveau de vie décent pour chacun, tout en maintenant un équilibre écologique sain. Un système économique performant offrira un travail chargé de sens et digne, tout en assurant un revenu qui reflète la valeur réelle du travail d'une personne. Les communautés locales doivent tendre à un développement économique qui assure protection de l'environnement et droits des travailleurs, élargisse la participation des citoyens dans l'organisation et l'amélioration de notre qualité de vie. Nous soutenons les entreprises indépendantes et les grandes compagnies qui sont socialement responsables, ainsi que les coopératives et les entreprises publiques qui utilisent les ressources et les distribuent par des moyens démocratiques et participatifs.

7 – Féminisme

Nous avons hérités d'un système social basé sur la domination masculine sur les politiques et l'économie. Nous appelons au remplacement de la culture de la domination et du contrôle par des moyens plus coopératifs d'interaction, qui respectent les différences d'opinion et de genres. Les valeurs humaines comme l'égalité des sexes, la responsabilité interpersonnelle et l'honnêteté doivent être développées, ainsi que la conscience morale. Nous devrions nous rappeler que le processus qui détermine nos décisions et nos actes, est aussi important que de parvenir à nos fins.

8 - Respect de la diversité

Nous croyons qu'il est important de valoriser la diversité culturelle, ethnique, raciale, sexuelle, religieuse et spirituelle, et de promouvoir le développement de relations respectueuses entre ces composantes. Nous croyons que les nombreux et variés éléments de la société devraient se refléter dans nos organisations et leurs lieux de décision, et nous soutenons l'arrivée aux responsabilités de ceux qui ont traditionnellement été exclus des rôles dirigeants. Nous reconnaissons et encourageons le respect pour les autres formes de vie et la préservation de la biodiversité.

9 - Responsabilité personnelle et globale

Nous encourageons les individus à agir pour améliorer leur bien-être personnel et, dans le même temps, l'équilibre écologique et l'harmonie sociale. Nous cherchons à nous associer avec les personnes et les organisations sur la planète qui oeuvrent pour la paix, la démocratie, la justice économique et la santé de la planète.

10 - Soucis du futur et soutenabilité

Nos actions et nos politiques devraient être motivés par des objectifs à long terme. Nous cherchons à protéger les ressources naturelles précieuses encore disponibles, à en disposer prudemment et à "défaire" tous les dégâts que nous avons créés, tout en développant des économies soutenables qui ne dépendent pas d'une expansion continue pour leur survie. Nous devons contrecarrer les logiques de court termes, en nous assurant que le développement économique, les nouvelles technologies et les politiques fiscales sont responsables vis à vis des générations futures qui hériteront des résultats de nos actions. Notre ultime objectif n'est pas simplement de survivre, mais également de partager des vies qui valent d'être vécues. Nous pensons que la qualité de nos vies individuelles est enrichie par la qualité de la vie des autres. Nous encourageons tout un chacun à considérer la dignité et la valeur intrinsèque de toute vie, et de prendre le temps de comprendre et d'apprécier, eux mêmes, leur communauté, et la resplendissante beauté de ce monde.

`

BOURGOGNE
Farid GHEHIOUECHE, André ROUX, Charlotte SEITZ.
BRETAGNE
Jean-Marie GOATER, Philippe LADAME, Yann MASSON.
CENTRE
Dominique BRANCHER, Alain VIZET.
ILE-DE-FRANCE
Antoine BIARDEAU, Philippe GANDILLON, Pascale GIRARD, Viviane MEILHAC, Guy PECHEU, Eduardo RODRIGUEZ, Thierry SEGAUD, Vincent SIMONACCI.
MIDI-PYRÉNÉES
Rémi PEYRAUD, Odile VERDURE-LABEILLE.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Marcel MEAUFRONT.
RHÔNES-ALPES
Daniel FRANCOIS, Béatrice MUNTLAK, Sébastien NAAR-MOLHO, Philippe NAMIAS.
GUADELOUPE
Jean-Luc MAILLOT.

ERRATUM

Ci-dessous, signature manquante à la motion ponctuelle thématique 19 (page 78)

“Energie 2007”:

Bretagne
Christophe KERGOSIEN

55-78_P_AG06.qxp 12/10/06 15:46 Page 78

19

ENERGIE 2007

La prochaine échéance politique se présente dans un contexte totalement différent des précédentes. Jusqu'à présent, la question écologique a été réduite dans le débat à des préoccupations certes de plus en plus reconnues mais non urgentes. Toujours le débat politique s'est resserré sur l'économique, le social et l'institutionnel.

Or, le calendrier du prochain quinquennat est le plus chargé en énergie depuis l'émergence de l'écologie politique dans les années 70. Cinq dossiers majeurs vont mettre l'énergie et le climat sur l'agenda :

1 – La crise pétrolière. La demande mondiale de pétrole a rattrapé l'offre, les prix se sont envolés. Les pétroliers privés et les états producteurs donnent la priorité à leur rémunération plutôt qu'à l'investissement. Ajoutons l'instabilité du Moyen-Orient, les inerties de l'industrie elle-même (10 ans entre l'investissement et la production). Le gaz naturel s'est aligné sur le pétrole, ce qui donne l'occasion à la Russie de sortir du déclin. La perspective d'une prochaine déplétion de nombreux gisements, concentrant les ressources dans une poignée de pays, rend la dépendance énergétique encore plus dangereuse avec comme seule perspective un déclin irrémédiable de la production pétrolière mondiale (le 'peak oil'). En clair, les producteurs reprennent le pouvoir et pour longtemps.
En France, la crise pousse la dépense en 2006 à près de 50 milliards d'¤pour importer du pétrole et du gaz, une somme qui est équivalente à 1 million d'emplois maintenus. La relance de la maîtrise de l'énergie est une nécessité : développement des renouvelables, réhabilitation thermique du patrimoine ancien… et elle constituera un atout économique et un moteur d'emplois.

2 – La hausse du prix des énergies aura le plus fort impact sur les transports. Les acteurs de ce secteur, sourds aux avertissements, sont frappés de plein fouet : constructeurs automobiles dans le rouge, chute des ventes, concurrence japonaise, difficultés des entreprises de transport routier de marchandises, populations rurales pénalisées… Une réorientation de la politique des transports s'impose sachant que les modifications de parts modales seront très lentes à bouger.

3 – Les changements climatiques domineront aussi la prochaine présidence. La période visée par le Protocole de Kyoto s'ouvre au 1er janvier 2008 pour se clore le 31 décembre 2012. La négociation sur les objectifs et les mécanismes pour la période suivante s'ouvre. Comme l'actuel locataire du bureau ovale n'a pas infléchi sa position, même après le drame de La Nouvelle Orléans, il faudra attendre son départ fin 2008 pour voir la négociation entrer dans le vif du sujet. Or sans les Etats-Unis, pas d'engagement envisageable de la Chine et de l'Inde. La prochaine négociation sera très dure et marquera fortement la scène diplomatique.
Le débat sera alimenté à la fois par des alertes des scientifiques (prochain rapport du GIEC/IPCC durant l'année 2007), et un contexte dramatique, avec des accidents climatiques extrêmes.

4 – Les centrales charbon et nucléaires commandées après le 1er choc pétrolier seront en fin de vie autour de 2020. Le prochain mandat sera celui des choix quant aux priorités de remplacement : maîtrise de l'énergie, énergies renouvelables, hydrocarbures et nucléaire. Le débat sur la production électrique est donc incontournable afin de mettre en place les capacités industrielles, quelle que soit l'option retenue. Or, il n'y a encore ni débat ni réflexion prospective d'entrepris.

5 – Les pays européens sont engagés dans la dérégulation du secteur de l'énergie. Lié aux prix bas de l'énergie, ce mouvement intervient complètement à contretemps. Il faut donner la priorité à des politiques de long terme alors que les Etats continuent de s'ingénier à démanteler leurs moyens d'intervention tout en refusant de faire de l'énergie une compétence européenne réelle. Il faut donner la priorité à des politiques de long terme.

Ce qui importe c'est non seulement si ces cinq questions seront abordées lors de l'élection présidentielle mais surtout de savoir si la personne qui sera élue en mai s'y sera préparée. Seule la clarté de ses engagements lui donnera un vrai mandat pour agir et réduire l'inquiétante vulnérabilité de notre pays.
Non seulement les Verts ont eu raison très tôt sur ces questions, mais nos propositions vont au cœur du sujet. Il reste cependant souvent à les préciser, et à donner les moyens à nos élus ou nos candidats de montrer que les Verts sont porteurs de solutions pour les prochaines décennies.
La présente motion demande au mouvement de dégager les moyens nécessaires à l'organisation d'une convention énergie en janvier prochain, ainsi que les moyens d'échange nécessaires entre militants, experts et élus sur ce thème (animation permanente et moyens de campagnes).

ALSACE
Mathieu FICHTER, Yann WEHRLING.
AQUITAINE
Gérard CHAUSSET, Alain MALLET.
AUVERGNE
Danielle AUROI, François CIESIELSKI, Odile VIGNAL.
BASSE-NORMANDIE
Mickaël MARIE.
BOURGOGNE
Jean-Michel PEYRAUD.
BRETAGNE
Jacques CAPLAT, Haude LE GUEN.
CENTRE
Dominique RONCERAY.
CHAMPAGNE-ARDENNES
Stéphane JOLY.
HAUTE-NORMANDIE
Jean-Pierre GIROD, Annie LEROY.
ILE-DE-FRANCE
Mathilde ALLUCHON, Denis BAUPIN, Mathias CHAPLAIN, Joël CHENAIS, Yves COCHET, Marc DENIS, Jean-Luc DUMESNIL, Patrice GOHIER, Stephen KERCKHOVE, Jean-luc MANCEAU, Pierre PARREAUX, Barbara POMPILI CARREZ, Pierre RADANNE.
LANGUEDOC-ROUSSILLON
Jean-Claude BIAU.
LIMOUSIN
Alain DORANGE.
MIDI-PYRÉNÉES
Pierre LABEYRIE.
NORD-PAS-DE-CALAIS
Antoine BONDUELLE, Lise DALEUX, Paolo-Serge LOPES.
PAYS DE LA LOIRE
Pascale CHIRON, Anne VALIN.
PICARDIE
Emilie THEROUIN.
POITOU-CHARENTES
Odette BRACH, Patrick FONTANAUD.
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Denis LEBIODA, Robert LINDECKERT.
RHÔNES-ALPES
Jean-David ABEL.
SAVOIE
Michel MOMMESSIN.

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 79

4

CONTRIBUTIONS…

• QU'EST-CE QUE LA ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE ? 80
• LA BULLE 81
• ENCORE UN COUP POUR RIEN ? 82
• QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LA PÉRIODE 83

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 80

QU'EST-CE QUE LA ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE ?

Un spectre hante le monde de l'environnementalisme et du développement durable, celui de l'écologie populaire.

Malgré la formalisation du développement durable en 92 à Rio par les représentants des ONG et des gouvernements, la pantalonnade de Johannesburg a souligné l'impuissance des maîtres de ce monde à engager la moindre réforme structurelle pouvant mettre en danger les profits des multinationales. Menant une recolonisation brutale du monde accompagnée d'une marchandisation violente tous azimuts, ils ont ouvert une quatrième guerre mondiale contre les pauvres et développé un véritable apartheid planétaire.

Des sans terres d'Amérique Latine aux paysans chinois, des intouchables de l'Inde aux bidonvilles d'Afrique en passant par nos banlieues, cette guerre sociale à l'échelle mondiale est dirigée contre les mouvements sociaux, paysans ou urbains, revendiquant l'égalité des droits, luttant pour le contrôle des ressources naturelles et des biens communs, pour le droit à la terre, pour l'émancipation des peuples autochtones.

Au Nord, la révolte des « sans » droits, premières victimes des maladies environnementales (amiantes, air, saturnisme, cancer) a imposé l'émergence d'une écologie populaire, bousculant ainsi les valeurs de la gauche traditionnelle et de la technocratie verte.

Cette écologie trouve ses racines dans le vécu et la pratique réels de ces mouvements. Elle s'appuie sur des réflexions et des expérimentations issues de la justice environnementale, de la non violence et de la théologie de la libération.

L'écologie populaire de la ZEP repose sur les trois idées force suivantes :

1) Replacer le peuple et son action au centre de l'action politique est une priorité. Sans la mise en mouvement de la force historique des pauvres de cette planète, il n'y a pas de lutte conséquente contre la relégation, l'exclusion, la ségrégation et la marginalisation sociales. Mettre un terme à l'apartheid social est l'enjeu majeur de la période.

2) L'écologie populaire est une gauche anti-discrimination, anti-productiviste et anti-capitaliste. La lutte contre la fracture coloniale est un axe central de la recomposition politique. Cet enjeu est international car la promotion de la guerre de civilisation par Bush s'exporte jusque dans nos cités.

3) Il n'y a pas de séparation entre les luttes contre les inégalités sociales et environnementales. Les unes alimentant les autres, et résultant d'une même logique générale.

L'écologie populaire est absente des instances vertes. Des militants confrontés depuis plusieurs années à cette carence ont décidé de constituer un courant politique d'idées et d'action externe et interne aux Verts qui agira au-delà de l'AG, des motions et des sensibilités existantes pour favoriser la structuration de l'écologie populaire.

La ZEP est une zone parce qu'elle agglomère des expériences et des pratiques sociales, des parcours et réflexions non relayés (et des « animateurs » non représentés) dans les espaces institutionnels, et sein même des Verts. Notre zone veut être un espace libéré et convergent de temps, de pratiques, d'imagination, une base d'appui fondée sur des valeurs coopératives d'inventivité et de convivialité qui échappent à la lutte des places en pratique chez les Verts. Nous agirons en ce sens dès cet automne par la commémoration du 1er anniversaire de la révolte des banlieues et en 2007 par le lancement d'une semaine anticoloniale.

La révolte des banlieues à l'automne 2005 a été le moment fondateur de la ZEP. Ce soulèvement a exprimé la crise de représentation d'une partie de plus en plus massive de la population par rapport aux appareils traditionnels, mais aussi le refus de la stigmatisation des classes populaires et de la jeunesse transformées en parias et considérées comme des classes dangereuses. Ce refus avait déjà marqué la confrontation idéologique sur le voile où au nom de la défense de la laïcité, nombreux à gauche avaient soutenu une loi consacrant le racisme institutionnalisé envers une partie de la population.

Nous interpelle également l'évolution des partis verts en Europe marquée par la domination de la bobocratie, d'un électoralisme sans autre objectif que sa propre reproduction, d'une technocratie verte qui cherche dans les normes édictées par les institutions la seule et unique voie de réformes réelles du système. Cette stratégie nous mène droit à la constitution d'un nouveau centrisme symbolisé par Corinne Lepage. Cap 21, sur les questions sociales, les discriminations, sur l'analyse du Moyen-Orient ou de la mondialisation, apporte les réponses traditionnelles de la droite libérale ou de Bayrou. Cette écologie d'accompagnement souhaitée par de nombreux Verts est un simple replâtrage du système tentant de panser les plaies de la mondialisation sans rien changer au cours des choses.

C'est pourquoi la ZEP appelle, en votant massivement pour la Motion EP, à construire au-delà des différences un pôle de résistance de l'écologie de transformation réunissant celles et ceux qui estiment que l'écologie politique à caractère anti-capitaliste et anti-discriminations est la réponse politique à la crise de l'humanité.

De Beauvoir Frédéric, Benguetaib-Redon Nadia, Glaymann Mathieu, Cheikh Rouhou Amel, Dereume Selma, Domergue Manuel, Douidi Otman, Duthu Françoise, Farbiaz Patrick, Lecaille Julien, Liman Wajdi, Joyeux Benjamin, Jurjévic Jérôme, Pauron Charlotte, Perrin Evelyne, Sampil Mosis, Sana Eros, Sarkis Frédéric, Secrétin Guillaume, Taugourdeau Simon

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 81

LA BULLE

Les Verts depuis de longues années se sont enfermés dans leur bulle. Ils s'intéressent de plus en plus à leurs propres querelles internes, obsédés par la lutte des places, le contrôle des mandats et des cartes, la gestion de leur propre calendrier. Ce comportement a un coût politique. Le parti est devenu inaudible. Il marche à contre courant de la réalité.. Tandis que le plus grand mouvement social (CPE) depuis le mai 68 embrase la France, les Verts s'épuisent dans une campagne interne présidentielle étrangement décalée. Lorsque tous les autres mouvements désignent leur candidat, les Verts entravent le démarrage de leur propre candidate en organisant un congrès qui aurait pu se tenir après la phase électorale puisque les décisions essentielles (candidat vert aux présidentielles, autonomie aux municipales et législatives, rapports avec le PS) ont été fixées à Reims et que le CNIR a refusé tout débat stratégique visant à tenir compte de la nouvelle réalité issue du 29 mai et de la pré-candidature de José Bové. Ce décalage permanent renvoie l'image d'un parti tourné vers lui même, un parti tautiste, au sens où il répète des tautologies en boucle et qu'il n'entend plus la société. Ce repli sur soi et sur la gestion de la marque verte, sur le logo, fétichisée comme une fin en soi ne permet pas aux Verts de s'inscrire dans l'espace de la société mobilisée.

Trois scénarios sont dés lors possibles :

- Soit l'on ne change rien. Les verts estimant que « tout va bien » deviennent une sous tendance externe du PS gérant un peu à la manière du PRG leur stock de places. Ils attendent la multiplication des élus par le biais des municipales en étant soumis au bon vouloir des grands frères socialistes. Nul besoin de faire grandir le parti.
Restons dans notre bulle. Le cocooning politique fait office de stratégie.

- Soit les Verts tentent de réunir la grande famille écologiste de Cap 21 et quelques grandes personnalités comme Hulot. Ils passent d'une stratégie du ni ni de l'époque Waechter à une stratégie du et et (et avec la droite et avec la gauche) un peu à la manière des partis Verts de l'est européen ou de l'évolution des Grüenen allemands. Cette dérive va au centre droit et renforce le caractère environnementaliste des Verts . Il s'agit de séduire la base électorale des classes moyennes des grandes villes tentée par un nouveau centrisme repeint en vert.

- Soit les Verts restent au cœur de la gauche réelle en y impulsant un débat sur l'antiproductivisme et l'antidiscrimination, en luttant contre l'hégémonie du PS par un rééquilibrage de la gauche et notre participation à la dynamique du mouvement social et par un regroupement d'un pôle de l'écologie de transformation. Cela nous oblige à nous tourner vers les classes populaires, de nous implanter dans les quartiers et les cités de la périphérie des villes, de renouer avec le mouvement altermondialiste, les syndicats, les associations de jeunes des quartiers. Ce choix est devant nous. Nous ne pouvons le régler par l'invention d'un gadget politique à travers l'organisation d'Assises, d'Etats généraux de l'écologie ou de Forums mais par le débat entre ces trois orientations qui ont des conséquences en termes de partenariat privilégié, d'implantation, d'axes programmatiques. Pour leur part, les militants qui soutiennent la motion EP ont choisi la voie des convergences solidaires et populaires se tournent résolument vers la société et proposent :

1. La continuation de l'organisation de la co-élaboration à travers des comités de suivi des engagements de la gauche après 2007, la coproduction de loi avec les secteurs du mouvement social qui proposent des alternatives concrètes.

2. Le développement de coalitions majoritaires sur l'urgence environnementale (climat, OGM, pesticides, transport), démocratique (la 6eme République, la votation citoyenne) ou sociales (RTT, sécurité sociale professionnelle, revenu garanti) à travers des campagnes ciblées.

3. Le renforcement de l'engagement des verts au sein des Forums sociaux locaux, la participation aux collectifs unitaires, au sein des réseaux liés au mouvement social (RESF…).

4. La création d'outils spécifiques visant à construire un parti - réseau et à fédérer un pôle de l'écologie de transformation ; institut d'écologie politique, solidarité verte (avec les faucheurs, les prisonniers ou otages écolos dans le monde), agence de presse verte, Banlieue verte, fête et salon de l'écologie politique…

5. La préparation des municipales à travers l'organisation d'une Conférence nationale des groupes locaux pour une alternative verte qui soit co-organisé avec des groupes de citoyens voulant construire des listes alternatives . Les municipales sont une occasion à saisir pour les Verts de réussir le pari de l'ouverture à la société.

6. Face, à l'immobilisme, nous devons réinventer les verts comme un parti d'intervention, d'innovation politique, ancrée dans l'action populaire .

Un parti qui fasse éclater sa bulle.

Nord Pas de Calais
Seris Nicole
ILDF
Domergue manuel, Douidi Otman, Mas Kyra-Françoise, Lemaire Jean-Pierre, Lemaire Gilles, Coronado Sergio, Farbiaz patrick, Pauron Charlotte, Benguetaib-Redon Nadia, De beauvoir férdéric, Joyeux benjamin, Lafont Jean, Perrin Evelyne, Jurjevic Jérôme, Desessard Jean, Dereume Selma, Mosis Sampil, Nocca Olivier, Essadi Khalid,
Basse Normandie
Taugourdeau Simon

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 82

ENCORE UN COUP POUR RIEN ?

La synthèse de Reims s'est révélée inopérante : conçue au départ pour reconduire le front des anti-Rassembler, la motion majoritaire, dépourvue de cohérence politique, s'est diluée dans une fausse unanimité qui n'a pu dégager que l'incantation à l'autonomie et l'adoration de la proportionnelle comme ses plus petits dénominateurs communs.

Malgré les efforts d'objectivité et la douceur du nouveau Secrétaire National, le CE s'est vite trouvé confronté à la réalité d'une fracture que le référendum sur le TCE a manifestée dans toute sa profondeur. Cette fois-là, il ne s'agissait plus de tactique électorale, mais bien de désaccords de fond que le jeu démocratique n'a pas suffi à résoudre, dès lors que certain-es des tenants du « non » refusaient la discipline du référendum interne. La guérilla menée inlassablement autour de la candidature fantôme de José Bové a entretenu la confusion, alors même que la direction s'efforçait courageusement de donner vie aux primaires.

Enfin notre candidate à la Présidentielle fut proclamée après les affres du dépouillement, mais les rancunes du passé et les calculs pour l'avenir risquent maintenant de miner sa campagne, en la privant de la mobilisation des énergies qui lui sont nécessaires pour affronter un premier tour à haut risque. Quel autre objectif plus urgent avons-nous à poursuivre pour ce prochain congrès que de doter le parti d'une majorité stable et d'une direction résolue à mettre tous les moyens humains et matériels au service des échéances électorales décisives qui vont se succéder du 1er janvier 2007 au 31 mars 2008 ? Quand, au bout du compte, aurons-nous le courage de faire face aux négociations avec le PS, et de dire quelles sont nos priorités, où sont nos points de non-retour et les compromis possibles ?

Or les choses ne se présentent pas du tout de la façon responsable que l'on serait en droit d'attendre de nos cadres nationaux. Bien qu'une large majorité dans le parti s'accorde sur la nécessité de refondre en urgence nos statuts, la RPI piétine. Bien que les primaires aient fait apparaître autour des candidatures de premier tour d'Yves COCHET, de Cécile DUFLOT, et de Dominique VOYNET de larges convergences politiques autour des thèmes communs de l'écologie politique, les « logiques » internes poussent à la multiplication des motions. Bien que l'opinion publique soit de plus en plus consciente des urgences environnementales, et alors que les tribunes électorales vont nous permettre de rassembler autour de nos candidat-es, les citoyen-nes les plus convaincu-es de passer enfin des bonnes paroles aux actes forts, nous en sommes à rejouer encore et toujours cette même comédie narcissique de la quête des soutiens individuels et des alliances de circonstance.

Pendant que la croisière s'amuse, la base s'impatiente. Localement nos élu-es locaux et régionaux sont à la pointe de l'innovation et de l'expérimentation, ainsi que le dernier séminaire de CEDIS à Coutances l'a montré. Elles (ils) sont reconnu-es par la société civile et les partenaires politiques pour leur créativité et leur courage politiques. Abandonné-es par leur parti, qui se déconsidère par ses fractionnements internes et sa paralysie publique, ils (elles) finiront par constituer une classe de notables sensibles au débauchage. Quant aux militant-es, ils (elles) finiront pas se résigner à consacrer leurs forces aux associations auxquelles elles (ils) adhérent, plutôt qu'à une organisation incapable de donner une traduction politique à leurs revendications.

Le moment est venu de dire les choses sans détour : la proportionnelle a été conçue pour permettre aux minorités de trouver une juste représentation dans les organes législatifs
(CNIR et organes régionaux et infra), pas pour inciter des clans à se partager les dépouilles de l'exécutif. Notre initiative vise à dépasser les faux clivages idéologiques et les vraies rivalités de personnes, et à provoquer un mouvement d'opinion suffisamment conséquent pour inciter les courants à s'accorder sur des priorités de bon sens :

- mobilisation totale du parti autour de la campagne de Dominique Voynet, à l'égale de celle qui a permis le succès de la campagne de Noël Mamère ;
- convocation des assises de l'écologie sans exclusive aux fins de dégager des priorités programmatiques communes pour la présidentielle ;
- ouverture immédiate des négociations sur les législatives avec la volonté d'aboutir à un accord pluriel ;
- convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire à la rentrée de septembre 2007 pour voter la réforme des statuts dans un sens qui permette la constitution de majorités solidaires ;
- autonomie des organisations locales pour décider des stratégies d'alliance pour les municipales et les cantonales.

Nous apporterons nos voix à toute motion et à tout-e candidat-e au Secrétariat National qui manifesteront la volonté de s'unir sur l'essentiel dans la clarté et la durée.

PACA
Ahamada Saïd, Aubry Pierre, Bennahmias Jean-Luc, Barles Sébastien, Bensaada Mohamed, Boulay Joëlle, Cocaign Bruno, Darmon Micaëla, Di Meo Cyril, Falzon Claude, Grabsci Salim, Laqhila Mohamed, Lambert François-Michel, Latz Arinna, Leclere Claude, Madrolle Christophe, Mazel Philippe, Mercier Marie-Christine, Moukomel Marianne, Naya Jean, Perallat Laurent, Plane Guilhem, Pont Bernard, Raynaud Christian, Riesenmey Jean, Rubirola Michèle, Semeriva Pierre, Schuller-Guillo Aela
IDF
Bernard Jean-Felix, Boudereaux Laurent, Candelier Catherine, Ferri Mireille
AUVERGNE
Auroi Danièle
ALSACE
Sonzogni Djamila
AQUITAINE
Vincent Bérenice

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 83

QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LA PÉRIODE...

Des crises écologiques irréversibles

Avec la hausse de l'émission du CO2, de la densité humaine, la dispersion des substances chimiques, la sixième extinction des espèces… nous atteignons les seuils irréversibles des changements écologiques (dérèglements climatiques, épidémies de cancer ou autres, réduction de la biodiversité…) Nous devons non seulement limiter les effets de ces changements mais aussi répondre à leurs conséquences tant sociales qu'environnementales.

Une question énergétique prééminente

L'éminence du pic d'Hubert, l'ancienneté du parc nucléaire et la question de son renouvellement, la montée des besoins énergétiques des puissances émergentes, la croissance énergétivore américaine transforment la question énergétique en question politique et géopolitique, de la politique étrangère des États-Unis à celle de la Chine en passant par les conflits au Soudan, au Tchad, au Nigeria.

Un nouveau capitalisme

Le capitalisme industriel disparaît pour un capitalisme cognitif, comme source principale de production de plus-value. L'exploitation des ressources cognitives individuelles (créativité, relation, affects...) devient la source principale de création de valeur et non la seule exploitation de la force de travail. Il y a une nouvelle division du travail, avec une externalisation vers le Sud des activités intensives en travail peu qualifié et une spécialisation du Nord dans les activités créatives, intellectuelles, relationnelles.

Des inégalités internationales et nationales aggravées

La fin du compromis fordien d'une répartition équitable de la valeur ajoutée, la fin de la guerre froide où chaque bloc devait réduire les tensions sociales pour éviter des coups d'état, la constitution d'une classe sociale globalisée à fort pouvoir d'achat et à consommation homogène ont aggravé les inégalités Nord/Sud mais surtout intra-nationales. Dans les pays émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud…), une classe sociale favorisée se crée, peu distincte de celle du Nord. Avec la globalisation publicitaire, nous assistons à une globalisation des désirs consumériste et à une généralisation/homogénéisation de la société de consommation.

Hausse des tensions sociales et sociétés sous contrôle

Les crises écologiques touchent prioritairement les plus pauvres. La sécheresse, la montée des eaux poussent à l'émigration, ainsi que les images d'un occident moderne. Face à cela, il y a une disciplinarisation interne (montée des pouvoirs de police et de justice, remplacement du wealthfare par le workfare, criminalisation des déviances sociales, augmentation des taux d'incarcération…) et externe (externalisation de l'asile, militarisation du contrôle de l'immigration…) de nos sociétés. Pire, des pays exclus de la société globalisée de la consommation (Somalie, région des grands lacs, Népal...) implosent.

Un projet européen essoufflé depuis la chute du mur de Berlin

L'UE a laissé l'Allemagne se réunifier seul. La réunification monétaire a permis indirectement une croissance européenne mais au détriment de l'Allemagne qui a mis plus d'une décennie pour se renflouer. Au nom de la liberté des marchés, l'UE a peu facilité la réunification. Des transferts financiers auraient pu aider les pays de l'Est à rattraper ceux de l'Ouest comme lors de l'entrée de l'Espagne, du Portugal à la sortie du fascisme. L'UE, en préférant mettre en place l'Acte unique et les traités de Maastricht/Amsterdam, a permis le retour de la guerre en Europe avec l'implosion de la Yougoslavie, pourtant en meilleure santé économique que les pays d'Europe de l'Est. De plus, des régimes post-fascistes ont pu s'installer (Autriche, Italie, Pologne...) et la droite extrême s'incruste durablement dans les paysages politiques nationaux.

Une régulation violente des rapports sociaux

Les régulations violentes se généralisent tant à l'échelle individuelle que nationale. A ces violences parfois anomiques ou sous contrôle de groupes maffieux ou intégristes s'ajoute la violence légitime des États, que cela soit en Russie, en Irak ou pour réprimer la révolte des banlieues en France. Nous entrons dans un cycle de violence auto-entretenue, de surcroît alimenté par la désagrégation sociale. Cette régulation violente justifie rétroactivement des gouvernements autoritaires.

Une balkanisation culturelle du monde

Au nom d'une prétendue guerre des civilisations, des politiques internationales ségrégatives aux déclinaisons locales s'imposent et diffusent des discours manichéens, réducteurs, en prétextant de textes religieux, de soi-disant déterminants sociaux pour ne pas dire ethniques. La reconnaissance de la pluralité des identités est détournée pour des assignations et des enfermements identitaires. Alors que l'humanité est le fruit de mélanges culturels successifs, certains décrètent une nouvelle forme de fin de l'histoire en figeant les civilisations. Tout mouvement d'émancipation se fait avec les personnes et non malgré elle, quel que soit leur niveau d'aliénation.

Françoise Alamartine (LR), Robert Bordin (PACA), Alexis Braud (PdL), Géraldine Chalencon (IDF), Cyril Cognéras (LI), Cécile Duflot (IDF), Benoit Fenault (HN),Guillaume Fillon (IDF), Jean-Michel Gambier (IDF), Jérôme Gleizes (IDF), Guillaume Grima (HN), Claire Grover (IDF), Nicolas Gueret (IDF), Brigitte Leblan (Lorraine), Alain Leclerc (IDF), Elise Lowy (BN), Antoine Maurice (M-P), André Mazaingue (IDF), Muriel Padovani-Lorioux (LI), Silvain Pastor (LR), Marie-Christine Petit-Beloin (Auvergne), Christophe Rossignol (Centre), Corinne Rufet (IDF), Stéphane Sitbon-Gomez (IDF), Julien Zloch (RA)

79-84_C_AG06.qxp 12/10/06 15:56 Page 84

pour une écologie au cœur des politiques publiques pour une société de pleine activité pour les mêmes droits sur tout le territoire pour redonner du sens au projet européen pour une alternative à la mondialisation néolibérale...

L'ÉCOLOGIE Les Verts

vert
le mensuel qui annonce la couleur.
Rédaction :
247 rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.
Téléphone 01 53 19 53 19, fax 01 53 19 03 93,
courriel [vertcontact@lesverts.fr],
internet [http://www.lesverts.fr].
CPPAP n° 0108 P11487 • ISSN 0298-8089
Abonnez-vous aussi à **vert electro**,
la lettre électronique des Verts :
[vertelectro@lesverts.fr].

TOUS LES MOIS, LISEZ

vert

Le mensuel qui annonce la couleur

[vertcontact@lesverts.fr]

... pour recevoir gracieusement le prochain numéro